

Jeudi 12.20



Supplément Radio-Télévision Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14327 - 8 F
DIMANCHE 17 - LUNDI 18 FÉVRIER 1991
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que M. Tarek Aziz se rend à Moscou

Le président Bush préconise un coup d'Etat en Irak Un tournant et ordonne la poursuite des opérations militaires

DANS l'immédiat, le camp est tendu, après les réactions préliminaires unanimes des principaux membres de la coalition : « Farce cruelle » pour M. Bush, « diplomatie de propagande » pour M. Mitterrand, l'initiative annoncée par les dirigeants de Bagdad, le 15 février, est rejetée comme inacceptable et la guerre continue. Il reste qu'il s'agit d'un tournant dans cette guerre et que la dernière mot n'est sans doute pas dit.

Le camp occidental est fidèle à la logique qui s'est mise en place le 17 janvier, avec d'ailleurs la participation active de Saddam Hussein lui-même : une fois les opérations militaires déclenchées, celles-ci ne peuvent se terminer que par la défaite de l'ennemi, et ce n'est pas par hasard si M. Bush évoque maintenant ouvertement la seule issue qui lui paraît satisfaisante : l'éviction du dictateur irakien. L'autre éventualité, concevable, le retrait du Koweït, ne peut plus dès lors que prendre toutes les apparences d'une capitulation humiliante, ce qui reste des troupes irakiennes hissant le drapeau blanc pour quitter leurs tranchées sous la surveillance des troupes coalisées venues sur place soit en force, soit avec l'accord de l'ennemi.

MAIS c'est ici qu'intervient la troisième étape, celle des pays non engagés dans la bataille, de l'URSS à l'Iran en passant par la Chine et les « modérés » de la coalition. Même s'il ne prétend pas, comme son ambassadeur M. Primakov, « sauver la face » du dictateur irakien, M. Gorbatchev ne peut que juger « positive » une initiative qui élargit considérablement la coalition. Mais s'il ne prétend pas, comme son ambassadeur M. Primakov, « sauver la face » du dictateur irakien, M. Gorbatchev ne peut que juger « positive » une initiative qui élargit considérablement la coalition. Mais s'il ne prétend pas, comme son ambassadeur M. Primakov, « sauver la face » du dictateur irakien, M. Gorbatchev ne peut que juger « positive » une initiative qui élargit considérablement la coalition.

SES espoirs sont d'autant plus légitimes que la déclaration du 15 février est bien le signe d'un engagement dans le camp de Bagdad. Pourquoi M. Saddam Hussein ne s'est-il pas directement adressé à son peuple ? Pourquoi son nom n'est-il mentionné nulle part dans ce texte émis au nom de la direction « collégiale » du régime ? Bornons-nous pour l'instant à constater la totale contradiction entre cette « initiative » et les dernières actions du dictateur. Si ce dernier avait eu l'intention d'ouvrir une vaste négociation sur la crise, il n'aurait pas rompu ses relations diplomatiques avec plusieurs pays de la coalition, ni déversé des grosiers injures sur la personne du secrétaire général de l'ONU.

Le paradoxe est que tous ces faits justifient l'une et l'autre logique : le président Bush y voit le signe qu'il est sur la bonne voie et qu'il convient de continuer pour en finir au plus vite, M. Gorbatchev une opportunité pour agir en « faiseur de paix ». Entre les deux, la course de vitesse est engagée.

Les gouvernements occidentaux ont rejeté catégoriquement l'offre de Bagdad de se retirer du Koweït moyennant une série de conditions. A Washington, M. George Bush a qualifié, vendredi 15 février, ces propositions de « farce cruelle ». Selon le président américain, il existe un autre moyen d'éviter un bain de sang. « C'est, a-t-il dit, que l'armée et le peuple irakiens prennent les choses en main, pour forcer Saddam Hussein, le

dictateur, à se retirer. » Pour sa part, le Pentagone ne voit « aucune raison » d'arrêter les bombardements. A Paris, dans une conférence de presse donnée vendredi avec le chancelier Kohl, M. Mitterrand a estimé que les propositions irakiennes relevaient de « la diplomatie de propagande ». La Syrie, l'Égypte et les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, réunis au Caire, ont rejeté les propositions de Bagdad. Une nouvelle

phase diplomatique devait cependant s'ouvrir ce week-end à Moscou, où l'initiative irakienne a été qualifiée d'« importante » par M. Bassmertnykh, ministre des affaires étrangères. Le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, était attendu dimanche soir dans la capitale soviétique et devait entamer, le lendemain, des pourparlers avec les dirigeants du Kremlin.

Attendre jusqu'au KO

WASHINGTON
de notre correspondant

Il ne s'est rien passé, les propositions de Bagdad ne sont qu'une farce (hoax), et la guerre continue, sans répit d'aucune sorte, mais avec désormais un objectif de plus en plus clairement affirmé : la chute de Saddam Hussein.

Après quelques moments d'hésitation, le président Bush a décidé de déclarer nul et non avenu le communiqué par lequel le commandement irakien mentionnait pour la première fois une disposition à évacuer le Koweït, tout en l'assortissant d'une longue série de conditions et d'attentes. Parallèlement, le secrétaire d'Etat James Baker s'employait avec succès à convain-

cre leurs partenaires de la coalition d'adopter un langage similaire. Les premières réactions à la déclaration du Conseil de commandement de la révolution irakienne étaient venues du Pentagone, et elles étaient dans la logique de militaires qui attendent des ordres : les bombardements continuent.

Un responsable faisait cependant état d'un certain « soulagement ». Deux heures plus tard - on était encore au tout début de la matinée à Washington - le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, venait lire un très bref communiqué, essentiellement négatif, mais mentionnant tout de même le fait que le texte irakien n'était pas encore connu dans tous ses détails.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 5



Comme dans les manuels...

C'était écrit dans les livres. Jamais une chronique de guerre n'aura été autant annoncée, quasiment télécommandée, par ceux qui l'ont initiée. Après quatre semaines de combats au Proche-Orient, il faut se rendre à l'évidence : la coalition a suivi à la lettre les manuels de base chers à l'armée américaine, qui fixent la tactique des opérations et dont l'OTAN s'est ensuite largement inspiré.

Qu'il s'agisse du manuel FM 100-5 en vogue dans l'armée de terre américaine en 1982 ou de ce qu'on a appelé plus tard, en 1986, le concept « Airland Battle 2000 » au sein de l'alliance atlantique, tout était dit ou presque de ce qui allait se passer, moins de dix années après, pour l'opération « Tempête du désert ». A l'origine, il y a le constat que les technologies « émergentes », pour ne pas dire révolu-

tionnaires, ouvraient à l'art de la guerre de nouvelles possibilités. Ces technologies modernes ont trait à la reconnaissance et à l'acquisition des objectifs à grande distance, à des capacités informatiques de commandement insoupçonnées jusque-là, au guidage précis des projectiles lancés à portée de sécurité pour le tir ou, encore, à la conception d'un type nouveau de sous-munitions à dis-

persions qui, toutes ensemble, favorisent l'esprit offensif d'une troupe. Grâce à ces techniques militaires, le commandement peut s'en prendre prioritairement à la tête et au cœur du dispositif de l'adversaire. C'est-à-dire ses zones à haut potentiel industriel et ses unités du deuxième échelon chargées de ravitailler ou de renforcer les premières lignes au contact.

JACQUES ISNARD
Lire la suite page 3

La drôle de France

Sur le cœur de la France flotte un drapeau. Un modeste bout d'étoffe tricolore planté sur une vieille borne militaire au centre de Brèverie-Aillieuhamps, village de Cher et non loin géographique du pays. A mi-chemin entre le Café du commerce et la pharmacie, sur cette nationale 144 que les vieux appellent encore « route de Bourges », il est balotté par les vents d'Est et tourné en girouette par les poids lourds qui filent vers le nord sans demander leur reste. La nuit, les feux fins de cegec l'assomment. Dès l'aube, le gel l'attaque. Le pauvre bougre

de drapier traverse un sale hiver mais, pour l'instant, il tient bon. La France en guerre est sans doute à l'image de son étendard central, traversée par des courants d'air contradictoires et des sentiments mitigés.

Ni totalement apeurée ni vraiment sereine, elle se laisse porter par un conflit désormais bien installé dans sa vie quotidienne. Il est là qui rôde partout et nulle part à la fois, tapi dans l'ombre ou dressé en première ligne. On le croit oublié et le voilà qui resurgit.

PHILIPPE BROUSSARD
Lire la suite page 9

Lire également

- Le film des événements : « Propagande » par JACQUES DE BARRIN
- Washington rejette les conditions de Bagdad
- En Arabie saoudite, fermenté et résolution intacte par FRANÇOISE CHIPPAUX
- Londres estime qu'il s'agit d'une « comédie à la gomme » par DOMINIQUE DHOMBRES
- M. Mitterrand gémisse « la diplomatie de propagande » par CLAIRE TRÉAN
- Pour Israël, la preuve de la nervosité de Bagdad par ALAIN FRACHON
- La Jordanie et l'Irak parlent de « geste positif »
- Le silence de Pékin souligne un inféchissement de la diplomatie chinoise par FRANCIS DERON pages 3 à 9
- Les réactions des marchés aux propositions de l'Irak page 19

ALVARO MUTIS
Un bel morir
roman
Serait-ce la dernière expédition de Maquroll - aventurier, philosophe et gabier - avant ce que Pétrarque nomme : « un bel morir » ?

Grasset

A nos lecteurs « Le Monde » à 6 francs

Comme le savent bien nos lecteurs, notre journal a deux sources principales de recettes d'importance équivalente : les abonnements et les ventes au numéro (51 % du chiffre d'affaires), les recettes publicitaires (45 %).

Or le volume de la publicité, qui avait déjà connu un fléchissement avant l'été, vient de diminuer nettement en raison de la guerre du Golfe. Il en résulte que notre chiffre d'affaires publicitaire de 1991 sera sensiblement inférieur à celui de l'année précédente, même si un arrêt des hostilités au Proche-Orient se traduisait par une reprise rapide de l'activité.

Dans ces conditions, nous avons dû prendre la décision d'aligner le prix de vente du numéro des autres jours de la semaine sur le prix du samedi (daté dimanche-lundi), le portant ainsi à 6 francs. Cette hausse ne sera répercutée sur le tarif des abonnements qu'à partir du 1^{er} mai.

La conjoncture nous contraint ainsi à recréer entre le Monde et les autres quotidiens l'écart de prix qui a longtemps existé dans le passé et qui, aujourd'hui comme hier, peut être notamment justifié par le nombre important de collaborateurs permanents du journal en poste à l'étranger. L'actualité montre amplement combien la présence de ce réseau, exceptionnel dans la presse française, est nécessaire pour une information de qualité.

Néanmoins, ce n'est pas de gaieté de cœur que nous nous résignons à cette augmentation de prix. Nous sommes conscients de la gêne qu'elle occasionnera pour ceux de nos lecteurs qui ont des revenus modestes. Cette mesure, qui n'était pas initialement envisagée dans notre programme de redressement, ne se traduira nullement par un allègement du plan d'économies en préparation. Plus que jamais, nous devons en effet à tous nos amis d'être particulièrement stricts dans la maîtrise de nos dépenses.

Le nombreux courrier de soutien que nous avons reçu à l'occasion de la « relance » nous fait espérer que nos lecteurs comprendront l'effort que nous leur demandons aujourd'hui.

J. L.

Economies à Air France Une réduction de 6 % des rémunérations page 19

Le budget de l'Allemagne unifiée Un endettement de 10 milliards de deutschemarks page 19

Juan Gris au Centre Pompidou Les dessins du peintre espagnol page 13

« Grand Jury RTL - le Monde » M. Pierre Joxe, ministre de la défense, invité dimanche à partir de 18 h 30

HEURES LOCALES

■ L'illusion démocratique de la télémission municipale. ■ La Bretagne réhabilitée des caps. ■ Wickerschwitz, village parasitaire. ■ Nusages sur la Colline éternelle : à Vézelay, on s'interroge sur les projets de la région. ■ Débat : l'Eureuil menacé de réactualisation.

Pages 15 à 17
Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ÉTRANGER : Argentine, 4,50 \$; Brésil, 7 \$; Canada, 2,25 \$; Chili, 2,25 \$; Espagne, 1,75 PTA; Grèce, 180 DR; Hongrie, 80 P.; Italie, 2 000 L.; Japon, 13 K¥; Pays-Bas, 2,50 F.; Portugal, 150 ESC; République tchèque, 375 F. CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,80 F.S.; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DATES

Il y a cinquante ans

Pétain rencontre Franco à Montpellier

Le 7 février 1941, le maréchal Pétain est informé par l'ambassade française à Madrid que « le général Franco doit se rendre sous plus tarder en Italie pour y conférer avec Mussolini ». Il est également précisé que « le Caudillo demande à circuler incognito sur le sol français, il a fortement souhaité, sur le chemin du retour, saluer le maréchal à la fois comme chef de l'Etat voisin et ami personnel ».

Pétain accepte aussitôt le principe d'une rencontre, conscient des avantages qu'elle peut apporter : avantages bilatéraux pour renforcer les relations franco-espagnoles, avantages politiques pour briser l'isolement de Vichy, avantages diplomatiques, enfin, s'il parvient à percer le mystère de ce voyage précipité. Pour cela, les rapports qu'il a toujours entretenus avec Franco doivent le servir.

Les deux hommes se sont connus durant la guerre du Rif de 1925 à Ceuta, où ils ont été présentés l'un à l'autre par le dictateur Primo de Rivera. Depuis, l'admiration de l'officier Francisco Franco pour l'« illustre Mariscal Pétain » n'a cessé de croître, plus encore lorsque le gouvernement Daladier nomma, en 1939, le vainqueur de Verdun ambassadeur en Espagne, auprès du Caudillo. En apprenant ce choix, Franco en avait pleuré d'émotion.

Ce 10 février 1941, en route pour l'Italie, Franco est le seul à connaître le contexte de crise larvée dans lequel intervient la convocation du Duce, ordonnée par Berlin. Depuis plusieurs mois, Hitler presse l'Espagne d'entrer en guerre contre l'Angleterre. En juin 1940, Madrid s'était bien laissé aller à quelques tentatives bellicistes, mais l'Allemagne avait à l'époque dédaigné ces tardives offres de service. Et repoussé les revendications territoriales du Caudillo (Gibraltar, Maroc français, Oran, bande côtière en AOF...) sur lesquelles le Führer avait ses propres visées. La guerre se prolongeant, l'intérêt de l'Espagne était qu'elle restât non belligérante pour sa sécurité et sa stabilité politique et sociale. Faisant toujours dépendre son ralliement d'exigences territoriales et économiques exorbitantes pour l'Axe, Franco avait évité tout engagement militaire de son pays. Mais il avait déchaîné l'ire de Hitler devant tant d'« habile prudence ». Prudence dont Franco allait encore devoir faire preuve.

Pour le passage du Caudillo en France, un impressionnant dispositif de sécurité est mis en place du Perthus à Menton. « Ce n'est pas de tout repos que de faire passer un Franco dans le Midi rouge », fulmine le ministre de l'Intérieur Peyroux, qui multiplie les arrestations de républicains espagnols réfugiés dans le Sud. Seuls quelques-uns, ici ou là, parviennent à insulter, poing levé, la longue caravane de dignitaires franquistes.

L'enjeu méditerranéen

A Bordighera (Italie), Franco, accompagné de S. Suner, ministre des affaires étrangères, apprend que c'est bien à la demande de Hitler que le chef fasciste le fait venir, afin de le convaincre de la nécessaire participation de l'Espagne au conflit. « Le Führer, précise Mussolini, a décidé d'attaquer Gibraltar et veut votre collaboration. » Une fois encore, le Caudillo évoque la situation catastrophique de son pays. Au terme des conversations, le Duce affirme respecter la neutralité espagnole, mais prévient son interlocuteur : « Hitler est disposé, le cas échéant, à forcer les résistances espagnoles en cause des difficultés militaires italiennes et des visées qu'il prête à l'Angleterre et aux Etats-Unis sur une utilisation du Maroc et de l'Afrique du Nord. » Les objectifs allemands sont clairs : assujettir la Méditerranée occidentale avec ou sans l'accord des Espagnols, et au détriment des Français. Le 13 février au matin, c'est un Franco inquiet qui part pour la France y rencontrer le maréchal Pétain.

L'entrevue doit avoir lieu à Montpellier, dernière ville d'importance avant la



Les deux chefs d'Etat, le 13 février (à gauche, l'amiral Darlan). L'entrevue aura été une des rares initiatives de Vichy hors des sentiers battus de la compromission.

frontière espagnole. Dans la préfecture languedocienne, en compagnie de l'amiral Darlan, qu'il vient de nommer ministre des affaires étrangères, Pétain a convié Franco et sa suite à un déjeuner officiel. A 13 h 45, les hymnes nationaux saluent l'arrivée de vingt-cinq berlines noires. Le dictateur espagnol, vêtu d'un long manteau kaki, se distingue de ses officiers par son célèbre colot, son « gorro militar ». Pétain, qu'il n'a pas revu depuis mai 1940, l'accueille chaleureusement.

Le sommet franco-espagnol débute par un déjeuner de trente couverts. Autour du maréchal et du général, les militaires Moscardo, le « héros de Tolède », Araujo, Cano et, côté français, Laure et de Latre de Tassigny. Les ambassadeurs Lequerica et Pietri devisent : Suner, qui fait face à Darlan, le trouve « décidément méfiant et sans finesse ».

Cependant, le maréchal parvient à réchauffer l'atmosphère autour d'un vieux musée de Frontignan, qui fait le délice de Franco (Pétain lui en fera expédier plusieurs caisses à Madrid). Le café servi, la diplomatie reprend ses droits. Le maréchal entraîne alors le Caudillo pour avoir seul à seul une entretiens.

Sans tarder, le Caudillo informe son interlocuteur des conversations de Bordighera, lui livre ses appréhensions et demande au maréchal d'intervenir auprès du Führer pour l'opposer, afin d'éviter l'entrée des troupes allemandes en Espagne. Pétain rétorque qu'il « ne peut décemment s'acquiescer de cette drôle de mission, tout en le regrettant ». Le Fran-

çais s'estime être le plus mauvais intercesseur auprès de Hitler, dont il a reçu, deux semaines auparavant, « une lettre bourrée d'insultes » lui enjoignant de reprendre Laval. Ce qu'il n'avait pas fait. En revanche, Pétain assure Franco qu'il « ne permettra pas une invasion de l'Espagne par la Wehrmacht » — en ne livrant pas le passage de la zone libre — et ne se prêterait à aucune manière à l'installation du Reich en Afrique du Nord. « Vous pouvez compter sur moi », souligne le maréchal.

Au Caudillo qui lui affirme qu'il « n'entend pas se mêler à la guerre ni autoriser aucun des belligérants à emprunter sous une forme quelconque le territoire espagnol », Pétain suggère de modeler son attitude d'incertitude sur la sienne. Pour écarter les visées allemandes, Franco indique « l'avantage qu'aurait la France à conjuguer son propre effort avec celui des deux autres nations méditerranéennes afin de parer le risque d'une incursion anglaise en Afrique du Nord ». Incursion à laquelle le Reich ne manquerait pas de répondre — voire de la prévenir — par l'occupation des colonies d'outre-Méditerranée. D'où l'idée franquiste de « bloc latin » capable d'offrir en Europe une union modératrice et compensatrice d'une complète victoire et domination germaniques.

Ainsi, cette concertation au sommet permet-elle de dégager une identité de vues sur le danger d'expansion du Reich et d'envisager une triple résistance. Résistance diplomatique aux visées de Hitler

sur la Méditerranée occidentale, résistance éventuelle à une attaque allemande — « le peuple tout entier se révolterait », aurait confié Franco à Pétain, — et résistance latine pouvant unir, bien improbalement dans les faits, la France à l'Espagne et à l'Italie contre l'Angleterre. Pour éviter la perspective d'une intervention allemande.

Le premier cotretien achevé, devant l'assistance de la foule qui, au-dehors, n'a cessé de les réclamer, Pétain et Franco apparaissent au balcon, souriants. Une ovation les accueille. La seconde conversation qui fait suite associe Darlan et Suner à un échange de vues ordinaire, sans rapport avec le précédent. Vers la fin de l'après-midi, les deux chefs d'Etat gagnent la grand-place où le cortège de retour s'est ordonné. Officiers et policiers français côtoient une dizaine de gardes civils, dont le bicorne contraste avec les bécots rouges de l'escorte phalangiste. La musique entonne « Cara ol sol con la camisa azul... » au moment de la présentation de l'étendard du 3^e dragon. Franco salue « à la romaine » aux côtés de Pétain, qui observe un strict salut militaire. Puis les deux hommes, visiblement émus, se serrent longuement et cordialement la main. Suner, que l'émotion a gagné, ne peut réprimer un « Vive la France, monsieur le Maréchal ». La Marseillaise éclate au moment où la lourde berline du Caudillo s'éloigne pour ce qui restera le dernier voyage à l'étranger de Franco.

« Arriba Francia ! »

Accomplice hors de la sphère franco-allemande, cette rencontre spectaculaire entre « le Général neutraliste » et « le Maréchal attentiste » fut autant appréciée aux Etats-Unis qu'elle déplut à Berlin. Et même à Londres, où l'on crut que ce ballet diplomatique préparait une paix franco-italienne par l'entremise de l'Espagne.

Cette entrevue, en fait, ne sera suivie d'aucune coexistence visible, si ce n'est le premier et dernier rapatriement d'enfants espagnols réfugiés dans le Midi. Au plan national, la rencontre de Montpellier fut saluée d'un « Arriba Francia ! » par Maurras, tandis que René Barjavel exhortait les étudiants des universités montpelliéraines à soutenir le maréchal. Seule, la presse collaborationniste de Paris minimisa l'événement — ou l'ignora, condamnant une des rares initiatives de Vichy hors des sentiers battus de la compromission.

Dans les mois qui suivirent les entretiens de Montpellier, Pétain et Franco s'accorderont dans leurs réponses aux visées (réelles ou supposées) du Reich sur la Méditerranée occidentale. La ligne définie le 13 février sera respectée.

L'invasion de la zone libre en novembre 1942 mit fin à cette convergence et signifia à Madrid que le régime de Vichy avait cessé d'être une entité politique et militaire crédible. L'avait-il jamais été ? Pétain, chef nominal d'un Etat fictif, n'avait pas empêché la Wehrmacht d'atteindre le golfe du Lion. Dès lors, Franco ménagea l'Axe tout en jouant les Alliés et, en 1945, sauva sa dictature.

Mais, contre l'Espagne franquiste épargnée et la France républicaine restaurée, se dressaient de nouveaux Pyrénées. En un demi-siècle, la rencontre de Montpellier allait demeurer l'unique sommet entre les deux Etats, jusqu'au retour de la démocratie en Espagne et de l'Espagne en Europe. Evolution qui sera consacrée par le sommet franco-espagnol de 1988, réunissant M. Mitterrand et M. Gonzalez. Ironie de l'Histoire, cette rencontre eut lieu à... Montpellier.

MATTHIEU SÉGUÉLA

► Sources et bibliographie succinctes : archives diplomatiques du Quai d'Orsay (serie Europe-guerre 39-45) ; O. Jato, *Gibraltar decida la guerra* (Acervo, Madrid 1978) ; Franco, *la historia y sus documentos* (Urban, Madrid 1988) ; S. Suner, *Entre Hendaye et Gibraltar* (Bourquin, Genève 1947).

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Tél. : 261.311 F

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
« Association Beuve-Méry »,
Société anonyme
des Lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lécourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75001 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-504-00, Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Impression :
du « Monde » :
12, rue M.-Gautier,
94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et
Index du Monde au (1) 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-18 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	AUTRES PAYS tarif normal + transport CEE et non
3 mois	400 F	572 F	700 F
6 mois	700 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 246 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.

Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Num. : ☐ ☐ ☐

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Envoyez avec l'abonné d'envoyer tous les
numéros parvenus en cas de non-remise
pp. 204 02 111 MCM 02

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lécourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Maurice Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombari
Robert Solé
présents au directeur
de la rédaction

Thomas Ferenzi
Philippe Herrenant
Jacques-François Simon
Daniel Vermet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauver (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

PIERRE
JOXE

dimanche 18h30

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Jacques ISNARD (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

en direct sur

RTL

الجزيرة

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements — Propagande ?

La paix a un prix. Celui que Saddam Hussein a proposé, vendredi matin 15 février, les pays-membres de la coalition, États-Unis en tête, l'ont jugé prohibitif. Son offre de retrait des troupes irakiennes du Koweït est, en effet, assortie d'un si grand nombre de conditions qu'elle contrevient aux termes mêmes de la résolution 660 du Conseil de sécurité de l'ONU qu'il se dit, pourtant, prêt à appliquer.

Dans son communiqué publié au trentième jour de la guerre, le Conseil de commandement de la révolution (CCR), l'instance suprême du pouvoir, place la terre très haut. Outre l'annulation des onze résolutions de l'ONU sur le Golfe, il exige le départ des forces étrangères de la région dans un délai d'un mois après la cessation du feu comme le retrait d'Irak des territoires occupés, des hauteurs du Golan et du sud du Liban. Il y ajoute, entre autres, l'annulation des dettes de l'Irak et la participation des « agresseurs » à la reconstruction du pays.

Passés la surprise et le soulagement des chancelleries occidentales et l'euphorie des places financières qui s'étaient brutalement provoquées cette proposition spectaculaire, joyeusement assuée, à Bagdad, par des tirs

d'armes à feu, le scepticisme a vite repris ses droits. « Les promesses ne suffisent pas », a simplement commenté la porte-parole de la Maison Blanche avant que le président George Bush donne le vrai ton de la réponse américaine et qu'il qualifie l'offre irakienne de « farce cruelle ».

Aux yeux du chef de l'exécutif américain, la déclaration de Bagdad dont il n'a, semble-t-il, voulu voir que les mauvais côtés, est « pleine de fautes conditions inacceptables » et de « fautes nouvelles ». Pas question donc d'arrêter les hostilités, a-t-il insisté, aussi longtemps que l'Irak n'aura pas procédé à un retrait « massif et visible » de ses troupes du Koweït.

Bombes à souffle

A quelques exceptions près, les autres pays membres de la coalition ont emboîté le pas aux États-Unis, apparemment sans état d'âme. Réunis au Caire en compagnie de leurs homologues égyptien et syrien, les membres du Conseil de coopération du Golfe ont soutenu que la proposition irakienne « n'était pas sérieuse ». Pour le premier ministre britannique, il s'agit, tout simplement, d'une « dupes ». Sur la même longueur d'onde que le chancelier alle-

mand avec lequel il venait de s'entretenir à Paris, M. Mitterrand a, quant à lui, relevé, dans l'offre de Saddam Hussein, les signes « d'une diplomatie de propagande » plus que « d'une volonté réelle » de se plier aux résolutions de l'ONU.

Qu'importe si l'Espagne et l'Italie, qui cherchent un peu à jouer les « vilains canards » du camp occidental, ont voulu voir dans le démerche de Saddam Hussein « un premier signe positif, depuis le début du conflit », la guerre continue sans s'arrêter, « conformément au plan établi et jusqu'à la libération du Koweït », comme l'a confirmé le Pentagone. Et de plus belle.

Dans la perspective d'une prochaine offensive terrestre, les forces alliées, qui avaient sérieusement endommagé, dans le siège du Fort Basa à Bagdad, le siège du Parti Baas à Bagdad, — ont, en effet, commencé à utiliser, à des fins de déminage, des bombes à effet de souffle, parfois qualifiées de « bombes atomiques du pauvre ». Quant à l'Irak, il a tiré, samedi matin, un nouveau missile Scud en direction du port saoudien de Jubail, qui s'est abîmé en mer.

Ne se laissant pas décourager par les réactions négatives des États-Unis et cherchant plutôt à se démerquer de leurs positions, notamment pour des rai-

sons de politique intérieure, le président Mikhail Gorbatchev s'est dit, par la voix de son porte-parole, « tout à fait satisfait » de l'offre irakienne. Moeu, qui attend, dimanche, la visite du chef de la diplomatie de Bagdad entend engager avec lui de « très sérieuses négociations ». D'une part, le CCR n'a-t-il pas souligné que sa décision avait été prise « en consultation » avec l'URSS transmise (en début de semaine) par l'ambassadeur soviétique, M. Evgueni Primakov ?

Changement de pouvoir

La proposition irakienne ne serait-elle, en définitive, qu'une sorte de « pétard mouillé » ? MM. Bush et Mitterrand ont tout de même reconnu qu'il y avait un « élément nouveau ». Pour la première fois, en effet, depuis le déclenchement des hostilités, Saddam Hussein a évoqué l'hypothèse que le Koweït ne soit plus, « pour toujours », le « dix-neuvième province » de l'Irak.

Le fait que le CCR ait évoqué la recherche d'une « solution honorable », et parlé d'un « premier pas », donne à penser que l'Irak n'a peut-être pas dit son dernier mot même s'il est de bonne guerre, s'entend tout marchandise, de hausser les

enchères. « C'est une initiative », a précisé l'ambassadeur de Bagdad à Bruxelles qui a laissé entendre que « certains détails » étaient négociables.

« Saddam Hussein commence à comprendre qu'il est dans une situation difficile », a indiqué le ministre irakien de la défense. Passé maître dans l'art médiatique et probablement tanté, comme à son habitude, d'ébranler la cohésion d'une coalition qui donnait des signes de relâchement, le dictateur de Bagdad, dont les troupes sont très mal en point, a voulu casser l'élan des adversaires en passant de lui infliger une sévère défaite militaire.

A cet égard, fait inhabituel, M. Bush a ouvertement évoqué « un autre moyen d'arrêter le bain de sang », à savoir que « l'armée et le peuple irakiens prennent les choses en main et forcent le dictateur à céder le pouvoir ». Pour sa part, le premier ministre israélien pense que celui-ci « sera renversé ». Un porte-parole du Pentagone a assuré n'avoir eue une confirmation des rumeurs toutes chaudes d'une tentative de coup d'état à Bagdad. Reste à savoir si, plutôt que de capituler sans conditions, Saddam Hussein ne choisira pas de se battre. En désespoir de cause.

JACQUES DE BARRIN

La situation militaire

Aucun ralentissement dans les bombardements

Les porte-parole militaires américains, britanniques et saoudiens ont souligné, vendredi soir 15 février à Ryad, que l'offre de se retirer du Koweït sous certaines conditions formulée par l'Irak n'avait pas ralenti les bombardements opérés par les forces alliées. Le général américain Richard Nease a déclaré que les alliés avaient, ces dernières vingt-quatre heures, effectué 2 600 sorties aériennes, ce qui porte le nombre de sorties à plus de 73 000 depuis le début de la guerre.

Aucun appareil n'a été perdu au combat, mais un appareil A-6E a été mis hors d'état de voler à la suite d'un atterrissage manqué sur le porte-avions USS America. Les deux bombes d'équipage se sont éjectées. Un appareil F-15E a détruit un hélicoptère irakien, au cours d'une mission contre des rampes de missiles Scud, a ajouté le général Nease.

Le colonel d'aviation britannique Niall Irving a déclaré, de son côté, que les bombardiers britanniques Tornado avaient touché

19 aéronefs en Irak et que des Tornado et des Jaguar avaient pilonné des positions d'artillerie irakiennes au Koweït. Un porte-parole de la marine britannique a fait état, pour sa part, de l'attaque d'un navire irakien de ravitaillement par des missiles Sea Skua tirés par un hélicoptère de l'aéronavale, dans le Golfe. Le navire a pris feu, a-t-il dit.

Dans la nuit de vendredi à samedi, les Irakiens ont lancé une attaque au missile Scud contre le port saoudien de Djubail, dans le nord-est du pays, a annoncé un communiqué de l'armée américaine. Cette attaque n'a causé aucun dégât aux installations de la ville.

Huit heures après l'annonce de la proposition irakienne de retrait du Koweït, les faubourgs de Bagdad ont été bombardés avec intensité pendant quarante-cinq minutes, vendredi soir. Il n'y avait pas eu de raid aérien sur Bagdad dans la journée. — (Reuters, AFP, AP.)

Comme dans les manuels...

Suite de la première page

Le but des opérations est de porter des coups aussi puissants, aussi répétés et aussi imprévisibles que possible dans la profondeur du territoire adverse pour en désorganiser sa défense, briser ses contre-attaques dans l'air et pour empêcher son armée de vouloir se rétablir.

Cette doctrine, propre à l'armée de terre américaine et dite de la frappe en profondeur, a été adoptée par l'OTAN. Elle a conduit au succès de l'Alliance atlantique de s'adapter, à l'époque, à un mode d'attaque du pacte de Varsovie qui consistait à déclencher ses forces en vagues de pression successives pour produire des percées sur les arrières des armées occidentales.

A quelques détails près, les stratégies de la coalition face à l'Irak ont fait leur œuvre. Pour une double raison. D'une part, l'armée irakienne est fille de l'Armée rouge, dans sa composition, ses méthodes et ses procédures sur le terrain. D'autre part, le poids du commandement américain, qui fournit le gros des effectifs engagés dans la reconquête du Koweït, est tel dans les états-majors alliés que l'opération Tempête

du désert doit fatalement beaucoup à « Airland Battle 2000 ».

Dès le départ, il s'est agi d'utiliser la force aérienne pour voir loin et frapper tôt et précisément les nœuds du sol irakien : dans l'espoir de neutraliser l'infrastructure adverse de commandement, de communications et de riposte par des assauts sélectifs, puis massifs. Dans un deuxième temps, il s'est agi, une fois l'aviation irakienne exclue de son propre ciel, de s'en prendre, toujours par le moyen de ces attaques aériennes sur les arrières et la logistique, à la capacité de Saddam Hussein d'appuyer ses premières lignes sur le front koweïto-saoudien.

A cette guerre-là, dite d'attrition, l'Irak a répliqué en faisant le gros dos, espérant durer le plus longtemps possible en se mettant au maximum à l'abri des coups. Si l'on prend pour argent comptant les évaluations, avancées par les Américains, des destructions subies par l'Irak, c'est l'équivalent de cinq divisions blindées irakiennes qui auraient déjà été « consommées » en un mois sous les bombardements alliés. Ce n'est pas négligeable, mais cela ne rend pas compte de l'aptitude des divisions

restantes à continuer ou non le combat, même si elle s'est probablement très dégradée sous l'effet des pilonnages. C'est ce qui devrait conduire les coalisés à passer à une autre étape de l'opération « Tempête du désert ».

De ce point de vue, le manuel tactique FM 100-5 de l'armée de terre américaine ou le concept « Airland Battle 2000 » ne sont pas en soi une référence déterminante. Le contexte géopolitique qui fut le leur, à savoir un engagement de l'OTAN face à des forces du pacte de Varsovie sur une terre aussi familière qu'en Europe centrale, a peu de similitudes avec celui du Proche-Orient.

Après les trois premières semaines de bombardements dans la profondeur du territoire adverse, les raids d'avions et les tirs d'artillerie ont commencé, durant le dernier semaine de ce mois écoulé, à se focaliser sur les positions irakiennes au Koweït, comme s'il s'était agi, pour les coalisés, de se préparer à lancer une invasion.

Les lignes de l'avant, les pièces d'artillerie (et notamment les batteries de missiles chimiques Frog), les routes et les pools, les stocks de munitions, comme les puits de blindés et les réserves de carburant au Koweït, sont des cibles de choix pour les avions et les obusiers alliés. L'immobilité de ces objectifs, enfoncés sous un sable protecteur, facilite leur attaque à la différence des Scud dont l'effet, en Arabie saoudite et en Israël, aura finalement été plus psychologique que militaire.

Si ces raids directs sur des positions irakiennes au Koweït laissent pressager que, du côté des coalisés, la guerre terrestre approche, il paraît difficilement concevable que la reconquête de l'émirat puisse revêtir la forme d'un assaut frontal. Les manuels américains excluent cette éventualité : toute attaque en ligne d'assauts qui soulèverait, de surcroît, limiter le « casse » serait malvenue quand c'est, au contraire, en canonnant l'arrière-garde immédiate d'un adversaire qu'on rend impossible son maintien sur le front.

D'où, dans les états-majors américains, la perspective de ces opérations de forces spéciales ou de commandos, menées avec des effectifs importants — de la taille d'une brigade — et soutenues par des moyens diversifiés — comme les hélicoptères Apache armés de missiles Hellfire ou les avions A-10 équipés de missiles Maverick —, contre les secteurs les plus fortifiés du Koweït avant d'aller appeler à des formations plus lourdes, à base de chars, qui viendraient balayer ce qui demeurerait de l'armée irakienne.

Après l'euphorie technologique des premières heures, qui fit croire à une guerre éclair au lendemain du 17 janvier, et après le raid, si controversé, du 13 février sur le « bunker » de Bagdad, l'opération « Tempête du désert » est peut-être entrée dans ses 300 derniers mètres, les plus durs, ceux qui sont réservés à la charge finale de l'infanterie.

JACQUES ISNARD

Un mois de guerre

Voici un rappel des principaux événements de la guerre du Golfe depuis le début des hostilités, il y a un mois :

JANVIER 1991

17 : La Maison Blanche annonce que l'opération « Tempête du désert » pour la « libération du Koweït » a commencé à 00 h 00 GMT.

Quatre pays participent aux premiers bombardements sur l'Irak : États-Unis, Royaume-Uni, Koweït et Arabie saoudite. La France intervient au Koweït. Selon des estimations alliées, 80 % des objectifs sont atteints.

18 : Premier tir de missiles SCUD sur Israël : 12 blessés. Un autre, envoyé sur Dahrhan (Arabie saoudite) est détruit par un missile anti-missile américain Patriot. Washington, Moscou, Paris et Londres adjurent Jérusalem de ne pas riposter. Le ministre israélien de la Défense, Moshe Arens affirme que l'État hébreu le fera « en moment opportun ».

Les premiers Irakiens sont faits prisonniers lors d'une opération navale.

19 : Nouveaux tirs de missiles contre Israël : 10 blessés. Attaque massive des alliés contre des cibles irakiennes.

20 : Les États-Unis déploient en Israël des batteries de missiles Patriot. La télévision irakienne

montre sept aviateurs alliés capturés.

Alors que les responsables politiques et militaires alliés semblent de plus en plus tabler sur un conflit long, Saddam Hussein affirme que l'Irak « n'a pas encore utilisé toutes ses forces et ses armes ».

Tirs de Scud sur Ryad et Dahrhan : 12 blessés.

21 : Radio-Bagdad annonce que quelque 20 prisonniers ont été placés sur des sites stratégiques.

Malgré l'intensité des raids, les alliés reconnaissent que les principaux objectifs militaires irakiens restent opérationnels.

22 : Un Scud touche de plein fouet un immeuble de Tel-Aviv : 3 morts, 96 blessés.

Premier accrochage entre forces terrestres américaines et irakiennes en territoire saoudien, près de la frontière koweïtienne.

23 : Bombardement de Bassorah (sud de l'Irak).

Nouveaux tirs de SCUD sur l'Arabie saoudite et sur Israël : interceptés par des Patriot.

24 : Les avions français mènent leur premier raid en Irak.

Trois avions irakiens tentent une attaque contre des bâtiments de la flotte alliée : 2 sont abattus.

Reprise de l'ilot koweïtien de Qarawa, première libération « symbolique » du territoire koweïtien, selon le gouvernement en exil.

25 : Un mort, 70 blessés en Israël, un mort et 30 blessés à Ryad dans des attaques de SCUD.

Washington et Ryad accusent l'Irak de déverser d'énormes quantités de pétrole dans le Golfe, provoquant une très grave marée noire. Le lendemain, raid américain sur les canalisations du terminal koweïtien d'Al-Ahmad, réduisant le flot de pétrole à « un filet ».

26 : Sixième attaque contre Israël : 2 blessés, suivie d'un tir de missiles sur Ryad.

Sept avions irakiens se posent en Iran, selon Téhéran qui annonce leur « saisie jusqu'à la fin de la guerre », et réaffirme sa stricte neutralité.

28 : Un SCUD tombe en Cisjordanie occupée.

Saddam Hussein affirme que ses SCUD ont une « capacité nucléaire, biologique et chimique ».

29 : Tirs de roquettes contre Israël, revendiqués par l'OLP, en signe de solidarité avec l'Irak. Jérusalem riposte en pilonnant le camp de réfugiés palestiniens de Rachidiya au Liban-sud (3 morts).

Déclaration commune américano-soviétique, évoquant la possibilité d'un cessez-le-feu si l'Irak s'engageait sans équivoque à se retirer du Koweït. Aucun changement dans la politique américaine, selon Washington.

M. Chevenement, ministre français de la Défense, démissionne du gouvernement. Il est remplacé par M. Pierre Joxe.

30 : Offensive irakienne dans le nord-est saoudien et notamment

contre Khafji : 11 Américains tués. Premier affrontement terrestre d'envergure après deux semaines de raids aériens.

Selon les alliés, 89 avions irakiens au total sont passés en Iran (16 selon Téhéran).

Année d'une seconde marée noire au large de l'Irak.

31 : Poursuite des combats à Khafji. Confusion sur la reprise de la ville.

FÉVRIER

1^{er} : Revendiquant « une victoire », Bagdad annonce avoir donné l'ordre à ses troupes de se retirer après « la bataille de Khafji ».

La France autorise le survol de son territoire par des B-52 américains venus de Grande-Bretagne à destination du Golfe.

2 : Le président iranien Rafsanjani annonce qu'il a transmis à M. Saddam Hussein une « offre » devant permettre d'élaborer un plan de paix.

4 : Se référant à l'initiative iranienne, Washington fait savoir qu'il ne voit pour le moment « aucun sujet de médiation ».

Successeur de M. Chevenement au ministère de la Défense, M. Pierre Joxe se rend une première fois dans le Golfe.

7 : M. Mitterrand appelle les Français à la cohésion face aux « épreuves » et aux « sacrifices ».

8 : Le secrétaire américain à la Défense, M. Dick Cheney, et son chef d'état-major interarmes se rendent en Arabie saoudite.

9 : Le vice-premier ministre irakien, M. Hammadi, apporte à Téhéran la réponse de M. Saddam Hussein aux « idées » de paix du président Rafsanjani qui se dit déçu par son contenu.

Nouvelle attaque de Scud irakiens contre Israël.

11 : Après avoir entendu les informations rapportées du Golfe par M. Dick Cheney et le général Powell, le président Bush annonce que la phase des raids aériens contre les forces irakiennes est prolongée.

Nouveaux tirs de Scud contre Israël et l'Arabie saoudite.

12 : M. Pierre Joxe rencontre le président Bush et les responsables militaires américains à Washington.

13 : MM. Michel Rocard et Pierre Joxe se rendent en Arabie saoudite.

Plusieurs centaines de personnes sont tuées par le tir de deux missiles dans un abri du centre de Bagdad.

Emissaire de M. Gorbatchev, M. Primakov rencontre à Bagdad le président Saddam Hussein.

15 : Bagdad annonce que l'Irak est prêt à se retirer du Koweït dans le cadre d'un règlement négocié de la guerre.

de CNN à Bagdad, Peter Arnett, avait affirmé que le sort des quatre hommes serait décidé par le président Saddam Hussein. D'après lui, l'équipe avait été interceptée à la frontière koweïtienne par une patrouille irakienne et les quatre détenus, toujours interrogés par les services de renseignement irakiens, pourraient soit être relâchés, soit être considérés comme prisonniers de guerre ou espions. — (AFP.)

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions aux propositions irakiennes

En Arabie saoudite, rejet ferme et résolution intacte

Les conditions de Bagdad

Voici les conditions mises à un retrait du Koweït par le Conseil de commandement de la révolution irakienne dans son communiqué diffusé vendredi 15 février :

« Premièrement : l'Irak est prêt à coopérer avec la résolution 660 du Conseil de sécurité des Nations unies dans le but de parvenir à une solution politique honorable englobant le retrait (du Koweït). Ce premier pas, dont l'application est demandée à l'Irak, et qui constitue un engagement de sa part sur la question du retrait est lié à ce qui suit :

1. - Cessez-le-feu immédiat et total des opérations terrestres, maritimes et aériennes ;

2. - Annulation des le début par le Conseil de sécurité des résolutions 661, 662, 664, 665, 666, 667, 668, 670, 674, 677 et 678 et de toutes les conséquences qui en découlent. Abrogation de toutes les décisions de boycottage, mesures d'embargo et autres sanctions adoptées par certains pays contre l'Irak, individuellement ou collectivement, dès avant le 2 août 1990, sanctions qui sont à l'origine de la crise du Golfe. Ainsi, la situation doit redevenir ce qu'elle était, sans que l'Irak ait subi une quelconque conséquence négative, quelle qu'elle soit ;

3. - Retrait des États-Unis et des autres pays participant à l'agression, de même que tous les États qui ont envoyé des troupes, des armes et du matériel dans la région du Proche-Orient et du Golfe, avant et après le 2 août, qu'ils soient déployés sur terre, en mer, dans les océans ou dans les golfes. Le retrait doit se faire dans un délai d'un mois à partir du cessez-le-feu, y compris l'armement et les équipements que certains pays ont livrés à Israël sous prétexte de la crise du Golfe ;

4. - Retrait d'Israël - en application des résolutions de l'ONU - de la Palestine et des territoires arabes qu'il occupe au Golan syrien et au Liban. Au cas où Israël ne se retirerait pas, le Conseil de sécurité devra appliquer contre lui les mêmes mesures que celles adoptées contre l'Irak ;

5. - Garantie totale des droits historiques de l'Irak sur terre, sur mer et dans les airs dans toute solution politique ;

6. - L'arrangement qui sera convenu sera basé sur la volonté du peuple exprimée démocratiquement et non sur base des privilèges acquis à la famille régnante koweïtienne des Al-Sabah. Sur cette base, les forces nationales et islamiques doivent participer fondamentalement à cet arrangement.

Deuxièmement : Les pays qui ont participé à l'agression et à son financement s'engagent à reconstruire ce qu'ils ont détruit en Irak, à leur propre compte, sans que l'Irak ait à en supporter les coûts.

Troisièmement : Annulation de toutes les dettes dues aux pays agresseurs du Golfe et étrangers par l'Irak et les pays de la région qui ont été lésés par l'agression sans y avoir participé directement ou indirectement. Il faut établir entre pays riches et pays pauvres de la région, des relations sur la base de la justice et de l'équité, d'une façon qui fixe aux pays riches des engagements clairs pour le développement dans les pays pauvres, et sur la base du principe qui veut que les pays riches aient le droit de partager la richesse des nations. Il doit être mis un terme au double langage dans le traitement des problèmes des peuples et des nations, qu'il s'agisse du double langage de l'ONU ou d'un quelconque pays.

Quatrièmement : Les pays du Golfe, y compris l'Iran, doivent avoir la liberté de convenir entre eux des arrangements de sécurité pour la région et d'organiser leurs relations, sans aucune ingérence extérieure.

Cinquièmement : La région du Golfe doit être déclarée libre de toute base militaire étrangère et de toute autre forme de présence militaire étrangère, avec un engagement de tous à respecter cet engagement. »

(AFP, AP)

L'Arabie saoudite a fermement « rejeté » ce samedi 16 février l'initiative irakienne et annoncé qu'elle « poursuivra l'opération, le Tempête du désert », jusqu'à la libération du Koweït. Le communiqué saoudien souligne que « l'Irak pose aujourd'hui plus de conditions qui sont en contradiction avec sa volonté de retrait ».

DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

Vendredi après-midi, les officiels saoudiens ne cachaient pas leur très grand scepticisme sur les propositions énoncées par le Conseil de commandement de la révolution irakienne, affirmant que celles-ci n'étaient qu'une nouvelle tentative pour gagner du temps et pour tenter de diviser la communauté internationale. Même le fait que Bagdad parle pour la première fois de « retrait du Koweït », devenu d'un trait de plume, le 8 août dernier, la dixième province de l'Irak, n'avait pas ébranlé la volonté de poursuivre « cette guerre imposée » que les Saoudiens voudraient voir se terminer au plus vite.

« L'Arabie saoudite veut un retrait sans condition, nous déclarait à cet égard un haut responsable saoudien ; nous ne voulons plus de mots mais des actes. Les conditions posées sont encore plus nombreuses que celles du 12 août, c'est inacceptable ».

Mettre fin à un régime

Cette nouvelle « initiative » irakienne, destinée avant tout à l'usage de l'opinion publique arabe, est vue d'autant plus négativement à Ryad qu'elle risque d'aggraver l'image d'un Irak victime des États-Unis et de ses alliés plutôt qu'agresseur du Koweït. Rien dans cette proposition, contradictoire en elle-même, n'est en tout cas de nature à faire fléchir Ryad qui, par le voix du roi Fahd, avait encore réaffirmé lundi dernier que « tout effort de paix serait futile s'il n'incluait pas le retour au gouvernement légitime du Koweït et le retrait de l'Irak du Koweït et des frontières saoudiennes ».

Or, non seulement Bagdad réclame que tout arrangement soit basé sur la volonté démocratiquement exprimée du peuple

koweïtien, mais, tels qu'exigés par l'Irak, les arrangements de sécurité et de paix prévus pour le futur reviendraient en gros à livrer la région du Golfe aux seules ambitions irako-iraniennes, une perspective peu rassurante pour l'Arabie saoudite. Certes, soulignent de nombreux Saoudiens, « nous voulons la paix » mais si Saddam Hussein le veut aussi vraiment, « il doit se qu'il doit faire ».

En fait, sans le dire, tout arrangement qui maintiendrait le président irakien au pouvoir serait, vu d'ici, catastrophique, tant il est vrai que si l'Arabie saoudite n'a jamais voulu la destruction de l'Irak, elle n'a qu'un rêve : la fin du régime de Saddam Hussein.

Loin d'interpréter cette proposition comme un signe de faiblesse ou d'effacement, on aurait plutôt tendance à lui répondre à cette « initiative » par une « accélération du processus militaire de nature à couper court à toute tentative de diversion qui prolongerait une situation risquant de devenir de plus en plus

inconfortable. Certains soulignent bien que c'est la première fois depuis longtemps que l'Irak mentionne à nouveau le Koweït en tant qu'entité et parle d'un retrait mais, dit-on, s'il y a le moindre écart de cette proposition traduisant un effacement, il ne faut surtout pas laisser à Saddam Hussein un moment de répit qui lui permettrait de refaire ses forces.

Plus prompts peut-être à se raccrocher au moindre signe d'espoir, les jeunes Koweïtiens du bureau d'information de Dhahran ont bruyamment manifesté vendredi après-midi leur joie en déployant de grands drapeaux et en s'embrassant d'adresse après l'annonce des premiers mots de la déclaration irakienne. Mais cette

joie a été de courte durée et ils ont vite compris que ce ne serait pas demain qu'ils retrouveraient leur pays.

En fin de soirée d'ailleurs, le premier ministre et prince héritier du Koweït, Cheik Saad, devait déclarer : « Pour moi cette initiative n'offre rien de nouveau. L'Irak pose plus de conditions, qui montrent que le dirigeant de Bagdad ne veut pas respecter les résolutions de l'ONU. S'il est sérieux dans sa volonté d'arrêter la guerre, il doit agir rapidement pour se conformer à toutes les résolutions du Conseil de sécurité, qui ne représentent pas la volonté d'un groupe d'États mais celle de la communauté internationale. » Et, pour bien montrer que rien n'avait changé, un porte-parole de l'état-major koweïtien, le capitaine Awad, annonçait : « En tant que membre des forces armées koweïtiennes, j'approuve la décision de poursuivre sa tâche et se battre jusqu'à la libération totale du pays. »

Le moral des troupes de Bagdad

« Nous souhaiterions croire ce que dit Saddam Hussein, nous aurions plus confiance ; il nous a dit le 1^{er} août qu'il n'attaquerait pas le Koweït et, le lendemain, il l'a fait. S'il veut se retirer, qu'il le fasse, qu'il ne se contente pas de le dire. Il n'y a que deux interprétations possibles de cette déclaration : soit il veut sauver son peuple et son pays, soit il veut gagner du temps, parlant sur un engagement de la conjoncture internationale. Nous penchons plutôt pour la seconde hypothèse. »

Du côté des militaires alliés, la seule réaction connue se résumait ainsi : « Tout continue comme avant. » Les États-Unis et les forces alliées vont continuer leur campagne pour éjecter l'Irak du Koweït, devait déclarer le général Richard Neal, d'out le briefing suivant de quelques minutes le rejet par le président Bush de la déclaration de Bagdad. « Il n'y a eu aucune modification à notre programme de la journée », a précisé l'officier américain, « avant d'ajouter : « Bien que la déclaration du gouvernement irakien marque un léger changement dans son attitude, cela pourrait être une ruse pour conduire les partenaires de la coalition dans un faux sentiment de confiance qui permettrait à

Saddam de renouer de ses cendres et de monter une contre-attaque. »

Sur le plan militaire, on doit s'interroger sur les conséquences de cette déclaration sur le moral des troupes irakiennes, déjà ébranlé après avoir vu effacés une déclaration les huit ans de sacrifices de leur guerre contre l'Iran. Si les civils avaient bien accepté le « sadat iranien », ne vaudrait-il pas la perspective de paix qu'il ouvrirait avec Téhéran, on laissait entendre à Bagdad, en septembre, qu'il n'en était pas de même chez les militaires et que le parti Baas au pouvoir avait, après cette affaire, pris soin d'envoyer des « militants chevronnés » auprès des troupes déjà déployées au Koweït pour leur dire que, cette fois, il n'en serait pas de même et que le Koweït n'était pas l'Iran. Vivant dans des conditions pour le moins difficiles, assommés par les bombardements continus, que peuvent aujourd'hui ressentir les soldats irakiens s'ils savent que, demain, des négociations peuvent gommer leurs sacrifices d'aujourd'hui ?

Bien qu'organisée par le pouvoir, les manifestations constatées à Bagdad après la lecture du communiqué du Conseil de la révolution, sont sans doute, d'ailleurs, des manifestations en faveur de la paix, même si l'abandon du Koweït doit en être le prix. Après dix ans de guerre, seule la paix n'a plus de prix à Bagdad et l'on peut penser que les soldats irakiens, qui se sont toujours mieux battus sur leur sol qu'à l'étranger, partagent cette opinion et que, au moins, le doute sur la valeur de leur présence au Koweït s'est installé chez eux.

Il est certes trop tôt pour en tirer des conclusions mais une chose est sûre : cette déclaration surprise n'altère pas la volonté des alliés qui renforcent chaque jour leur pression militaire. « Nous espérons que la prochaine étape sera Koweït-City », affirmait ainsi vendredi, un officier qui faisait partie des quatre-vingt mille marines déployés sur le sol saoudien et qui ont pris ces derniers jours, avec leurs chars et missiles, de nouvelles positions le long de la frontière. Plus qu'une éventuelle perspective de paix, c'est la date de l'offensive terrestre qui occupe ici tous les esprits des soldats, persuadés qu'ils n'ont plus longtemps à attendre.

FRANÇOISE CHIPAUX

Un scepticisme absolu

RYAD

de notre envoyé spécial

« Il a déjà menti plusieurs fois. Cela ne fait qu'une de plus. » Avant même que la « proposition » irakienne soit rejetée par les Américains, les journalistes saoudiens croisés dans l'après-midi du vendredi 15 février dans les couloirs de l'hôtel Hyatt, où se tiennent tous les briefings américains, se montraient d'un scepticisme absolu, à l'annonce des milieux américains.

Alors que Desert Shield, la radio des forces armées que peuvent écouter tous les Saoudiens anglophones, multiplie les « directs » révélateurs avec le Pentagone - ainsi qu'avec les journalistes américains à Bagdad - quant à l'annonce de la déclaration de la démission des réactions et les développements, les médias saoudiens observent sur l'événement un mutisme total. Pressé de ques-

tions, l'officier saoudien quotidiennement chargé de faire le point des opérations militaires se refuse à toute extrapolation politique. La presse saoudienne en langue anglaise du samedi, qui consacre ses manchettes au rejet par les alliés de la proposition irakienne, ne fait d'ailleurs mention d'aucune réaction gouvernementale particulière.

De source officielle, on démentait pourtant que ce silence traduisait un embarras des autorités : « On a vu Saddam envahir le Koweït et nous sommes nous-mêmes sentis menacés comme l'a encore rappelé hier le roi Fahd à notre premier ministre Michel Rocard. Comment voulez-vous que nous nous soucions à une demande de retrait des troupes alliées du pays qui nous repoussent sous la menace de Saddam ? Qu'est-ce qui l'empêcherait alors, demain, de recommencer ? »

DANIEL SCHNEIDERMAN

Le Conseil de sécurité des Nations unies divisé

Les membres du Conseil de sécurité, qui se sont consultés en privé, vendredi 15 février, sur la situation dans le Golfe, sont divisés sur le sens à donner à la proposition irakienne.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

La déclaration de Bagdad n'a pas modifié les travaux du Conseil de sécurité, vendredi 15 février. Au mieux, selon les diplomates, les propositions du Conseil révolutionnaire de l'Irak ont « perturbé » les débats de cette deuxième journée consécutive de réunion à huis clos. Seule absente : la délégation irakienne. L'ambassadeur M. Al-Anbari, qui devait participer à la réunion à huis clos du Conseil, est tombé diplomatiquement souffrant.

Le premier à réagir a été l'ambassadeur du Koweït. Rejetant le communiqué de Bagdad, M. Abul Hassan a estimé que les conditions de Bagdad étaient « inacceptables ». Interrogé sur le fait de savoir si son pays pouvait vivre auprès d'un Irak dirigé par M. Saddam Hussein, M. Abul Hassan n'a pas mâché ses mots : « Même si l'on se retire du Koweït, il passera en procès comme criminel de guerre. Nous sommes tranquilles. »

L'ambassadeur américain M. Thomas Pickering a réitéré la position intransigeante du président Bush, tout en demandant des clarifications à Bagdad. De son côté, le très direct ambassadeur britannique, Sir David Hannay, a renchéri en déclarant : « Les

douze résolutions du Conseil sont en train d'être appliquées par les alliés sur le champ de bataille et les neuf conditions de Bagdad ne sont pas acceptables. » S'adressant au Conseil, et qualifiant lui aussi les conditions de l'Irak d'« irréalisables », l'ambassadeur français M. Pierre-Louis Blanc a conclu qu'« une initiative du Conseil de sécurité visant à la suspension des hostilités serait sans objet ». Il a ajouté : « Dans les circonstances présentes elle ne s'accompagnerait d'aucune perspective politique. »

Cuba demande l'arrêt des bombardements

Parmi les autres membres permanents du Conseil, la Chine n'a pas prononcé un mot, mais l'URSS s'est montrée ambiguë. Toute la matinée le représentant permanent adjoint de Moscou, M. Valentin Louzinsky, a déclaré aux journalistes que selon lui la déclaration de Bagdad n'« était que propagande ». Plus tard pourtant le numéro un de la délégation soviétique, l'ambassadeur Yuli Vorontsov, a qualifié les propos de M. Saddam Hussein de « développement positif ».

Certains pays, dont une majorité de pays non alignés, ont estimé que l'annonce de Bagdad était un élément « nouveau et positif ». L'ambassadeur du Yémen, M. Al-Ashtal du Yémen devait même ajouter : « Ce n'est pas à un pays à rejeter ou à accepter cette proposition. Il faut qu'elle soit examinée très sérieusement par le Conseil en entier. »

Le débat devait donner lieu à un échange très vif et assez

entre les ambassadeurs cubain et américain. M. Alarcón, le Cubain, a présenté trois projets de résolution : la première « demande » l'arrêt des bombardements des villes irakiennes ; la deuxième « décide » de créer un comité ad hoc de tous les membres du Conseil pour examiner la situation dans la région ; et la troisième « demande » les bons offices et la médiation du secrétaire général. L'ambassadeur américain, M. Thomas Pickering, a contre ces projets : « Deux ne sont pas nécessaires, et le troisième est inacceptable », a-t-il tranché. Parlant du rôle de M. Perez de Cuellar, M. Pickering a ajouté : « Ce n'est pas facile pour le secrétaire général de négocier avec un gouvernement qui l'a traité d'assassin. » L'ambassadeur américain faisait allusion aux dernières accusations de Radio Bagdad qui accusait vendredi le secrétaire général d'être un « outil de la politique américaine », un « sale criminel » et un « complot ». Selon des rumeurs persistantes et non vérifiées, dans les corridors de l'ONU, M. Saddam Hussein serait en train de lutter pour conserver son pouvoir. L'absence caractéristique de l'ambassadeur d'Irak devait d'ailleurs nourrir ces bruits et l'ambassadeur d'Arabie saoudite a déclaré : « Cela ne me surprendrait pas du tout. Mettez-vous à la place du peuple irakien, vous essaierez vous aussi de vous débarrasser de lui (...). »

La réunion « formelle à huis clos » du Conseil de sécurité devait se poursuivre samedi. AFSANÉ BASSIR POUR

Les douze résolutions de l'ONU

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté 12 résolutions concernant le sens du Golfe depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août dernier :

2 août : le Conseil de sécurité « exige » de l'immédiateté et le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces irakiennes sur les positions qu'elles occupent » (résolution 660).

6 août : le Conseil « prie » le boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak par 13 voix pour et 2 abstentions (Cuba, Yémen) (résolution 661).

8 août : « l'annexion du Koweït par l'Irak, qu'en soient la forme et le prétexte, n'a aucun fondement juridique et est nulle et non avenue ». Cette résolution 662 est adoptée à l'unanimité.

16 août : la résolution 664, adoptée aussi à l'unanimité, exige que l'Irak « autorise et facilite le départ immédiat du Koweït et de l'Irak des ressortissants des États tiers ».

25 août : le Conseil de sécurité autorise l'usage de la force afin de faire respecter l'embargo contre l'Irak. La résolution 665 est adoptée par 13 voix et 2 abstentions (Yémen, Cuba).

14 septembre : Le Conseil demande que l'aide alimentaire éventuellement envoyée à l'Irak et au Koweït soit échantonnée et distribuée par l'ONU, le CICR et d'autres organisations internationales ou sous leur supervision (résolution 666).

16 septembre : le Conseil condamne « énergiquement » et à l'unanimité l'Irak pour ses

« actes agressifs contre des locaux et du personnel diplomatiques au Koweït, y compris l'enlèvement de ressortissants étrangers qui se trouvaient dans ces locaux » (résolution 667). Leur libération immédiate et celle de tous ceux qui sont retenus en otages aussi bien en Irak qu'en Koweït - sont exigées.

24 septembre : Le Conseil demande à l'unanimité au Comité des sanctions d'examiner toutes les demandes d'assurances qui auront formulées par les pays éprouvant des difficultés économiques en raison de leur respect de l'embargo contre l'Irak (résolution 669).

25 septembre : Le Conseil décide, par 14 voix pour et 1 voix contre (Cuba) l'embargo aérien contre l'Irak. Cette résolution 670 décide également l'immobilisation de tout navire irakien relâché dans un port étranger s'il est soupçonné d'avoir violé l'embargo.

29 octobre : Le Conseil condamne par 13 voix et 2 abstentions (Cuba, Yémen) « les agissements des autorités et de forces d'occupation irakiennes » au Koweït (résolution 674).

29 novembre : Le Conseil condamne à l'unanimité les tentatives irakiennes de modifier la démographie du Koweït et confie à l'ONU le garde d'une copie du registre d'état civil de ce pays (résolution 677).

28 novembre : Le Conseil autorise l'usage de la force, si les troupes irakiennes ne se sont pas retirées au plus tard le 15 janvier 1991 du Koweït (résolution 678).

هذا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions aux propositions irakiennes

Pour Israël, un « écran de fumée » et la preuve de la nervosité de Bagdad

« Inacceptable », « rien de nouveau », « une ruse ». Sans éprouver le besoin de formuler une réaction en bonne et due forme, les milieux officiels israéliens n'ont pas moins rejeté, vendredi 15 février, la dernière initiative irakienne.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La position de l'Etat hébreu est connue : il ne saurait y avoir d'« écran » entre la crise née de l'occupation du Koweït et le conflit israélo-arabe, sauf à reconnaître l'agression irakienne et à transformer Saddam Hussein en héros de la cause palestinienne. Or, sur les neuf conditions énumérées dans le communiqué du Conseil de commandement révolutionnaire irakien, six concernent directement Israël, et non des moindres, puisque le régime de Bagdad, comme il l'avait fait le 12 août dernier, lie un éventuel retrait de ses troupes du Koweït à un retrait israélien des territoires occupés (Cisjordanie, Gaza et plateau du Golan).

Dans le même temps, les milieux dirigeants et les experts israéliens disaient ne pas pouvoir confirmer les différentes rumeurs sur un coup d'Etat ou une tentative de coup d'Etat à Bagdad. L'opinion dominante, dans ces milieux, est que la démarche irakienne manifeste clairement des signes de nervosité, sinon de panique, de la part de Saddam Hussein au trentième jour d'une campagne de bombardements qui a dû commencer à épuiser le moral et les capacités de son armée.

Le communiqué de Bagdad « prouve que Saddam Hussein commence à comprendre qu'il est dans une mauvaise posture », a déclaré le ministre de la défense, M. Moshe

Arenas. Président de la commission des affaires étrangères à la Knesset, M. Elyahu Ben Elissar, y voit « un truc témoignant d'une nervosité croissante de la part de Bagdad ». Le président de l'Etat, M. Haim Herzog, parle d'une « farce ». Pour le travailliste Itzhak Rabin, ancien ministre de la défense, « Saddam cherche à semer la confusion dans la coalition tout en donnant des signes de faiblesse » ; ce n'est surtout pas le moment, pour les alliés, a-t-il ajouté, de relâcher leur pression militaire.

Compte tenu des conditions formulées dans le communiqué irakien, les dirigeants israéliens ne doutaient pas que les Etats-Unis accueilleraient avec un « mm » catégorique la dernière initiative de Bagdad. On n'en a pas moins éprouvé un certain soulagement, vendredi en fin de journée à Jérusalem, en enregistrant la réponse du président George Bush. Elle intervenait à la suite d'un moment de flottement et d'interrogations en Israël, alors que radios et télévisions avaient interrompu leurs programmes pour céder la place aux journalistes et aux commentateurs.

Un scénario redouté

Ces derniers - et notamment M. Elyahu Ben Elissar, un des meilleurs spécialistes israéliens du monde arabe - n'en relevaient pas moins certaines nuances de formes dans le communiqué irakien, traduisant peut-être une évolution du régime de Bagdad (voire des divisions au sein de l'équipe dirigeante). Ainsi, pour la première fois, le Conseil de commandement de la révolution fait-il état de sa disponibilité à participer à l'application de la résolution 660 du Conseil de sécurité de l'ONU - qui ordonne à l'Irak d'immédiatement évacuer le Koweït. En d'autres termes, l'Irak évoque la possibilité d'un retrait de ses

troupes et, semble-t-il, de manière un peu plus précise que lors de sa proposition du 12 août.

Dire que la démarche suscite quelque inquiétude à Jérusalem serait exagéré. Mais elle marque peut-être un tournant. Si elle devait se précéder, ce week-end à Moscou ou lors de conversations irakio-iraniennes, elle pourrait ouvrir la porte à l'un des scénarios les plus redoutés ici : celui d'un retrait irakien du Koweït qui laisserait le régime de Bagdad en place.

Crispation avec Washington

A deux reprises cette semaine, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a fait valoir qu'il ne saurait, à ses yeux, y avoir de paix dans la région si M. Saddam Hussein reste au pouvoir. Simultanément, le chef des renseignements militaires, le général Amnon Shahak, expliquait que l'essentiel de l'armée irakienne était encore intact, même si le complexe militaro-industriel du pays a été ramené dix ans en arrière.

Les milieux officiels étaient encore très prudents dans leur évaluation du rôle joué par l'URSS dans cette dernière péripétie de la crise du Golfe. Jusqu'à nouvel ordre, relevaient-ils, l'URSS s'en tient à sa position initiale, celle qu'elle a défendue au Conseil de sécurité de l'ONU : exigence d'un retrait inconditionnel du Koweït. Mais, la encore, on pourrait déceler quelques signes d'inquiétude à Jérusalem : les dirigeants soviétiques paraissent décidés à rejouer un rôle de protecteurs importants à Damas comme à Bagdad. A court terme, c'est peut-être la perspective d'un Proche-Orient divisé en deux grandes zones d'influence qui se profile à nouveau, et cette évolution est perçue ici comme plutôt menaçante.

Elle intervient à un moment de crispation entre les Etats-Unis et Israël. En dépit d'une récente amélioration - marquée par un renforcement de la coopération militaire entre les deux pays - les vieux différends politiques de fond ont refait surface. Ils ont trait, bien sûr, à la situation dans les territoires occupés. Alors que plusieurs députés de la gauche israélienne avancent que le gouvernement s'apprête à mettre en œuvre un programme de développement des colonies de peuplement en Cisjordanie et à Gaza, le gouvernement américain refuse toujours d'accorder sa garantie à un certain nombre de prêts qu'Israël entend solliciter auprès de banques privées aux Etats-Unis pour financer l'intégration des juifs soviétiques.

Il s'agit d'un montant global de 400 millions de dollars. Washington estime n'avoir pas suffisamment d'assurances que cette somme ne servira pas à l'installation des nouveaux immigrants en Cisjordanie et à Gaza. Pour avoir publiquement critiqué le gouvernement américain à ce sujet, l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, M. Zalman Shoval, s'est fait réprimander par la Maison Blanche d'une manière jugée comme étant sans précédent.

M. Martin Fitzwater, le porte-parole de la Maison Blanche, a notamment déclaré : « Les déclarations publiques faites par l'ambassadeur d'Israël, critiquant les Etats-Unis, sont scandaleuses et dépassent les bornes d'un comportement acceptable de la part de n'importe quel ambassadeur d'un pays ami. Nous nous méritons mieux de la part de l'ambassadeur d'Israël. » Geste inhabituel : le président Bush a fait part de sa mauvaise humeur dans un câble adressé à M. Shoval.

ALAIN FRACHON

« Une farce cruelle » estime le président George Bush

Voici le texte intégral de la déclaration faite par le président George Bush, vendredi 15 février, en réponse à la proposition irakienne de se retirer sous conditions du Koweït.

« A propos de la déclaration venue de Bagdad ce matin, quand je l'ai entendue pour la première fois, j'ai été heureux du fait que Saddam Hussein semblait comprendre qu'il doit maintenant se retirer sans conditions du Koweït en observation des résolutions ad hoc des Nations unies.

« Forcer le dictateur à se retirer »

« Malheureusement, la déclaration de l'Irak paraît maintenant être une farce cruelle, détruisant les espoirs du peuple irakien dans le monde entier. Il semble qu'il y ait eu immédiatement une atmosphère de joie à Bagdad après cette déclaration, et cela reflète, je pense, le désir du peuple irakien de voir se terminer la guerre, une guerre que le peuple irakien n'a jamais souhaitée.

« Non seulement la déclaration irakienne était pleine d'anciennes conditions inacceptables, mais Saddam Hussein a ajouté plusieurs nouvelles conditions. Nous avons été en contact avec les membres de la coalition et ils comprennent qu'il n'y a là rien de nouveau, exception faite de ce que, pour la première fois, l'Irak reconnaît peut-être qu'il doit quitter le Koweït.

« Laissez-moi l'affirmer une fois de plus, ils doivent se retirer sans conditions. Il doit y avoir une pleine application de toutes les résolutions du Conseil de sécurité, il n'y aura aucun lien avec les autres problèmes de la région, et les dirigeants légitimes du Koweït doivent rentrer au Koweït. Jusqu'à ce que commence un retrait

massif et visible des troupes irakiennes du Koweït, les forces de la coalition, agissant au titre de la résolution 678 des Nations unies, continueront leurs efforts pour imposer le respect de toutes les résolutions des Nations unies.

« Mais il y a un autre moyen d'arrêter le bain de sang, c'est que l'armée irakienne et le peuple irakien prennent les choses en main pour forcer Saddam Hussein le dictateur à se retirer, pour obéir aux résolutions des Nations unies et alors rejoindre la famille des pays épris de paix.

« Nous n'avons pas de querelle avec le peuple d'Irak. C'est avec le brutal dictateur de l'Irak que nous avons nos différends, et la guerre - je vous l'assure - suit le calendrier. Bien sûr, nous voulons tous voir la guerre se terminer bientôt et avec des pertes limitées en vies humaines, et elle le pourrait si Saddam Hussein respectait sans conditions ces résolutions de l'ONU et faisait maintenant ce qu'il aurait dû faire depuis longtemps, très longtemps.

« Nous poursuivons nos objectifs »

« Je suis donc désolé qu'après analyse et lecture des déclarations de Bagdad dans leur intégralité elles ne montrent rien de nouveau. C'est une farce, c'est l'addition de nouvelles exigences.

« Je me sens très triste pour le peuple d'Irak et pour les familles de ce pays qui ont probablement pensé, comme je l'ai fait ce matin, quand elles ont entendu la déclaration, qu'il y avait peut-être une possibilité de paix aujourd'hui. Mais ce n'est pas le cas et nous continuerons. Nous poursuivons nos objectifs avec honneur, détermination, et nous n'échouerons pas. » (AFP)

La Jordanie et l'Iran parlent de « geste positif »

Le monde arabe a réagi diversement à l'annonce faite par Bagdad d'un retrait conditionnel du Koweït. Certains pays - membres de la coalition anti-irakienne - la rejettent « totalement », tandis que les autres - Jordanie et Iran, notamment - y voient un geste « positif » pouvant contribuer au retour de la paix.

Dans un communiqué commun, rendu public dans la soirée du vendredi 15 février au Caire, les ministres des affaires étrangères des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), ainsi que ceux de l'Egypte et de la Syrie, ont « rejeté totalement » l'offre de l'Irak, qu'ils estiment n'être « pas sérieuse ». Selon les chefs de la diplomatie de ces huit pays - tous membres de la coalition anti-irakienne - la proposition de Bagdad « comporte des termes inacceptables » et « est rejetée dans son ensemble comme dans ses détails ». L'Irak, précisent-ils, doit « retirer immédiatement ses troupes du Koweït, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ».

En revanche, la Jordanie s'est félicitée de la proposition irakienne, que le ministre des affaires étrangères, M. Taher Al Masi, a qualifiée de « positive ». Selon lui, la communauté internationale doit répondre à cette initiative : « Les Etats européens ont un rôle essentiel à jouer, spécialement maintenant, a-t-il souligné, précisant que, cessez-le-feu devant d'abord être annoncé pour ouvrir la voie à la

discussion de solutions pacifiques. » Cependant, un haut responsable du gouvernement, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, a estimé que le plus important était le fait que l'initiative irakienne ouvre la voie à un dialogue : « Les Américains devraient y répondre. Ils ne peuvent pas tout simplement cloquer la porte à quelque chose de positif ».

Selon un membre du comité exécutif de l'OLP en Jordanie, M. Mohammed Milhem, le rejet de la proposition irakienne signifierait une rupture de la coalition : « La balle est maintenant dans le camp des alliés », a-t-il ajouté. Les dirigeants de l'organisation palestinienne à Tuois, qui ont accueilli « favorablement » l'initiative de Bagdad, considèrent que celle-ci « offre une grande occasion pour l'établissement d'une paix et d'une stabilité au Proche-Orient sur la base des résolutions de l'ONU et de la légalité internationale ». Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, qui séjourne actuellement en Irak, avait été reçu jeudi par le président Saddam Hussein.

Satisfaction également au Yémen, où le Conseil de la présidence a qualifié l'initiative de Bagdad d'« historique » et appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à décider un cessez-le-feu « immédiat ». Le conseil de la présidence, instance suprême du pouvoir au Yémen, a également invité les dirigeants arabes et islamiques à « assumer leurs responsabilités et à reprendre l'initiative sur la voie d'une paix globale dans la région, du retrait d'Israël des territoires arabes occupés et du recouvrement par le peuple palestinien de ses

droits nationaux ». S'adressant aux pays arabes de la coalition anti-irakienne, les dirigeants yéménites ont appelé « à empêcher la participation de leurs troupes à toute action militaire contre les forces irakiennes ».

« Un pas vers la paix »

L'Iran, de son côté, a jugé que le geste de Bagdad constituait « un pas vers la paix ». Selon le ministre des affaires étrangères, M. Velayati, « chaque pas vers une solution pacifique dans le golfe Persique, vers la souveraineté de l'intégrité territoriale du Koweït, de l'Irak et des intérêts des nations musulmanes de la région, doit être salué ». L'ambassadeur de l'Iran aux Nations unies, M. Kamal Kharrazi, a affirmé, lors de la session du Conseil de sécurité à huis-clos, que l'offre irakienne « fournit un redoublement de ses efforts diplomatiques ». Il a, dans le même temps, émis un violent mécontentement des Etats-Unis, accusés de se servir de l'ONU pour ses propres intérêts.

« Je ressens de la joie, car les efforts de la Libye pour convaincre l'Irak de se retirer du Koweït ont réussi », a déclaré le colonel Kadafi, en visite au Caire. Selon le numéro un libyen, « on peut bâtir à partir de la déclaration de Bagdad pour mettre fin à la guerre et obtenir le retrait des forces étrangères du Golfe ». En Algérie, le porte-parole du Front islamique du salut (FIS), le cheikh Abassi Madani, a estimé que le « problème » posé par l'occupation irakienne du Koweït était « résolu » et que les Etats-Unis n'ont « plus aucune raison de poursuivre la guerre ». De son côté, le leader du Front des forces socialistes (FFS), M. Hocine Ali Ahmed, a estimé que « le monde arabe a gagné » et que « la France n'a plus d'excuses pour rester dans la coalition ». Des manifestations pro-irakiennes ont eu lieu, vendredi, à Alger, la foule s'en prenant notamment aux bureaux de l'ONU et aux locaux des compagnies aériennes égyptiennes et soudanaises.

En Tunisie et en Mauritanie, des communiqués officiels ont salué l'initiative irakienne, tandis qu'au Maroc aucune réaction gouvernementale n'était enregistrée. (AFP, AP, Reuters, UPI)

Attendre jusqu'au KO

Suite de la première page

Une heure plus tard, c'est M. Bush qui enterrait définitivement l'offre irakienne. Il se s'agit de rien d'autre que d'une « farce cruelle », affirmait le président américain, soulignant que des « conditions nouvelles » avaient été ajoutées aux précédentes, elles-mêmes totalement inacceptables. Certes, ajoutait M. Bush, lui-même avait éprouvé, un moment, un certain espoir, mais, après s'être dit « désolé pour le peuple d'Irak et pour les familles » des soldats américains dans le Golfe, il a annoncé que la guerre continuait. M. Bush a tenu des propos à peu près identiques un peu plus tard dans la journée au siège de la société qui fabrique les missiles Patriot, après quoi il est parti pour un week-end dans sa maison de Kennebunkport, dans le Maine.

Aussi clair qu'elle ait pu être dans son rejet catégorique de l'ouverture irakienne, la déclaration de M. Bush était cependant ambiguë sur au moins deux points. D'une part, si M. Bush a affirmé que la « farce » irakienne ne menait à rien de nouveau, un peu plus tôt, il avait expliqué que le communiqué irakien n'apportait pas de nouveauté à la possible « exception » de la mention d'un retrait de l'Irak - ce qui tout de même fait une certaine différence.

Les porte-parole du Pentagone inflexibles

D'autre part, une contradiction ou une « dualité » semblable est apparue lorsque M. Bush a exposé les conditions d'un cessez-le-feu. Le président américain a d'abord réitéré la position déjà connue des Etats-Unis : les hostilités continueront jusqu'au début d'un « retrait massif, les troupes irakiennes quittant de manière visible le Koweït ». Mais aussitôt après il ajoutait : « Il y a une autre voie pour que le sang cesse de couler, c'est que les militaires irakiens, le peuple irakien, prennent les choses en main, forcent Saddam Hussein à se retirer, et appliquent la résolution de l'ONU ».

Quel est donc le véritable objectif de M. Bush, la véritable condition du cessez-le-feu ? Dans un cas comme dans l'autre, l'évacuation du Koweït est exigée, mais c'est la première fois que M. Bush dit aussi explicitement que la déposition de Saddam Hussein serait le moyen d'arrêter la guerre, ce qui peut aussi bien signifier que la guerre ne s'arrêtera pas tant que cette exigence ne sera pas satisfaite. Vendredi, le vice-président Quayle s'exprimait d'ailleurs devant une foule enthousiaste : « Ou nous avons Saddam Hussein, ou nous avons la paix ».

Indice supplémentaire, les Etats-Unis refusent à ce stade d'envisager la moindre mesure pratique susceptible de rendre une retraite possible pour les troupes irakiennes déployées au Koweït.

Au bord de l'effondrement

Pressés de questions, les porte-parole du Pentagone se sont montrés inflexibles, et ont tenu un langage qui, malgré les demandes répétées d'explications, est apparu étrangement contradictoire : d'une part, une déclaration d'intention ne suffira en aucun cas à interrompre les bombardements, qui se poursuivront tant qu'une évacuation « massive » du Koweït ne sera pas en cours. D'autre part, si les Irakiens « sortent » (de leurs abris), ils seront frappés, comme l'a déclaré le général Kelly, chef des opérations.

Les Irakiens sont-ils donc supposés se retirer sous les bombes et perdre ce qui leur reste de leur armée, ou bien est-ce là une autre manière de suggérer que leur retrait ne sera crédible que si d'autres conditions sont réalisées, comme la déposition de Saddam Hussein ? Ou encore qu'un retrait en bon ordre ne serait pas acceptable et qu'il n'est pas question de laisser l'Irak récupérer une partie de ses tanks et de son artillerie ? (Selon certaines informations non confirmées, le Pentagone souhaiterait voir les soldats irakiens quitter le Koweït à pied, c'est-à-dire sans leur matériel).

En tout état de cause, le langage utilisé par les responsables politiques tout comme par les militaires

était implacable. Les bombardements vont se poursuivre « sans le moindre changement » et la destruction systématique des forces irakiennes, particulièrement efficace ces derniers jours, va suivre son cours, tandis que continueront les préparatifs de l'offensive terrestre, dont la date officiellement n'est toujours pas fixée, mais pourrait être très proche.

Le président Bush semble donc s'offrir choisi de voir que le « mauvais côté » de la déclaration irakienne, toutes les « conditions » allant des réparations de guerre à un lien, non spécifié, avec un retrait d'Israël des territoires occupés. Selon certains analystes, il aurait tout aussi bien pu mettre l'accent sur le « bon côté », la mention d'un retrait du Koweït, explorer cette ouverture et considérer la longue liste d'attendants comme un bagillage sans grande importance, une tentative de « sauver la face ».

Mais, depuis le début de la crise, M. Bush a toujours exclu toute concession à l'égard du « brutal dictateur », selon son expression favorite. Et le désir d'« avoir avec Saddam Hussein, et par là même l'occasion de liquider pour très longtemps la puissance irakienne, semble s'être répandu depuis la Maison Blanche jusqu'à l'Amérique profonde. La tentation est d'autant plus grande que l'armée irakienne semble clairement au bord de l'effondrement, exposée aux coups puissants de l'aviation, de la marine et de l'artillerie qui la frappent à peu près impunément.

La déclaration du Conseil de commandement irakien montre que « Saddam Hussein est à terre et compte jusqu'à huit », a expliqué vendredi le sénateur Dole, leader de la minorité républicaine : « Il faut attendre jusqu'à dix », c'est-à-dire jusqu'au K.O. L'opinion semble largement partager cet avis, et, comme prévu, l'émotion suscitée par la mort de plusieurs centaines de femmes, d'enfants et d'hommes âgés dans un abri de Bagdad considéré comme un poste de commandement par le Pentagone a été de très courte durée : 81 % des Américains, selon un sondage d'ABC, considèrent que le bunker bombardé était une cible légitime et 75 % souhaitent que les bombardements de la capitale irakienne se poursuivent, même s'ils doivent provoquer d'autres victimes civiles.

JAN KRAUZE

collection judaïsme en terre d'islam

La version arabe de la Bible de SAADYA GAON

L'ECCLESIASTE ET SON COMMENTAIRE

« Le livre de l'Ascèse »

HAÏM ZAFRANI / ANDRÉ CAQUOT

Un vol. 16 x 24, 136 pp. 150 FF.

Maisonneuve & Larose

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions aux propositions irakiennes

«Satisfaction» et «espoir»
à Moscou

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tariq Aziz, était attendu dimanche 17 février à Moscou. Il devait entamer le lendemain des pourparlers avec les dirigeants soviétiques sur la crise du Golfe et les «propositions» de Bagdad. Celles-ci avaient été, dans un premier temps, accueillies avec prudence par le Kremlin. «Je pense qu'il est prématuré de faire des commentaires avant d'avoir clarifié plusieurs éléments mais cela confirme, dans une certaine mesure, le contenu des discussions que M. Primakov a eues à Bagdad lorsqu'il a parlé d'une lueur d'espoir. Cela était évidemment une expression diplomatique», a déclaré un porte-parole du président Gorbatchev, M. Vladimir Tiumarkine.

dus en URSS tandis que l'émis-saire spécial du président Gorbatchev, M. Evgueni Primakov, effectuait une mission à Bagdad. Ce dernier, qui se trouvait à Tokyo, vendredi, a souligné la nécessité de sauver la face pour le régime irakien, en évitant d'imposer une reddition sans condition. «Je connais le président irakien depuis vingt-deux ans, a-t-il ajouté, et il s'est efforcé de faire un choix entre une capitulation sans condition et la guerre. Il choisira la guerre.»

Mission délicate
d'intermédiaire

Un peu plus tard, dans la journée de vendredi, le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, indiquait que la proposition de Bagdad «ouvrait un nouveau chapitre dans l'histoire du conflit. C'est un début important et nous étudierons soigneusement ce document». L'agence Tass précisait de son côté que M. Gorbatchev et le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, recevaient vendredi au Kremlin, avaient été «encouragés» par la déclaration irakienne : «Le communiqué de la direction irakienne a été considéré comme un signal positif. (...) Toutefois, beaucoup dépendra des clarifications du contenu [que donnera] le représentant de M. Saddam Hussein à Moscou. (...) Les conclusions définitives seront vraisemblablement tirées après ces entretiens.» Et dans une interview accordée, vendredi, à CNN, M. Vitali Ignatenko, porte-parole du Kremlin soviétique, déclarait que M. Gorbatchev «ne reculera pas d'un iota des accords qu'il a passés à Helsinki [sur la crise du Golfe] avec le président George Bush ainsi que des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU».

C'est donc, en résumé, avec «satisfaction» et «espoir» que l'offre irakienne a été accueillie à Moscou, qui est depuis quelques jours une plaque tournante diplomatique dans le conflit du Golfe. Tour à tour, MM. Roland Dumas et ses homologues koweïtiens et iraniens se sont ren-

contrés à Moscou, vendredi, pour une mission d'intermédiaire entre la guerre et la paix que s'est assignée l'Union soviétique est toutefois fort délicate. Après les propositions pour le moins ambiguës de Bagdad, Moscou risque maintenant, selon les observateurs, de se trouver en porte-à-faux entre son adhésion aux résolutions du Conseil de sécurité et sa volonté de ménager l'Irak et de lui fournir une porte de sortie honorable. Le Kremlin doit également tenir compte de l'opinion de certains cercles conservateurs et militaires qui ne cachent plus leurs critiques sur la politique suivie dans cette crise. Vendredi, un commentateur de l'Etoile rouge, organe de l'armée, écrivait par exemple que l'URSS avait eu tort de se presser pour voter la résolution 678 du Conseil de sécurité, qui permettait le recours à la force.

Enfin, les ministres des affaires étrangères italien, luxembourgeois et néerlandais, ainsi que le commissaire de la CEE aux relations extérieures, étaient à Moscou, samedi. Leurs entretiens avec les responsables irakiens devaient porter, hormis la crise du Golfe, sur la tension dans la situation en Europe de l'Est et en Afrique du Sud. Leur visite coïncidera avec celles de leurs homologues iraniens et irakiens. (AFP, AP, Reuters.)

«La proposition irakienne ne peut être retenue», a déclaré vendredi 15 février M. François Mitterrand, estimant qu'elle relevait de la «diplomatie de propagande» de Bagdad. Le président de la République s'exprimait lors d'une conférence de presse donnée en compagnie du chancelier Kohl avec qui il venait de s'entretenir à l'Élysée.

M. François Mitterrand n'a pas longuement épilogué sur le communiqué du Conseil de commandement de la révolution. Sa réaction, qui tenait en quelques phrases, fut la même que celle de l'ensemble de la coalition en guerre contre l'Irak : le communiqué publié vendredi à Bagdad comporte certes un élément nouveau puisque pour la première fois il envisage l'évacuation de Koweït, «mais comme il ajoute un certain nombre de conditions irréalisables, qui en tout cas ne se réfèrent pas à la résolution 660, il rend en même temps irréalisable cette proposition nouvelle». Il s'agit pour le président de la République de «diplomatie de propagande» plus que d'une volonté réelle d'accord sur les résolutions de l'ONU, qui restent notre loi. Tirant les conséquences de cette analyse, le président de la République s'est prononcé sans

aucune restriction pour la poursuite des combats : «Le seul but de guerre qui est reconnu et admis par la France, c'est la libération du Koweït. Mais, comme le Koweït est occupé par une armée, l'armée irakienne, on ne conclura tout naturellement qu'il faut bien mettre à la raison cette armée». Et d'insister encore, comme pour écarter tout soupçon d'ambiguïté : «Tant qu'elle occupera le Koweït, cette armée s'occupera là où elle se trouvera de recevoir les coups de la coalition». Autrement dit, ni le faux coup de théâtre irakien de vendredi, ni les images de victimes civiles, ni le reproche fait à la coalition d'outrepasser le mandat de l'ONU, n'ont ébranlé la détermination de la France. Les certains avaient pu mettre en doute au début de la guerre mais que le président de la République proclame au contraire plus fermement que jamais.

La début d'après-midi, les premières réactions au communiqué irakien, dont on ne connaissait pas encore toute la teneur, avaient été très prudentes à Paris où l'on s'était gardé, plus que dans d'autres capitales européennes, d'un optimisme prématuré. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait pris connaissance du texte, déclarant vouloir l'étudier «avec une grande disponibilité d'esprit», mais disait se méfier d'une «dupes». Ce communiqué n'était en réalité pas

tout à fait une surprise pour M. Roland Dumas. Comme il l'indiqua dans l'entretien téléphonique qu'il eut immédiatement avec le secrétaire d'Etat américain James Baker, il avait examiné cette éventualité dès mardi à Moscou avec M. Gorbatchev. Le président soviétique, à la lumière du rapport que lui avait fait son ambassadeur à Bagdad, Evgueni Primakov, tenait cette démarche irakienne pour vraisemblable et l'avait apparemment signalé dans sa lettre adressée à MM. Bush, Mitterrand et Andreotti, si l'on en croit les indiscrétions italiennes à propos de ce message supposé rester confidentiel.

Il eût été intéressant d'entendre l'opinion du chef de l'Etat sur le rôle qu'il entend jouer Moscou dans cette affaire. Mais la conférence de presse de vendredi, à l'origine destinée à rendre compte des entretiens qui venaient d'avoir lieu avec M. Helmut Kohl, ne le permit pas. Le chancelier était pressé. Il prit juste le temps d'embosser le pas au président français sur le dernier épisode de la crise du Golfe, d'exprimer son émotion à propos des victimes civiles de la guerre et de souligner que pour autant il ne fallait pas «se tromper dans l'attribution des responsabilités».

M. Mitterrand fit remarquer que c'était le chancelier qui avait demandé à le voir. Il avait été ques-

tion dans leurs entretiens, comme dans ceux de MM. Dumas et Genscher, de l'Europe et en particulier de la situation de M. Gorbatchev et de l'attitude à avoir envers lui. Et il avait été convenu, selon M. Dumas, de poursuivre «la même politique» de soutien aux réformes en URSS, ce qui laisse supposer qu'on tient toujours M. Gorbatchev pour capable de faire aboutir ces réformes.

Il aurait été intéressant aussi de connaître l'avis du chancelier et de M. Mitterrand sur l'idée de M. Genscher selon laquelle il conviendrait de redistribuer les cartes au Conseil de sécurité de l'ONU, pour tenir compte de l'Allemagne dès lors qu'on la veut «responsable» au plan international. Le ministre allemand des affaires étrangères, estimant que s'ouvrir pour sa diplomatie un champ nouveau, jusque-là quasi interdit – celui du Proche-Orient – avait déjà émis cette idée il y a quelques jours alors qu'il entreprenait une tournée dans les capitales arabes. Selon des journalistes allemands qui l'accompagnaient, il aurait réitéré vendredi dans l'avion qui le ramenait à Bonn. Mais s'était-il entretenu de cette idée au Quai d'Orsay, où, comme à l'Élysée, elle reste un sujet tabou?

CLAIRE TRÉAN

M. François Mitterrand dénonce
la «diplomatie de propagande»

Pour la Grande-Bretagne, «une comédie à la gomme»

Les Britanniques ont rejeté la proposition irakienne quasiment dans les mêmes termes que les Américains. M. Bush l'avait qualifiée de «cruelle farce». M. Major a estimé qu'il s'agissait d'une «comédie à la gomme». La coordination entre Washington et Londres a été, une fois de plus, parfaite, le président américain ayant pris soin de s'entretenir par téléphone avec le premier ministre britannique avant de faire sa déclaration.

LONDRES

de notre correspondant

Comme pour mieux réduire la portée de l'événement, M. Major a poursuivi vendredi, comme si de rien n'était, sa tournée dans la région de Liverpool, et se trouvait samedi dans sa circonscription électorale de Huntingdon, près de Cambridge. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, lui aussi en visite dans sa circonscription, n'est pas davantage rentré à Londres. L'idée d'une déclaration du gouvernement britannique devant le Parlement, un moment rêvée, n'a donc pas été suivie d'effet.

M. Major a estimé que les conditions irakiennes étaient inacceptables. «Cela n'a pas l'air d'une tentative sérieuse de parvenir à une

conclusion, a-t-il dit, mais plutôt d'une comédie à la gomme. Il n'y a qu'un aspect qui est positif, c'est que pour la première fois peut-être, Saddam Hussein sait et accepte qu'il ne peut pas gagner. Il peut mettre fin à cette guerre. J'aimerais qu'il le fasse. Il n'a qu'à dire de façon parfaitement claire qu'il va retirer le Koweït, qu'il en partira sans condition, et qu'il le fera rapidement. Ce n'est absolument pas ce que nous avons entendu de la part de Bagdad».

Trouble
chez les travaillistes

M. Major répondait aux questions des journalistes qui l'accompagnaient. Cette proposition irakienne remet-elle en question l'offensive terrestre projetée par les alliés ? «Cela ne fait aucune différence pour que nous vivions en paix», a-t-il dit. M. Tom King, ministre de la défense, a été encore plus précis : «La campagne continue. Nous n'olons pas donner à Saddam Hussein un moment de répit qui lui permettrait de regrouper ses forces.» Selon M. Hurd, le dirigeant irakien s'efforce de «jeter de la poudre aux yeux» afin de «gagner du temps».

L'opposition travailliste a été visiblement troublée par l'offre de cessez-le-feu de Bagdad. M. Neil Kinnock a de plus en plus de mal à faire respecter par ses troupes une discipline totale qu'il a fournie au gouvernement depuis le début des hostilités. Il

s'est déclaré «intrigué» et «encouragé» par la proposition irakienne en raison du fait que «pour la première fois le régime de Saddam Hussein a utilisé le mot de "retrait" et s'est dit prêt à obtempérer la résolution 660 des Nations unies». Mais le leader travailliste a, sur le fond, adopté la même attitude que le gouvernement. Pour être prise au sérieux, l'initiative irakienne doit être accompagnée d'un retrait réel, important et rapide et l'engagement à quitter le Koweït doit être sans condition et sans équivoque.

La ligne très ferme imposée par M. Kinnock avait déjà été battue en brèche par plusieurs personnalités travaillistes après le bombardement de «abri-bunker» de Bagdad. M. Clare Short, porte-parole pour les questions de sécurité sociale, avait rompu la discipline du parti en donnant son opinion sur cette affaire, alors que la politique étrangère n'est pas de son ressort. Elle avait affirmé que les bombardements contre l'Irak visaient, contrairement aux objectifs proclamés, l'écrasement de ce pays. «La population n'a plus d'eau ni de vivres. Des maladies se propagent. Cela n'a rien à voir avec la libération du Koweït», a-t-elle déclaré. Incapable de la faire taire, M. Kinnock lui a retiré la responsabilité des affaires sociales.

M. Short est la cinquième responsable travailliste à avoir été ainsi «sanctionnée» pour ne pas s'en être

tenue à la ligne officielle de son parti. Un autre argument a été mis en avant vendredi par un des dirigeants de la «gauche dure» travailliste, M. Dennis Skinner, qui n'a pas de responsabilité dans l'équipe de M. Kinnock. «Le cessez-le-feu est acceptable et nous ne devrions pas prendre nos ordres ou Penitence», a-t-il affirmé.

L'événement n'a en rien modifié l'emploi du temps des troupes britanniques dans le Golfe : 20 000 soldats étaient occupés vendredi à des manœuvres en Arabie saoudite à proximité de la frontière koweïtienne. Tous les médias reprennent samedi les propos d'un capitaine estimant que la proposition irakienne ne peut pas être prise au sérieux. Cette uniformité commence à être sérieusement critiquée ici, en particulier par *The Independent*. On retrouve ce effet partout les mêmes propos «spontanés» des officiers et des hommes de troupes autorisés par les responsables militaires à parler à la presse.

Ce malaise n'affecte nullement la popularité de M. Major, qui est spectaculaire. Il est le premier ministre le plus populaire depuis trente ans, selon un sondage effectué par *The Independent* et la BBC : 74 % des personnes interrogées sont satisfaites de lui, soit 26 % de plus qu'au moment du déclenchement des hostilités. M. Major est même plus populaire que M. Thatcher au plus fort de la guerre des Falkland... D. Dh.

Un «pas positif» pour Pékin

Pékin a finalement réagi samedi 16 février à la proposition irakienne de retrait conditionnel du Koweït, qu'elle a considérée comme un «pas positif».

PÉKIN

de notre correspondant

La presse de Pékin a fait état de manière factuelle de l'annonce irakienne, privilégiant d'abord l'acceptation par Bagdad de la résolution 660 du Conseil de sécurité avant de relever les conditions qui y sont attachées. Puis, devant la disparité des réactions entre Washington et Moscou, Pékin a semblé un temps se réfugier dans le mutisme.

Ces hésitations ne s'expliquaient pas seulement par le congé du Nouvel An chinois. La Chine populaire, qui s'est abstenue lors du vote à l'ONU sur le recours à la force contre l'Irak, a été moins prise au dépourvu par l'annonce irakienne que par la difficulté qu'elle éprouve à formuler une position qui marquerait sa différence sans pour autant paraître se désolidariser des précédentes résolutions qu'elle avait votées.

C'est plus un problème d'image que de fond. La neutralité chinoise s'est nettement infléchie au fur et à mesure que la guerre se développait. Au point que Pékin a clairement indiqué, ces derniers jours, sa préférence

pour une solution d'ensemble des conflits au Proche-Orient, liant explicitement la question palestinienne au règlement de la crise du Golfe. Le premier ministre, M. Li Peng, l'a dit à M. Farouk Kaddoumi, ministre des affaires étrangères de l'O.L.P., de passage à Pékin au début de la semaine. Le représentant chinois à l'ONU l'a également spécifié au cours de la réunion du Conseil de sécurité jeudi.

Un vice-ministre chinois des affaires étrangères, envoyé au Proche-Orient, a même eu des discussions polées mais fructueuses avec les dirigeants syriens, ceux-ci lui ayant opposé leur refus de lier la question palestinienne à l'affaire irakienne. M. Yang Fucheng est arrivé samedi à Ankara. Il doit se rendre ensuite en Yougoslavie et en Iran, mais Bagdad ne figurait pas sur son itinéraire. Cette tournée paraît principalement destinée à faire pièce aux tentatives soviétiques de relancer l'initiative diplomatique.

En même temps, il n'est toujours pas question pour la Chine de se couper de Washington par des initiatives qui seraient jugées trop favorables à l'Irak et risqueraient de lui valoir un regain de méfiance américaine. C'est pourquoi M. Li Peng s'est gardé, en commentant le bombardement du bunker de Bagdad, de condamner les États-Unis, se bornant à exprimer le regret et la douleur de son gouvernement.

En revanche, la presse pro-chinoise

de Hongkong, qui sert à Pékin de relais auprès de l'opinion chinoise d'outremer, ne s'est pas gênée pour dénoncer la gestion américaine de la crise du Golfe. Au bout de deux semaines de guerre, le quotidien *Ta Kung Pao* écrivait notamment : «Depuis que le rôle de l'Union soviétique dans la rivalité pour l'hégémonie s'est rapidement effacé dans l'après-guerre froide, les États-Unis sont seuls de démontrer leur rôle dirigeant dans le nouvel ordre international.»

Et de s'en prendre à l'ensemble de la politique occidentale au Proche-Orient pour attirer discrètement l'attention sur le cas particulier de Hongkong : «Les querelles et discordes entre nations arabes portent toutes la marque des colonialismes. Lorsque les colonialismes britanniques furent contraints de se retirer, ils ont toujours joué de sales coups pour tenter de tirer les ficelles derrière la scène et préserver leurs propres intérêts. Les exemples ne manquent pas, tant au Proche-Orient qu'en Asie.»

Le même journal avait, le même jour, publié un commentaire au vitriol contre l'idée d'une contribution financière de la colonie britannique aux opérations de la force multinationale, appelant à réserver l'argent gagné à la sœur de son front par le peuple de Hongkong à des causes «moins stupides».

FRANCIS DERON

L'Italie et l'Espagne affichent
une prudence teintée d'optimisme

Rome a de prime abord accueilli d'une manière moins négative que la plupart des autres capitales occidentales le coup de théâtre orchestré, vendredi 15 février, par Bagdad. Mais cet optimisme s'est rapidement tempéré.

«Il faut être prudent», a déclaré le président du conseil, M. Andreotti, jugeant néanmoins que l'offre irakienne «incitait à estimer possible un déblocage politique de la crise». «Les intentions doivent se traduire immédiatement dans des actes et être en accord avec les dispositions des résolutions des Nations unies», a ajouté M. Giulio Andreotti. «On pourra mettre tout cela au clair lors des prochains entretiens que M. Tariq Aziz (le chef de la diplomatie irakienne) aura à Moscou», où la trêve européenne était attendue samedi.

De Paris où il s'est entretenu avec M. Roland Dumas, le chef de la diplomatie transalpine avait d'abord salué ce «signe très important et très positif». M. Gianfranco Micheli, le plus haut responsable de la diplomatie italienne, a déclaré que «dans tous les cas, un cessez-le-feu est désormais justifié, et l'heure est de nouveau à la politique». Plus prudent, le groupe socialiste du Parlement européen a lancé vendredi un appel au cessez-le-feu, affirmant : «Si l'Irak commence à se retirer réellement, nous

de la légitimité» de la résolution 660 de l'ONU exigeant son retrait du Koweït.

Au Vatican, le porte-parole du Saint-Siège a considéré que l'offre irakienne constituait «un fait nouveau qui devrait certainement ouvrir la porte à une solution de cette crise raisonnable et digne de l'homme». Dans la soirée, Radio-Vaticana a parlé de «signaux encourageants», mais a semblé en contradiction avec les résolutions de l'ONU.

Un rôle
pour les Douze ?

A Madrid, le premier ministre espagnol, tout en se disant «extrêmement prudent», a qualifié l'initiative de Bagdad de «premier signe positif des dirigeants irakiens». «Le comportement de la coalition multinationale (que soutient l'Espagne) est correct», a ajouté M. Felipe Gonzalez.

A Bonn, M. Hans-Jürgen Wischnewski, spécialiste du Proche-Orient au SPD, a déclaré que «dans tous les cas, un cessez-le-feu est désormais justifié, et l'heure est de nouveau à la politique». Plus prudent, le groupe socialiste du Parlement européen a lancé vendredi un appel au cessez-le-feu, affirmant : «Si l'Irak commence à se retirer réellement, nous

insisterons auprès des alliés pour qu'ils arrêtent les bombardements.»

Le président du Parlement européen a, pour sa part, déclaré que l'Irak devait se retirer «sans condition» du Koweït. Dans ce cas, «un arrêt des hostilités pourrait avoir lieu et ouvrir la voie vers la paix. Dans cette optique, et plus que jamais, l'Europe doit jouer son rôle dans ce processus en adoptant une position réellement communautaire. Il est clair que la CEE, en tant que telle, n'a pas précisé l'objectif des opérations militaires dans le cadre de la résolution 678 de l'ONU».

Enfin, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, qui assume la présidence des Douze, a jugé la déclaration irakienne «totalement inacceptable». «Ce que nous attendons, a ajouté M. Jacques Poos, c'est un retrait total des troupes irakiennes sur le terrain». Le grand duché a par ailleurs, dans un document de travail qui doit être examiné le 19 février par les ministres des affaires étrangères, exhorté les Douze à promouvoir la stabilité au Proche-Orient par l'organisation d'une conférence internationale, sous l'égide de l'ONU, afin de régler les problèmes de la région. (AFP, Reuters, AP.)

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions en France après la proposition irakienne

Les communistes « refondateurs » demandent à leur parti de hausser le ton à l'encontre de Saddam Hussein

Le bureau politique du PCF a estimé, vendredi soir 15 février, que M. François Mitterrand avait pris « une terrible responsabilité devant la France et devant l'humanité tout entière en continuant de marcher dans les pas du président américain qui a traité avec mépris l'ouverture irakienne ».

« Le président de la République se serait honoré si, au lieu de considérer comme nul et non envenu le tournant décisif qui vient d'être pris, il avait dégagé la France d'une guerre injuste et illégitime qui n'est pas la sienne », a énoncé la direc-

tion du parti. M. Georges Marchais a jugé, sur France-Inter, que M. Mitterrand avait commis « une faute grave ».

La veille, au cours de la réunion du comité central, les communistes « refondateurs » proches de M. Charles Fiterman, et en particulier M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, avaient exprimé leurs réserves sur les analyses de la direction du PCF dans la guerre du Golfe en lui demandant notamment de hausser le ton à l'encontre de Saddam Hussein.

(...) mais il y a aussi, et presque d'abord, le rôle de Saddam Hussein qui n'a pas seulement offert le prétexte de la guerre aux dirigeants américains mais est à l'origine de la crise et n'a cessé, depuis le 2 août, de pousser à l'affrontement au mépris de son peuple et des peuples arabes.

Pour négocier, il faut être deux

Le député des Bouches-du-Rhône a invité les autres dirigeants du parti à ne pas apparaître « trop réducteurs » : « Il nous faut être particulièrement attentifs sinon nous risquerions d'entretenir le sentiment, qui existe déjà, qu'au fond nous soutiendrions Saddam Hussein et de laisser, comme ce fut le cas pour les droits de l'homme, ne serait-ce qu'un peu du drapeau de la défense des droits des peuples à des forces qui sont bien les dernières à pouvoir s'en réclamer. »

M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône et directeur de l'hebdomadaire *Révolution*, a exposé, en particulier, en accord avec M. Fiterman, absent, pour raisons de santé, une analyse opposée, sur plusieurs points, à celle exprimée par M. Pierre Zarka dans son rapport au comité central (le Monde du 15 février).

Se référant notamment à ce texte, il a ainsi souligné : « Contrairement à ce que peuvent laisser penser certaines interventions, nous ne sommes pas face à une guerre impérialiste classique. Il n'y a pas d'un côté l'impérialisme, le capitalisme, et de l'autre les peuples, les forces de libération. La reprise de la vieille formule de Jaurès - « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » - ne me semble pas du tout adaptée à la situation. Ce conflit n'est pas simplement Nord-Sud. Cette dimension existe, certes

dam Hussein au nom de l'anti-impérialisme américain ».

Le responsable de la section économique du parti, M. Philippe Herzog, député européen, a estimé, pour sa part, que M. Zarka n'avait pas eu une formule « heureuse » lorsqu'il avait affirmé que M. Mitterrand s'est trompé : « Il vaut mieux pousser le président de la République à expliquer, s'il le peut, les différences entre les buts de la France et ceux des USA au lieu de suivre son jeu sur les solutions en nous différenciant, et ouvrir nous-mêmes un foyer d'idées et de discussions sur les solutions. »

M. Herzog a formulé plusieurs propositions ou préconisations notamment une « démission collective de la région » et la création d'un fonds alimenté par des prélèvements sur les recettes pétrolières pour financer le développement des pays pauvres de la région.

M. Marchais a jugé qu'il n'y avait pas lieu de discuter dans cette discussion. Il s'est montré plus sensible aux critiques sur le « déficit » du parti en matière de réflexion économique qu'à celles relatives à la guerre du Golfe. Deux autres membres du comité central, MM. Paul Boccard et Bernard Marx, ayant pris le relais de M. Herzog pour accuser la direction du parti de négliger les apports de sa section économique et même de chercher à « briser » celle-ci, M. Marchais a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « dramatiser ». Il est vrai que, dans cette discussion, le secrétaire général du PCF avait été notamment mis en cause.

ALAIN ROLLAT

Les répercussions du conflit

La placidité des musulmans britanniques

Partagés sur la conduite à tenir à propos du conflit, ils ont tendance à adopter un profil bas

LONDRES

de notre correspondant

Ealing est une banlieue tranquille de l'ouest de Londres, ni riche ni pauvre, dans les maisons de briques rouges à un ou deux étages, si semblables avec leur porcelaine à colonnes et leurs grandes baies vitrées du rez-de-chaussée, s'étendent à longueur de rues. On ne peut rêver d'un décor anglais plus traditionnel... Pourtant, l'une de ces habitations abrite à la fois le Conseil des mosquées britanniques et le Collège musulman, où sont formés les futurs imams du pays.

Le Dr Zaki Badawi, sujet britannique d'origine égyptienne, qui dirige l'un et l'autre, insiste sur la « loyauté » des musulmans britanniques à l'égard de la Couronne et des diverses institutions du Royaume-Uni. Mais il ajoute aussitôt que ses coreligionnaires ne partagent pas le droit, en tant que citoyens d'un Etat démocratique, de ne pas s'impliquer dans la guerre. Ce n'est pas être déloyal envers la Grande-Bretagne que de déplorer les combats.

« On n'aime pas beaucoup Saddam Hussein », explique-t-il, mais la punition que subit l'Irak avec ces bombardements massifs a fait changer d'avis beaucoup de gens. Le Dr Badawi rappelle un fait un peu oublié. Lors de l'opération du Koweït, en août dernier, presque tous les prédicateurs ont dénoncé l'envahisseur, lors de la prière du vendredi soir, dans les quelque 380 mosquées que compte la Grande-Bretagne. Mais la présence de soldats étrangers sur la « terre sainte » de l'Irak qu'est l'Arabie saoudite, et surtout les bombardements aériens ont modifié le climat. Le résultat est une certaine confusion dans les esprits. Contrairement aux idées reçues, notre interlocuteur estime que les plus âgés ont tendance à interpréter cette guerre comme une résurgence du colonialisme, alors que les jeunes générations, souvent nées ici, se divisent en deux catégories.

Ne faites rien ici

Les plus nombreux mettent en avant leur appartenance à la Grande-Bretagne, ce qu'ils ne se distinguent, et répètent que Saddam Hussein doit quitter le Koweït. Une minorité, mal adaptée, fait du dirigeant irakien son héros. Cette opposition entre une majorité silencieuse et une minorité bruyante était évidente, le 15 janvier dernier, à la Mosquée

centrale de Londres, à Regent's Park, lors de la première prière du vendredi suivant le début des hostilités. A l'intérieur du somptueux édifice offert par l'Arabie saoudite, sous l'immense lustre de cristal qu'on peut voir briller de loin lorsqu'on se promène dans le parc, le prédicateur, l'imam Zaharan, appelait les fidèles, très nombreux ce soir-là, à ne pas transporter en Grande-Bretagne la violence qui se déchaînait dans le Golfe. « Si vous voulez vous battre pour vos frères musulmans, allez combattre ailleurs. Ne faites rien ici. Ce serait inacceptable », leur disait-il.

Au même moment, un petit groupe extrémiste appelé Hizb ut-Tahrir, criait sa colère contre l'Occident à l'entrée de la mosquée. Le visage caillé d'un fumeur, par peur des indicateurs de police, les manifestants appelaient à la « guerre sainte » aux côtés de Saddam Hussein. Ils arboraient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Cette guerre n'est pas entre Bush et Saddam ou entre les Etats-Unis et l'Irak, mais entre les infidèles et les musulmans. »

Par comparaison avec ce qui s'était passé lors de l'affaire Rushdie, les musulmans de Grande-Bretagne n'ont en réalité pas beaucoup fait parler d'eux depuis le début de la guerre. On estime qu'ils sont un peu plus d'un million dans le pays, sunnites à 90 %, et pour la plupart originaires de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh.

Ils étaient une poignée devant la Mosquée centrale de Londres, et deux ou trois cents au maximum à se mêler aux quelques rassemblements pacifistes pour élamer leur soutien à Saddam Hussein. On était très loin des dizaines de milliers de manifestants rassemblés en 1989 pour dénoncer les *verses sataniques* de Salman Rushdie. Le fait que l'écrivain, en décembre dernier, déclarât s'être « converti » à l'islam et « regretter » le tort causé par son livre a de toute façon apaisé les esprits.

M. Norman Tebbit, ancien président du parti conservateur, a eu beau répéter qu'à son avis de nombreux musulmans ne passeraient pas ce qu'il appelle le « test du cricket » (de quel côté se range-t-on lors d'un match opposant l'équipe britannique à celle du pays d'où ne est originaire ?) et évoquer le souvenir des Britanniques pro-nazis d'avant guerre, voire des catholiques partisans de l'Espagne sous le règne d'Elisabeth I^{re}, ses propos n'ont guère soulevé d'émotion. Les quelque 120 000 musulmans de Birmingham ont accueilli avec placidité l'appel d'un député conservateur de leur ville à changer le nom de la mosquée Saddam Hussein, qui leur a été offerte

grâce à un don de 2 millions de livres du dirigeant irakien.

Le ministre de l'Intérieur, M. Kenneth Baker, avait proclamé, le 18 janvier, le droit des musulmans à exprimer leur opposition à la guerre du Golfe s'ils le faisaient sous des formes pacifiques et légales. Le Conseil des mosquées de Bradford, la ville où l'affaire Rushdie avait commencé, avait publiquement déclaré la veille son désaccord avec l'intervention des troupes britanniques. M. Baker a également condamné l'incident perpétré quelques jours plus tôt contre une mosquée de Batteley, dans le nord de l'Angleterre. « Le gouvernement ne tolérera aucun acte de ce genre contre les citoyens qui respectent les lois de ce pays », a-t-il déclaré.

Condolences à la famille d'un soldat tué

Les dirigeants des organisations musulmanes modérées et les autorités ont fait assaut de bons procédés. Le ministre de l'Éducation a publié une circulaire invitant les enseignants à présenter les faits sans passion et à éviter tout langage pouvant paraître insultant pour les élèves musulmans s'ils avaient à parler de la guerre du Golfe. Plusieurs organisations se sont rassemblées en un « Forum musulman » qui a envoyé le 5 février une délégation, conduite par le Dr Badawi, assurer le Foreign Office de son soutien sans réserve aux résolutions des Nations unies appelant l'Irak à se retirer du Koweït. Des représentants de la communauté musulmane de Glasgow sont venus assister, il y a quelques jours, aux obsèques dans cette ville d'un des premiers soldats britanniques tués dans le Golfe et ont présenté leurs condoléances à sa famille...

Les outrances de langage du Parti islamique, une organisation créée par un Anglais converti à l'islam, M. David Piddock, sont bien isolées. Ce dernier cite des prophéties vieilles de quatorze siècles qui annoncent la défaite des alliés. Les musulmans britanniques ont, dans l'ensemble, adopté un profil bas, cherchant avant tout à ne pas se faire remarquer. Beaucoup s'inquiètent des réactions hostiles qui pourraient déclencher le début des combats au sol si les pertes britanniques sont importantes. La prudence règne. Plus de la moitié des musulmans interrogés par le quotidien populaire *The Sun* ont répondu ne pas savoir de quel camp ils soutiendraient la victoire...

DOMINIQUE DHOMBRES

Dans les milieux politiques

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : « C'est une nouvelle manœuvre (...). Il faut continuer l'action sur le plan militaire et sur le plan diplomatique en espérant que cela pourra aboutir à convaincre Saddam Hussein d'accepter les résolutions du Conseil de sécurité, en dehors desquelles il n'y a pas de voie de conciliation possible. »

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat : « Les opérations doivent continuer jusqu'à ce que Saddam Hussein manifeste par des actes sa volonté de se retirer du Koweït. La pression militaire doit continuer (...). Les Saviliéques jouent un rôle très important dans cette affaire, essaient de sauver Saddam Hussein et par la même de se réintroduire dans le processus qui suivra la cessation des hostilités au Koweït. »

M. Ladislas Poniatowski, porte-parole du PR : « C'est une manœuvre médiatique cruelle [faite pour] jouer avec les opinions publiques. [M. Mitterrand] a eu totalement raison de rejeter la proposition irakienne [en disant que] les conditions posées sont inadmissibles. »

L'Association des démocrates : « En multipliant les conditions avant d'évacuer le Koweït, Saddam Hussein ne fait qu'accroître les obstacles, bloquant ainsi tout rétablissement de la paix. La proposition irakienne est aujourd'hui un geste en trompe l'œil. »

La Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « Il n'existe plus le moindre prétexte à la guerre (...). En repoussant avec mépris l'offre irakienne, Bush confirme que le but véritable de cette guerre n'est pas l'évacuation du Koweït mais la destruction de l'Irak et l'instauration de l'ordre américain au Proche-Orient. En l'appuyant dans cette entreprise criminelle, Mitterrand rentre même son discours de l'ONU, lorsqu'il demandait simplement à Saddam Hussein de faire un geste. »

Les « reconstruc-tionnistes » communistes : « La décision de l'Irak (...) est un fait positif (...). Ne pas saisir

cette chance de paix, permettre une prolongation des opérations militaires, ouvrirait la voie à une extension du conflit. »

M. Denis Langlois, porte-parole de l'appel des 75 : « L'espérance est à nouveau ardemment d'un arrêt de cette guerre effroyable qui a déjà fait des milliers et des milliers de victimes. Il faut absolument imposer un cessez-le-feu immédiat et reprendre les négociations. »

Alternative rouge et verte : « Les justifications officielles de la guerre disparaissent. Un cessez-le-feu immédiat doit être instauré par l'ONU avec contrôle du retrait irakien (...). Le gouvernement français doit maintenant demander une réunion du Conseil de sécurité (...) et interdire toute action militaire des troupes françaises en Irak et au Koweït. »

Forum pour une paix juste au Moyen-Orient demande « instamment » à M. Mitterrand « de prendre une initiative qui tienne compte du fait nouveau contenu dans la déclaration de l'Irak et qui aboutisse à un cessez-le-feu immédiat et à l'ouverture d'une conférence internationale pour une paix juste et globale au Moyen-Orient. »

Monsieur Gaillot, évêque d'Evreux et signataire de l'appel des 75 : « C'est une porte ouverte et une chance à saisir pour arrêter la guerre et ouvrir des négociations. Une perche est tendue par l'Irak. Saisissons-la pour éviter d'écraser un peuple avant la phase terrestre qui s'annonce. Le problème n'est pas de gagner cette guerre mais de l'arrêter. »

PS : silence. - Le Parti socialiste a choisi de ne pas réagir en raison d'une « situation extrêmement évolutive ». « Nous nous exprimons quand la situation sera plus claire du côté de l'Irak », indiquait-on, vendredi soir 15 février, en PS, où l'on soulignait le « plein accord » existant avec la position exprimée par le président de la République.

EN BREF

M. Roger Hnleindre (RN) : « La trahison ». - Le Cercle national des combattants (CNC), présidé par M. Roger Hnleindre, ancien député, membre du bureau politique du Front national, a estimé, vendredi 15 février, à propos du refus des dockers marseillais CGT de charger des munitions pour le Golfe, que « le PCF refuse de jouer le rôle de la trahison ». « Lorsque l'on sait que le pouvoir socialiste a déjà dû traiter avec la CGT pour que les bateaux transportant nos troupes puissent partir, on s'aperçoit du véritable état de la France », a ajouté M. Hnleindre.

M. Pen : propagande. - M. Albert Pen, sénateur apparenté socialiste de Saint-Pierre-et-Miquelon, nous a adressé une lettre dans laquelle il se déclare « stupéfait de voir, soir après soir, nos journaux télévisés diffuser pieusement des images « censurées par les autorités irakiennes ». « Comment ne pas voir qu'il s'agit de propagande et de désinformation ? Et nos chaînes s'y prêtent comme avec ces images d'un abri (?) irakien bombardé », écrit-il avant d'ajouter : « Nos journalistes ne devraient-ils pas, au minimum, être attentifs à rappeler parallèlement, chaque fois, les hécatombes dues antérieurement à Saddam Hussein, contre les Kurdes, les Iraniens, les Koweïtiens... ? »

M. Ballardur juge « réaliste ». - M. Edouard Ballardur, ancien ministre, estime que la proposition de conférence régionale avancée par M. Chirac est « extrêmement réaliste ». « Les Etats-Unis ne veulent pas de l'ONU pour régler le problème de l'après-guerre. Les Israéliens ne veulent pas d'une conférence internationale. Les Arabes ne veulent pas d'un dialogue bilatéral entre Israël et chacun des pays arabes. La façon d'en sortir, c'est la conférence régionale », a-t-il déclaré vendredi 15 février à RTL.

Le Monde
PUBLIÉ PAR TOUS LES JOURS
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

LE MONDE
diplomatique
Février 1991

● IMPOSER UN POUVOIR FORT EN UNION SOVIÉTIQUE ? par Jean-Marie Chauvier.
- L'effondrement économique généralisé, sur fond de violentes tensions ethniques dans plusieurs Républiques et d'affirmations indépendantistes dans les pays baltes, peut conduire tout droit à l'effacement de l'URSS au chaos et à l'anarchie. D'où l'aspiration de plus en plus partagée à un pouvoir fort. Au risque, pour M. Gorbatchev, de devoir sacrifier les acquis de la perestroïka et de devenir l'otage des éléments les plus rétrogrades.

● COMMENT LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES PRÉPARENT LA SOCIÉTÉ PLURIELLE, par Jean-Pierre Aulax, Serge Halimi et Étienne Balibar.
- Dans les pays occidentaux, l'idéal d'intégration des populations immigrées a fait long feu. Réglementations et accords interétatiques en Europe, pratiques économiques aux Etats-Unis renforcent les discriminations et attisent la peur des peuples du Sud alors qu'il faudrait jeter sans attendre les fondements d'une société plurielle.

En vente chez votre marchand de journaux

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions internationales

Le conflit consacre le désengagement des Etats-Unis au Pakistan et le rapprochement entre New-Delhi et Washington

En Asie du Sud, les conséquences de la guerre du Golfe s'ajoutent à celles de la détente américano-soviétique. Celle-ci entraîne un désengagement des Etats-Unis au Pakistan, pays secouru par une vague islamique. Un rapprochement entre Washington et New-Delhi se confirme. Il va de pair avec une réévaluation des relations traditionnelles entre l'Inde et l'Union soviétique.

NEW-DELHI

de notre correspondant
en Asie du Sud

Au Pakistan, les opinions divergent sur le point de savoir si la crise actuelle représente ou non une chance pour l'avenir du pays. Aucun doute, en revanche, concernant la fin d'une certaine époque : les relations privilégiées qui existaient depuis plus de vingt ans entre Washington et Islamabad ne sont plus. Cela ne signifie pas forcément que l'aide financière américaine, suspendue depuis le 1^{er} octobre dernier, ne sera pas reprise. Mais son montant annuel, au mieux, ne dépassera guère le tiers du niveau antérieur. Sur le fond, le département d'Etat américain a souligné que le Pakistan avait perdu son importance stratégique pour les Etats-Unis.

Avec l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, le Pakistan était devenu le « porte-avion » des intérêts américains dans la région. Islamabad y trouvait doublement son compte : la « contagion communiste » sur sa frontière nord-ouest l'inquiétait tout autant que Washington, et le soutien financier américain lui permettait de moderniser son armée. Pour les généraux pakistanais obsédés par la menace indienne, c'était là une occasion historique.

Le départ de l'Armée rouge a de facto supprimé la nécessité de consentir un tel effort financier, d'autant que le Congrès américain poussait depuis longtemps à une réduction des budgets d'aide. Le

département d'Etat, de son côté, a mieux pris la mesure des évolutions régionales dans cette partie de l'Asie et du rôle prédominant de l'Inde. Enfin, Islamabad ne se comportait pas comme un allié très sûr. Sur le plan nucléaire d'abord : les Etats-Unis sont maintenant convaincus que le Pakistan poursuit ses efforts pour se doter d'un armement atomique, ce qui ne peut que provoquer une dangereuse escalade nucléaire avec l'Inde.

Au cours de l'été 1990, le risque d'un conflit indo-pakistanaïse sur la frontière du Cachemire a été réel. Washington estime que les Pakistanais ont, à cette occasion, joué avec le feu. Le soutien logistique apporté aux indépendantistes sikh du Pendjab comme à ceux du Cachemire, ne semble plus faire de doute. La production et le trafic de drogue, avec la complicité de certains chefs de l'armée, atteignent, d'autre part, des proportions considérables. Washington s'est rendu compte que son aide financière ne lui assurait aucun contrôle réel sur l'establishment militaire pakistanais.

Un révélateur de l'anti-américanisme

La crise du Golfe et la vague de solidarité islamique (le *Manat* des 29 et 30 janvier) qui l'a accompagnée ont, d'autre part, servi de révélateur à l'anti-américanisme latent qui existe au Pakistan, dont l'ampleur a été accrue par le désengagement financier américain. Depuis des années, la presse pakistanaise dénonce l'interventionnisme américain dans les affaires internes du Pakistan, du « *vice-roi* », c'est-à-dire de l'ambassadeur des Etats-Unis. Washington a, en outre, multiplié les maladresses lors de la crise du Golfe, notamment en rangeant dans le même sac le Pakistan et le Yémen, alors que le premier avait manifesté son appui à Ryad en envoyant un fort contingent de soldats en Arabie saoudite, et que le second s'était rangé dans le camp irakien.

Les partis islamiques incitent le gouvernement à revenir dans le giron diplomatique « naturel » du

Pakistan, le monde musulman. Le chef de l'armée, le général Aslam Beg, qui incarne l'autorité suprême dans un pays profondément militariste, se fait l'écho de ce sentiment populaire et prône de nouvelles alliances avec les pays islamiques, notamment l'Iran. Islamabad ne veut plus « médier » l'aide occidentale, et le discours officiel, sans doute peu réaliste, porte sur l'indépendance politique et économique. Un tel repli sur soi présente des risques : la situation économique du Pakistan est critique. Il n'est pas exclu que le désengagement américain ait des conséquences sur l'attitude d'autres bailleurs de fonds, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Les réactions de l'Inde aux évolutions diplomatiques de son voisin sont mitigées. Sur un plan purement militaire, le désengagement américain ne peut que satisfaire New-Delhi. Mais l'Inde ne souhaite pas pour autant assister à une disparition de l'influence américaine au Pakistan, dans la mesure où celle-ci peut encore avoir un rôle modérateur sur le gouvernement d'Islamabad, s'agissant notamment des facteurs de tension bilatéraux que sont les crises du Cachemire et du Pendjab. La montée du fondamentalisme musulman, qui a toujours inquiété les Indes (la minorité musulmane représente 12,5 % de la population indienne), accroît, d'autre part, l'instabilité de toute la région.

Contagion islamique

L'Inde et les Etats-Unis ont donc des intérêts communs pour faire barrage à la « contagion » islamique. Le rapprochement entre New-Delhi et Washington s'est récemment manifesté avec l'autorisation accordée aux avions américains en route vers le golfe Arabo-Persique, de se ravitailler en carburant en Inde. Cet épisode a déchaîné une intense polémique : la classe politique dénonce une « dérive » « pro-américaine » du gouvernement, c'est-à-dire une remise en cause de la position neutraliste de l'Inde dans le conflit du Golfe,

alors même que l'Irak est, traditionnellement, un « pays ami ». Cette décision s'inscrit pourtant dans la logique de l'évaluation des relations indo-américaines.

Washington, aujourd'hui, ne considère plus l'Inde comme un « satellite » de l'URSS. « Les Américains ne regardent plus l'Inde à travers les verres fumés de la guerre froide », résume M. Jagjit Singh, directeur de l'Institut de défense de New-Delhi. Depuis le début des années 80 et le « rapprochement » entre Indira Gandhi et Ronald Reagan, la bonne volonté américaine s'est manifestée à plusieurs reprises. Washington a accepté que New-Delhi joue le rôle de médiateur au Sri-Lanka et aux Maldives ; les Etats-Unis ont soutenu l'idée d'un référendum au Cachemire, pourtant défendue par le Pakistan.

Effacement de l'Union soviétique

Plus récemment, la rapidité avec laquelle New-Delhi a pu obtenir, le 19 janvier dernier, un prêt du FMI d'un montant de 1,8 milliard de dollars n'est pas sans rapport avec cette « nouvelle doxologie » indo-américaine. Les Etats-Unis ont, en outre, donné leur accord de principe à la livraison d'un second super-ordinateur Cray, destiné à l'Institut des sciences de Bangalore. Le fait que cet ordinateur puisse éventuellement être utilisé dans le domaine militaire donne toute la mesure du changement intervenu dans les relations entre les deux pays. Une coopération militaire est déjà engagée avec la participation américaine dans la construction du futur avion de combat (LCA) indien.

Cette coopération va sans aucun doute se développer dans les prochaines années. Partenaire commercial et premier fournisseur en Inde, les Etats-Unis estiment que le tournant pragmatique pris à New-Delhi est probablement irréversible : pour avoir les moyens de ses ambitions de développement, l'Inde a besoin de la technologie occidentale. L'Union soviétique, l'allié historique de New-Delhi, victime de soubresauts politiques

et économiques, n'est plus en position de s'y opposer. Officiellement, les Soviétiques ne voient « aucun inconvénient » à l'amélioration des relations indo-américaines et dans le fait que les Américains « découvrent » l'importance régionale de l'Inde.

Les diplomates soviétiques se déclarent convaincus que les liens entre l'Inde et l'URSS sont « un facteur constant et stable » qui repose sur des relations « spéciales ». En réalité, celles-ci sont ébranlées. La guerre du Golfe et les réajustements diplomatiques qu'elle entraîne se greffent, en effet, sur une remise en cause plus profonde, à la fois dans les domaines politique et économique, des relations indo-soviétiques. Les Indiens n'étaient pas préparés à la fin de la guerre froide, qui les force à remettre en cause leur vision des relations internationales. La diplomatie indienne, pratiquement depuis l'époque de Nehru, s'était habituée à quelques idées dominantes, comme la confrontation Est-Ouest, le dialogue Nord-Sud, le non-alignement, la cause palestinienne, etc.

La disparition des blocs, au moins sur le plan politique, brouille cette grille de lecture. Le camp socialiste n'existe plus, et le non-alignement, ou le voit dans la crise du Golfe, est devenu inopérant, voire incohérent. Sur le plan des évolutions internes de l'Union soviétique, c'est pire : le fait que l'URSS recherche des alliés à l'Ouest et fasse l'approvisionnement de la démocratie disorientée bon nombre de responsables indiens, pour qui les options de « perestroïka » et de « glasnost » sont encore plus inacceptables. Les relations traditionnelles entre Moscou et New-Delhi reposaient largement sur des considérations d'ordre idéologique, qui sont aujourd'hui caduques.

Dans le domaine économique, l'« amitié » entre les deux pays nécessite une remise à jour. L'URSS se dirige vers une économie de marché, et New-Delhi souhaite instaurer des relations économiques plus équilibrées. L'Inde voudrait obtenir une révision des accords de change régissant le taux

entre la roupie et le rouble et qui, estime-t-elle, sont en sa défaveur. L'Union soviétique, de plus, a un urgent besoin de devises étrangères. Elle se montre donc de plus en plus exigeante vis-à-vis de l'Inde (notamment s'agissant des livraisons de matériels militaires) qui, jusque-là, payait une grande partie de ses importations en roupies.

L'ouverture des deux pays vers les économies occidentales vient en outre bousculer la notion de « marché captif », qui permettait à l'Inde d'écouler sa Union soviétique (et vice-versa) une partie des produits de qualité inférieure qu'elle ne pouvait pas exporter vers des marchés plus « sophistiqués ». Les industriels indiens se plaignent aussi de la profonde désorganisation des circuits de distribution en URSS, et les Soviétiques soulignent l'instabilité politique qui règne en Inde depuis un an et demi. Enfin, sur le plan diplomatique, la déception de l'Inde rejoint celle de nombreux pays du tiers-monde, pour qui l'URSS a abdiqué ses responsabilités en se refusant à intervenir dans la guerre du Golfe.

Les diplomates indiens s'intéressent tout spécialement à la similitude existant entre le traité d'amitié et de coopération entre l'URSS et l'Irak, et leur propre traité avec Moscou, qui remonte à 1971. Celui-ci arrive à échéance au août prochain, mais sera prorogé de cinq années. Il prévoit notamment que si l'un des deux partenaires est agressé par un pays tiers, les deux signataires ouvriront « immédiatement des consultations mutuelles dans le but d'établir une telle menace et de prendre les mesures effectives appropriées pour assurer la paix et la sécurité de leurs pays ». Le traité entre Bagdad et Moscou prévoyait une disposition à peu près identique. A New-Delhi, certains diplomates, tout ce ne doutant pas de l'« indéfectible amitié » indo-soviétique, s'interrogent sur la signification, désormais, d'une telle clause.

LAURENT ZECCHINI

Les Japonais demeurent allergiques au recours à la force

Tokyo va tailler dans son budget militaire TOKYO

de notre correspondant

Une cinquantaine de personnes de Kita Kyushu, ville industrielle de l'île méridionale du Japon, ont entamé une procédure légale contre l'Etat : elles estiment anticonstitutionnelle la décision du gouvernement de fournir une aide de 9 milliards de dollars à la force multinationale et d'envoyer des appareils militaires au Proche-Orient. Depuis que le gouvernement a pris ces initiatives les mouvements de protestation se sont multipliés.

TOKYO

de notre correspondant

Bien que de faible ampleur, et souvent non rapportées par la presse, les manifestations « sit-in » dans des quartiers animés, « chaîne humaine » autour de la Diète - n'en sont pas moins presque quotidiennes. Même d'anciens membres des forces d'auto-défense (armée japonaise) ont manifesté devant le siège de l'Etat-major.

Ces mouvements de protestation, auxquels participent beaucoup de femmes, dénotent un état d'esprit anti-guerre, un consensus pacifique, que l'on avait pu croire périmés après les grandes luttes de 1960 contre le

renouvellement du traité de sécurité nippo-américain, puis contre la guerre du Vietnam.

Il est toujours délicat de généraliser un état d'esprit. Les Japonais sont-ils aujourd'hui des « pacifistes » dans l'âme ? Ils ne le sont sans doute ni plus ni moins que n'importe quel peuple dans des circonstances données. Il existe cependant chez eux des signes d'une allergie évidente au recours à la force dans le règlement des différends internationaux.

Certains hommes politiques appellent le pays à se dégarer de sa « léthargie pacifique », mais la presse reste divisée sur la contribution japonaise à la guerre du Golfe. Et bien que l'activisme pacifiste soit moins militant que par le passé, la résistance à une quelconque participation à ce conflit est plus forte qu'on ne pouvait le croire, estime M. Yoshikazu Sakamoto, professeur honoraire de sciences politiques à l'université de Tokyo.

Les sondages tendent à confirmer l'impression retirée de conversations privées : les Japonais sont concernés par cette guerre mais, pour certains, ils la désapprouvent et, lorsque ce n'est pas le cas, ils sont hostiles à une intervention de leur pays (1).

Le pacifisme japonais a un double visage : un pacifisme d'Etat, officialisé par l'article 9 de la Constitution

de 1947, qui stipule que « le peuple japonais renonce pour toujours à la guerre en tant que droit souverain de l'Etat et à la menace, ou à l'emploi, de la force comme instrument pour résoudre les différends internationaux », et un pacifisme populaire, aujourd'hui moins virulent mais non moins enraciné et diffus.

Le premier est ambigu et maiputé. Il a certes été imposé par l'occupant américain, mais il n'en était pas moins, à l'époque, le reflet d'une aspiration populaire. C'est, au demeurant, ce même occupant américain qui, au début de la guerre froide, cherchant à faire du Japon la clé de sa stratégie en Asie, contraignit Tokyo à réarmer. Ce pacifisme d'Etat est aujourd'hui un pacifisme de compromis, qui accorde la soumission aux dictats américains et l'opportunisme de dirigeants conscients de l'avantage que le Japon d'être déchargé d'un effort défensif à la mesure de sa puissance économique.

Résultat de ce pragmatisme : le Japon a la septième armée du monde et le troisième budget de défense. La doctrine du pacifisme officiel repose sur un refus de la guerre mais n'exclut pas le droit à la défense devant une menace, ce qui légitime une politique militaire vigoureuse.

Le pacifisme populaire paraît à la fois plus idéaliste et plus constaté. Comme le montre la vague anti-guerre actuelle, il est en outre plus spontané qu'organisé. Il bérne d'une longue tradition, nourrie par une littérature aussi prolifique qu'aux Etats-Unis et en Europe : du « pacifisme universel » du penseur néo-confucéen Shooki Ando (dix-huitième siècle) à celui, passionné d'Akiro Yosano (1872-1942), femme-poète, auteur du célèbre poème *Mon frère, n'offre pas la vie*, écrit à la veille de la guerre russo-japonaise de 1904, en passant par les objections de conscience protestantes de la ville de Kumamoto du début de ce siècle, la préoccupation est évidente.

Profondément influencé par le christianisme et la pensée socialiste, ce pacifisme ne suit cependant pas se muer en résistance active et fut bryé par la machine militariste et la ferveur expansionniste. Mais il allait

renaitre sous la forme d'une immense vague populaire au lendemain de la défaite. Le pacifisme fut le plus important mouvement de masse qui eut connu le Japon depuis 1945. « *Jamaï plus* », le slogan qui présida à la création d'Israël, fut à la même époque le mot d'ordre des pacifistes au Japon.

Les borborens de la guerre (trois millions de morts), la lutte d'entretien par le culte d'Hiroshima et le sentiment que la nation avait été kidnappée par les militaires, nourrissant un pacifisme populaire insouciant. Ce phénomène diffus et émotionnel se mue en activisme militant à la suite des expériences américaines de la bombe à hydrogène sur l'île de Bikini (1954), qui entraînent la mort de pêcheurs japonais. Ce sont les femmes qui lancèrent le mouvement antinucléaire et dressèrent le fer de lance du plus puissant courant du pacifisme nippon.

Une autre expression du pacifisme apparaît au début des années 60, qui rassemble dans une même revendication neutraliste des transfuges du PCJ, des intellectuels qui militaient déjà contre la guerre de Corée, une partie de la classe ouvrière et la Ligue anti-guerre du puissant mouvement étudiant (*Zengakuren*).

Un militantisme associatif

Les immenses manifestations qui marquent la lutte contre le traité de sécurité (*Amip*) en 1960 témoignent de la vigueur de cette opposition populaire. Des « mouvements de citoyens », indépendants des partis, se constituent et sont à la base de la grande action de masse du milieu de la décennie en faveur de la paix au Vietnam (*Beihoren*). Par la suite, le mouvement pacifiste oippon se fragmente. Beaucoup de ses militants, et notamment les femmes, se tournent vers la lutte écologique.

Ce mouvement militant associatif, qui se manifeste sur le terrain des luttes pacifistes contre les centrales nucléaires ou en faveur de la protection de l'environnement, s'affirme comme une force autonome des partis. Sa faiblesse tient au caractère

fragmenté des luttes : il n'existe aucun équivalent d'un parti des Verts. Le mouvement écologique témoigne néanmoins d'une démocratie directe qui entretient une conscience politique élevée dans les communautés, estime M. Sakamoto.

Ceux qui, aujourd'hui, sont hostiles à un engagement du Japon dans le conflit du Golfe sont les héritiers de cette tradition pacifiste-écologiste. Ils sont rejoints par une partie de la jeune génération. Mais celle-ci, peu politisée, indécise et partagée, compte dans ses rangs plus de partisans d'un engagement du Japon que la génération précédente.

Pour la masse de la population, le rita de la guerre correspond sans doute à cette inertie à laquelle l'ont habituée quarante ans d'une politique sans autre ambition que la réussite économique. Pour ceux qui ont été éduqués dans la mémoire de la guerre, le passé pèse dans cette retenue. Les autres - la majorité aujourd'hui - aspirent finalement comme les Allemands à un sort de bonheurs et se désintéressent de ce qui pourrait remettre en jeu le bien-être acquis.

Il existe enfin, latente, une méfiance diffuse à l'égard d'une armée pourtant discrète (on ne voit pratiquement jamais de soldats en uniforme en ville) et qui reste malaimée. Entamer un peu plus les principes de la Constitution, perçue comme un vintage, est ressenti par beaucoup comme un risque pour l'avenir. En toile de fond, c'est la question de la confiance que les Japonais accordent à leurs dirigeants qui est posée.

PHILIPPE PONS

(1) Selon un sondage du quotidien économique *Nihon Keizai*, publié le 2 février, 39,9 % des Japonais approuvent l'emploi de la force contre l'Irak et 47,2 % y sont hostiles. Si 33,3 % jugent acceptable la contribution japonaise, 36,7 % la trouvent excessive et 17,6 % s'y opposent. Quant à l'envoi d'appareils militaires japonais dans le Golfe, 47,8 % y sont hostiles. Selon un autre sondage, réalisé le 5 février par l'*Asahi*, 44 % des Japonais s'opposent au plan d'aide et 55 % à l'envoi d'appareils militaires (62 % dans le cas des femmes).

Selon le « New York Times » M. Gorbatchev serait opposé à une offensive terrestre avant la fin de ses entretiens avec M. Tarek Aziz

Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a demandé aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France de ne pas lancer d'offensive terrestre avant la fin de ses entretiens avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, écrit samedi 16 février le *New York Times*.

Citant des responsables du gouvernement américain, le journal

ajoute que les Etats-Unis ont accepté la demande de M. Gorbatchev. Selon le *New York Times*, M. Gorbatchev a formulé cette demande dans une lettre adressée à chacun des trois gouvernements, avant l'annonce vendredi par l'Irak qu'il pourrait, sous conditions, accepter de se retirer du Koweït. M. Tarek Aziz est attendu dimanche à Moscou. - (AFP)

LA GUERRE DU GOLFE

La drôle de France

Suite de la première page

A Brucy-Allichamps, on le devine, les volets clos. Au petit matin, à l'heure du coq, c'est le bourdonnement d'une radio qui énonce les nouvelles de la nuit : un missile Scud sur Israël, ou autre sur Ryd, les Petriots font boocoo garde. En fin de matinée, à l'heure du déjeuner, c'est le quotidien des avions français et le communiqué « mission accomplie, appareils indemnes » est répété comme une rengaine rassurante. En début de soirée, arrive l'heure de la soupe et du journal télévisé, avec les ravages sans images et les généraux de salon.

On s'habitue à tout, au froid et à la guerre, philosophe un sage local. Car, entre ces rendez-vous à heures fixes, la vie a suivi son cours et le tierré a rapporté 13 362 francs dans l'ordre. Tout juste a-t-on entendu un commerçant goguenard lancer à ses clients un basol « Faut bien rigoler ! Sur-tout en ce moment ! ». Et si la soirée tombola organisée par les sportifs du village n'a pas tout à fait connu le succès espéré, ce n'est pas en raison des risques d'attentats mais bien à cause des bataillons blancs de ce foutu général hiver.

Une affaire de communauté...

La France en guerre réserve parfois des surprises déconcertantes. Ainsi, dans la banlieue lyonnaise, est épicuriste de l'« infidèle » des ZUP, on croit surprendre une tension entre les communautés. Et voilà qu'au stade de Villeurbanne, coincé entre le Rhône et un cimetière, à portée de ballon de Vaulx-en-Velin, l'équipe juive du Maccabi Lyonnais-Villeurbanne savoure son jour de gloire dans une ambiance de kermesse. Les femmes ont préparé des pâtisseries et deux mille spectateurs se sont défilés pour un match contre les professionnels d'Anancy, ce coope de France. Huit divisions et quelques milliers séparent les deux formations.

Dans les rangs du Maccabi, aux côtés des Dahab, Benichou et Cohen, évoluent des Camerounais, un Réunionnais et surtout un Tunisien, l'attaquant Lotfi Jeridi. Dans les tribunes, des jeunes coiffés de la kippa côtoient des beurs des cités voisines. Le président de l'AS Algérienne, autre club du quartier, est également présent. Jo Benamou, son homologue du Maccabi, peut assurer : « À l'exception de Saddam Hussein, tous les Israéliens seraient les bienvenus dans mon équipe ! ».

A Marseille aussi, la guerre est une affaire de communauté. Placardée sur tous les kiosques à journaux, la « une » du *Nouvel Observateur* s'empresse d'ailleurs de le rappeler : « Et si le Maghreb bascule... ». Cette hypothèse précoce, une « météo » préconise que l'été sera crispé et soucieux. Derrière les vitres embuées d'un bar-restaurant du quartier de la Porte d'Aix, les vieux, les sages, évoquent le sujet à voix basse, par groupes de trois ou quatre, devant un thé à la menthe.

A 20 h, le murmure s'estompe. Le pétro monte le son du poste de télévision. Rendez-vous quotidien avec les nouvelles des fronts, celui du Koweït et les autres, à Tunis, Rabat ou Alger : un Scud sur Israël, indifférence dans les rangs ; les pas incertains du ballet diplomatique, scepticisme ; des masques de Saddam au carnaval de Rio, quelques sourires... La salle est attentive mais guère bavard. Les questions ricochent sur des rictus malicieux, se perdent dans des regards sombres. Pourtant, le conflit est bien là, à fleur de peau, à fleur d'âme, avec ses drames de conscience, ses ambiguïtés, ses silences. A l'écoute d'un commentateur trop pressé, un jeune homme lance simplement : « Vous, les journalistes, vous parlez déjà de l'après-Golfe pour faire oublier les massacres ».

Le Clemenceau en rade d'attente

Oublier la guerre ? Mais la voilà qui rôde déjà à soixante kilomètres de là, dans les ruelles du port de Toulon, sorte de cour des miracles de la flotte française. Le front est loin mais son spectre plane, avec ses promesses d'héroïsme rabâchées jusqu'à plus soif dans les bouges à bidasses. Le Clemenceau mouille en rade d'attente et les metelots jouent les fiers-à-bras devant les filles sans joie. En bout de zinc, sous les sautillots cachemire, la main d'écurie maquée, tous les bars éberlebot des « hôtes », des confidentes à trois sous pour les gamins en partance. Les chansons à boire, étonnées sans conviction, n'arrivent pas à masquer la trouille qui les roge.

Au Rancho, un drapeau américain trône au-dessus du comptoir. Des « marins » de passage ont épinglé quelques billets de 1 dollar et des messages personnels : « J'aime Susan », « J'enc... Saddam ».

La Côte d'Azur est moins crue mais tout aussi inquiète. Les marchands d'armes ont cessé d'être dévolés. La phobie des missiles irakiens sur Antibes et Juan-les-Pins s'est évaporée. A la paranoïa du 17 janvier a succédé un malaise diffus mais tenace. Les grandes surfaces n'ont pas récupéré tous leurs habitués du samedi après-midi et Thomson a renoncé à son cocktail du Nouvel An. « C'est une des rares sociétés qui envoient encore ses cadres en déplacement », rappelle *Nice-Matin*. Le quotidien régional évoque, par ailleurs, une lettre du sénateur Pierre Laffitte à M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, réclamant la création d'une cellule de crise autour du préfet des Alpes-Maritimes : « Depuis le 15 janvier, des milliers d'entreprises de ce secteur constatent une baisse de 40 % à 50 % ».

Nice en guerre, Nice désert. La promenade des Anglais pleure son carnavall anoué, regrette ses princes du pétrole et ses nababs de l'Ohio. Au bar de l'hôtel Negresco, le pianiste joue une rumba pour une emousseuse inconsolable, les feutiles de velours se languissent, les cuivres brillent à perte. A casino Ruhl, les croupiers perdent la boule et les serveurs se tournent les pouces. Fêtes d'Américains et de Japonais, ils se contentent de quelques Italiens et de vieilles dames fortunées. « C'est l'opération roulette du désert », ironise un serveur. Face à la mer, l'agence de la Kuwait Airways est ouverte mais les clients ne se bousculent pas, même pour se procurer le bulletin *Koweït libre*.

Vigilante à la communale

Les villages de l'arrière-pays sont moins sensibles aux inquiétudes des touristes et des retraités. Certes, à Saint-Paul-de-Vence, les Américains se font rares et la police municipale n'est pas débordée par les admirateurs d'Yves Montand venus traquer leur

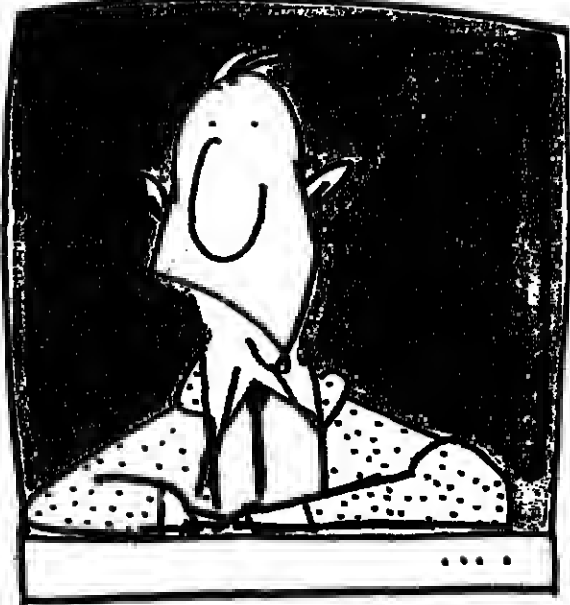
« Papet » entre les platanes de la place de Gaulle. Bien sûr, on parle encore, des quelques familles maghrébines rentrées au pays ou de ces « gens du voyage » que l'on a vu filer vers les Alpes dès la première bombe. Mais l'effet de surprise est passé. La guerre est entrée dans les mœurs.

Le gardien de l'école communale applique les consignes du plan Vigipirate. Il surveille les allées et venues devant une grille d'entrée bouclée à double tour en son absence. En classe, le sujet est par-

la garde. A l'étage, les bagages sont passés aux rayons X. Plus loin, c'est un contrôle d'identité. Sur la piste, avant l'embarquement, chaque passager doit reconnaître ses bagages. Tous s'y prêtent sans rechigner. Le conflit a eu raison des râleurs.

A Bordeaux, dans l'attente de l'offensive terrestre, de la « vraie guerre », la crise du club de foot concurrence celle du Golfe. A Agen, c'est celle du rugby qui passionne les foules. Le journal local, le *Petit Bleu de Lot-et-Garonne*

...ET MAINTENANT, PEUT-ÊTRE LES DERNIERS CONSEILS DE « BISON FUTE »



fois évoqué, mais il a fallu attendre trois semaines pour qu'un gamin de sept ans sorte de son cartable un dessin représentant des chars et des hélicoptères. Là aussi, comme partout, le Golfe est présent et absent à la fois.

Féodalité il doit quitter le Sud-Est pour échapper à ce jeu d'ombres entre la France et sa guerre ? A l'aéroport Nice-Côte d'Azur, tout est calme, mais plusieurs barages guettent le fuyard en partance pour Bordeaux. Devant l'arrogance, un estafette de CRS monte

augmente plus ses ventes (13 000 exemplaires par jour) avec Albert Ferrasse qu'avec Saddam Hussein, mais il a tout de même sorti une édition spéciale le 16 janvier et consacré encore deux pages quotidiennes au conflit. « Les gens s'y intéressent mais la période de surchauffe est passée », estime un journaliste avant d'ajouter : « Cette crise n'a pas occulté les problèmes de la région : l'avenir des agriculteurs, les conflits sociaux, les projets immobiliers... ».

Le portrait du Général et l'appel aux dons

Là encore, la France des braves gens s'est donc habituée au plus grave en craignant le pire. Ce qui ne l'empêche pas de se démenner. Au siège du RPR, dans un petit immeuble du centre-ville, les militants ont annulé leur soirée dansante et viennent de créer un comité de soutien aux soldats « aux arrière-pensées politiques ». Appel au peuple, appel aux dons. « Pour que nos gars n'aient plus l'impression de se battre pour du fic mais pour le drapeau », précise M. Yves Laffitte, sympathisant depuis toujours et militant depuis 1988. Les paquets s'amoncellent sur une table, face au portrait du général : tablettes de chocolat, spaghetti, lait coco, confiture de fraise... Le téléphone sonne. Une vieille dame s'inquiète : « Des prêtres, vous pensez que ça leur ferait plaisir, des prêtres ? ».

Retour à Paris, capitale où peu désestiment mais pas franchement désespérée, privée de poubelles dans le métro et de consignes automatiques dans les gares. Les bateaux-mouches filent sur la Seine à moitié vides. Les galeries marchandes des Champs-Élysées n'accueillent plus que des ombres pressées. Les vendeuses des grands magasins sont plus nombreuses que leurs clients. Place du Tertre, les croqueuses de Montmartre ont rangé leurs crayons à caricature express. Un fûtiste joue pour des pigeons frigorifiés. La fuite à l'hiver ? Nul ne sait trop. Drôle de France qu'une France en guerre.

PHILIPPE BROUSSARD

Six manifestants pacifistes condamnés pour coups à agents. Six participants à la manifestation pacifiste du 12 janvier, (*le Monde* du 15 janvier), poursuivis pour coups à agents, ont été condamnés, vendredi 15 février, par le tribunal correctionnel de Paris : Océard Guio, quarante-deux ans, à quinze jours de prison ferme et 2 000 francs d'amende; David Pussac, vingt-deux ans, Frédéric Pelletier, vingt ans, Stéphane Revelant, vingt et un ans, Philippe Chompin, vingt et un ans à 2 000 francs d'amende; Laurent Rean-Coeto, vingt-deux ans, à 1 000 francs. Ils avaient été accusés d'avoir jeté des bouteilles de bière sur les policiers lors de la dispersion du cortège.

AMÉRIQUES

BRÉSIL : un nouveau style de marketing politique

Les tee-shirts du président

BRASILIA
de notre correspondant

Le président brésilien Fernando Collor da Mello n'aime pas les tristes dimanches. Pendant sa campagne électorale, et lors de son arrivée au pouvoir, il a multiplié les pousées sportives, passant de l'ULM aux voitures de sport, d'un avion de chasse au monoski, au grand dam d'un entourage quelque peu effrayé par le boulimique passion du président pour les sports dangereux. Cette époque n'est pas complètement révolue, mais le chef de l'Etat a trouvé dans le tee-shirt une nouvelle et inépuisable source d'exploits médiatiques.

Tout a commencé fort banalement un dimanche d'avril, lorsqu'il a souhaité apporter son soutien à la lutte contre les stupéfiants en revêtant, pour son désormais classique footing dominical, une chemise à barreaux d'un « Hâte à la drogue ! ». Ladite chemise, remise dédiée en fin de course aux membres d'une association présente, a été trouvée reproduite en bonne place dans les journaux du lendemain, ovent d'être, depuis, plusieurs fois vendue aux enchères.

Cette première réussite a été bientôt suivie par une campagne écologique : « Non à la pollution ! », « Les baleines sont la vie de la mer », reprises avec beaucoup de succès à l'étranger. Les équipes de télévision brésiliennes ont découvert, ravies, qu'à New-York - à l'occasion de l'ouverture de la session des Nations unies - et au Japon, les tee-shirts ne faisaient pas relâche et

affichaient - dans les deux cas - deno la lengou du paye - un « Vert, Je t'aime vivant » sur fond d'arbre du plus bel effet.

« Politique de la chemise »

Les langues étrangères ont aussi eu droit de cité au Brésil : en tchèque - « L'amour et la vérité doivent prévaloir » -, en arabe - « Paix » - et jusqu'aux citations latines - « Ad augusta per angustia ».

Cette « politique de la chemise » donne parfois des sueurs froides aux agences de publicité de Brasilia, qui doivent réaliser le nouveau message en un temps record. D'autant que ces derniers suivent de très près l'actualité.

Profitant de l'eubaine, certains particuliers tentent d'acquiescer à la lutte contre les stupéfiants en revêtant, pour son désormais classique footing dominical, une chemise à barreaux d'un « Hâte à la drogue ! ». Ladite chemise, remise dédiée en fin de course aux membres d'une association présente, a été trouvée reproduite en bonne place dans les journaux du lendemain, ovent d'être, depuis, plusieurs fois vendue aux enchères.

Cette première réussite a été bientôt suivie par une campagne écologique : « Non à la pollution ! », « Les baleines sont la vie de la mer », reprises avec beaucoup de succès à l'étranger. Les équipes de télévision brésiliennes ont découvert, ravies, qu'à New-York - à l'occasion de l'ouverture de la session des Nations unies - et au Japon, les tee-shirts ne faisaient pas relâche et

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Etats-Unis

Mort de John McCone, ancien directeur de la CIA

John McCone, l'ancien directeur de la CIA au début des années 60, est mort jeudi 14 février, d'une crise cardiaque, à son domicile de Pebble-Beach, en Californie. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

Nommé à la tête des services de renseignement américains par le président John Kennedy en 1961, il était resté à son poste jusqu'en 1965, date à laquelle il avait rejoint le secteur privé. M. McCone avait succédé à M. Allen Dulles en 1961 après le désastre de la tentative de débarquement de la baie des cochons à Cuba. Ce businessman californien aux cheveux argentés surnommé « M. Milliard », était le troisième membre du Parti républicain appelé à remplir de hautes fonc-

tions au sein de l'administration démocrate du président Kennedy. Après avoir débuté comme membre de la commission du département de la défense spécialisée dans les problèmes de l'armée de l'air, John McCone, parvenu à la tête de la CIA, utilisait, disaient ses détracteurs, les négociations sur d'éventuels contrôles des armements avec l'URSS comme un moyen de « légaliser l'espionnage ». Après avoir quitté le vie publique, John McCone était entré en 1966 au service du puissant groupe ITT (International Telegraph and Telephone) : il avait été soupçonné d'avoir voulu empêcher l'accession au pouvoir du socialiste Salvador Allende ou Chili en octobre 1970.

PÉROU

Un avocat, M. Carlos Torres, est nommé premier ministre

Le président péruvien Alberto Fujimori a nommé, vendredi 15 février, le ministre sortant du travail Carlos Torres y Torres Lara au poste de premier ministre, à la place de Juan Carlos Hurtado Miller, démissionnaire.

Le nouveau premier ministre a aussi le portefeuille des affaires étrangères, qui était détenu dans le précédent cabinet par l'amiral Raul Sanchez Sotomayor, a annoncé la présidence. Juan Carlos Hurtado Miller et son cabinet ont démissionné jeudi à la suite de différends, au sein du gouvernement, sur la politique économique de ce pays en proie à une inflation galopante.

Carlos Torres est un avocat. Pendant son passage au ministère du travail, il a eu des relations orageuses avec les syndicats. - (AFP)

Des sœurs, des frères

Les méconnus du roman familial.

Un ouvrage collectif des éditions Autrement 192 p. 89 F. En librairie.

autrement

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : l'arrêt de la lutte armée

L'ANC et le gouvernement confirment leur accord

Le Congrès national africain (ANC) et le gouvernement ont rendu public, dans la soirée du vendredi 15 février, les résultats de leur rencontre-mémoire de mardi (la *Monde* du 14 février), dans des déclarations émissives mais séparées. Les deux parties se sont accordées sur la signification à donner au paragraphe 3 des accords de Pretoria, signés le 6 août 1990. Ce passage concernait l'arrêt de la lutte armée par l'ANC et de toutes les activités qu'il s'y rapportent.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Au départ, le texte prévoyait qu'un groupe de travail, spécialement constitué, résoudrait tous les problèmes avant le 15 septembre. Il n'en fut rien. Au fil des mois, le fossé s'est creusé, de se creuser. D'un côté, le gouvernement estimait inadmissible que l'ANC continue d'entraîner des cadres pour sa branche armée, d'entretenir des caches d'armes à l'intérieur du pays, et même d'organiser des manifestations de masses. De l'autre, l'ANC soulignait qu'il avait « suspendu » mais non « abandonné » la lutte armée, que les actions de masses constituaient un pilier de sa stratégie politique, et dénonçait le harcèlement policier à l'encontre de ses militants.

L'accord de vendredi constitue donc un tournant important, puis-

que l'ANC confirme, sans ambiguïté cette fois, s'être engagé à suspendre toute action armée, à stopper l'infiltration d'hommes et de matériel à l'intérieur du pays, à ne créer aucune structure militaire clandestine et à cesser tout entraînement de ses militants en Afrique du Sud. Le responsable de la communication, M. Pallo Jordan, a toutefois précisé que la formation des cadres de la branche armée continuerait à l'étranger, dans le but de « transformer ce mouvement de guerilla en armée traditionnelle ».

« Stimuler le processus de négociations »

En contrepartie, le gouvernement a admis que les manifestations de masse seraient désormais considérées comme des actions politiques, a déclaré M. Jordan. Selon lui, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les forces de sécurité et les unités anti-émeutes restent fidèles à l'esprit de l'accord et cessent de harceler les militants de l'ANC et les membres de la branche armée. Dans son communiqué, l'ANC annonce qu'un comité de liaison spécial sera créé avec le gouvernement, pour résoudre les problèmes qui pourraient survenir.

Pour sa part, le président Frederik de Klerk a estimé que cet accord était « un stimulant pour le processus de négociations en cours » et devrait permettre d'« avancer rapidement » au stade de négociations multipartites. Le chef de l'Etat pense également qu'il s'agit d'un cadre à l'intérieur duquel l'ANC pourra démontrer « sa

volonté de travailler à une solution négociée pacifique ». Enfin, M. De Klerk considère que le gouvernement peut maintenant traiter de manière plus précise les questions du retour des exilés et de la libération des prisonniers politiques. Le chef de l'Etat a cependant tenu à rappeler que « cet accord n'est, en aucune manière, en conflit avec l'application de la loi ».

An cours d'une autre conférence de presse, organisée à Pretoria, à la même heure que celle de l'ANC, le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee, a indiqué que le gouvernement était décidé à accélérer l'amnistie des prisonniers politiques et des exilés. Le ministre a révélé, qu'en liaison avec l'ANC, il cherchait une formule pour permettre le retour d'exilés formés militairement mais qui n'avaient pas été en activité depuis longtemps. Cela résoudrait 80 % des cas, a-t-il estimé. Selon M. Coetsee, tout pourrait être terminé avant la date butoir du 30 avril, définie par l'accord de Pretoria, à condition que l'ANC accepte de coopérer avec le gouvernement.

M. Coetsee a indiqué que 262 prisonniers avaient été libérés depuis le 1^{er} février 1990, que 7 détenus du pénitencier de Robben Island seraient élargis dans les prochains jours, et que 760 dossiers de demande de libération étaient instruits. Le ministre a souligné que 2 092 exilés, qui avaient quitté le pays illégalement, ont déjà été amnistiés, ainsi que des dizaines de milliers de personnes qui avaient milité au sein d'organisations clandestines. M. Coetsee a précisé que ses services ont reçu, jusqu'à présent, que 3 500 dossiers de demande d'amnistie. Le ministre de la justice a confirmé que le gouvernement discutait toujours avec le Haut commissariat pour les réfugiés auprès des Nations unies (HCR), afin de voir de quelle manière l'organisation internationale pourrait être associée au retour des exilés. Avant son départ d'Afrique du Sud, une délégation du HCR a exprimé sa « volonté de participer au rapatriement des réfugiés sud-africains ». Il s'agit d'« une énorme et très complexe opération, dans laquelle le facteur temps est essentiel », a estimé le chef de la délégation, précisant que le HCR poursuivait le dialogue avec le gouvernement et l'ANC.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ TCHAD : cinq morts et vingt cinq blessés. — Cinq personnes ont été tuées et vingt-cinq autres blessées, lors de l'intervention des forces de l'ordre, jeudi 14 février, contre les étudiants grévistes de l'université de Ndjamena, qui rapportent des morts, vendredi. Le bilan gouvernemental est de un mort et quatorze blessés (la *Monde* du 16 février). Tous les établissements scolaires et universitaires de la capitale restèrent fermés jusqu'au 19 février, ont annoncé les autorités. — (Reuters)

□ CAMEROUN : légalisation de deux partis politiques. — Le ministre camerounais de l'Administration territoriale a annoncé, mercredi 13 février, que deux partis politiques, celui de la Démocratie intégrale au Cameroun (DIC) et l'Union du peuple camerounais (UPC), avaient été légalisés. En application de la loi du 29 décembre 1990, la reconnaissance de ces partis « prouve que l'ouverture démocratique décidée par le président Paul Biya devient une réalité », conclut le communiqué du ministre. — (AP)

□ L'explosion d'un camion rempli de dynamite, a annoncé la police. Le camion, qui avait embarqué son chargement dans l'île de Phuket, s'est renversé dans la région de Thai-Muang située à plus de 600 kilomètres au sud de Bangkok. L'explosion, qui a aussi détruit une cinquantaine d'habitations, ne s'est produite qu'une heure après l'accident alors que les passagers d'un bus et de nombreuses autres personnes, parmi lesquelles des policiers, s'étaient massés sur place.

□ Colloque sur la France et les marchés asiatiques. — Le CPEI, département de commerce international des Langues O (INALCO), organise le 5 mars au Centre français du commerce extérieur (CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75016 Paris) un colloque sur « Les cinq dragons d'Asie : des marchés porteurs pour la France ». Rassembler des spécialistes et des responsables d'entreprises connaissant bien le région, ce colloque sera ouvert par l'édwige Avic, ministre délégué aux affaires étrangères. (CFCE, Centre Douppine, place du Maréchal-de-Lattre de Tassigny, 75116 Paris, tél 45-53-37-07, télécopie 47-27-10-78).

Dans les murs de Shell

LA HAYE

de notre correspondant

Après avoir résisté pendant des années à la pression du mouvement anti-apartheid, qui exigeait son retrait d'Afrique du Sud, la multinationale néerlandaise Shell s'apprête à quitter Johannesburg, non sans vendre à l'ANC son siège social de la filiale sud-africaine.

C'est du moins ce qu'a révélé, vendredi 15 février, le quotidien néerlandais *NRC*, à qui un porte-parole de Shell a déclaré que les négociations étaient bien avancées. Si elle se confirme, cette transaction — pour le moins inattendue — aurait sans doute valeur de symbole quant à l'évolution radicale des rapports entre l'ANC et « le pouvoir blanc », dans le domaine économique, l'un des principaux représentants. Shell s'était attiré les foudres du mouvement anti-apartheid, notamment en fournissant carburant et lubrifiants à la police et à l'armée sud-africaine.

Shell possède des intérêts considérables (pétrole, chimie, charbon, mines, forêts) en Afrique du Sud, où elle emploie quelque quatre mille personnes — dont deux mille cinq cents

Noirs. Paradoxalement, ses activités ont moins souvent provoqué la colère de l'ANC que celle des sympathisants du mouvement nationaliste aux Etats-Unis et en Europe. Aux Pays-Bas, ses stations-a-service constituèrent, jusqu'à la libération de Nelson Mandela il y a un an, le cible de prédilection de militants anti-apartheid. Car, tel que communs avaient même décidé de boycotter les produits de la compagnie, et la direction du groupe avait menacé de quitter La Haye, au cas où la municipalité se serait proclamée « ville anti-apartheid ».

Victime du terrorisme et de l'opprobre sociale, Shell n'en estimait pas moins que sa présence en Afrique du Sud, par la liste de cent quarante sociétés, était plus utile à la cause de la population noire que son retrait. Le *NRC* précise que les nouveaux bureaux de la firme à Rozenbank, dans la banlieue de Johannesburg, ne seront prêts qu'en septembre prochain, alors que l'ANC souhaiterait s'installer dans ses nouveaux murs dès la 1^{re} mars. L'ancien et le nouveau propriétaires pourraient donc devoir cohabiter pendant quelques mois.

CHRISTIAN CHARTIER

EN BREF

□ ALBANIE : M. Ismail Kadare « probable » candidat du Parti Démocratique albanais. — L'écrivain albanais Ismail Kadare sera « probablement » candidat du principal parti d'opposition, le Parti démocratique albanais (PDA), lors des premières élections libres fixées au 31 mars, ont indiqué des responsables du PDA à Tirana. En janvier dernier, M. Kadare, qui vit en exil en France depuis l'été 1990, avait rencontré « à titre privé » le leader du PDA, M. Gramos Pashko. — (AFP)

□ BULGARIE : des milliers d'écoliers en grève à propos de l'enseignement du turc. — Le déclin, annoncé jeudi 14 février par le ministre de l'Éducation, d'autoriser l'enseignement facultatif de la langue turque dans une partie du pays, a provoqué des réactions négatives et contradictoires. Au sud-est de Sofia, des manifestants nationalistes bulgares bloquent les accès d'une douzaine d'écoles de la communauté turque de Kardzhali pour protester contre cette décision et dans le nord et le sud du pays, cinquante et une écoles sont en grève pour réclamer l'enseignement obligatoire du turc. — (AP)

□ PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : le soulèvement de Bougainville aurait fait trois mille morts en deux ans, a indiqué jeudi 14 février un diplomate australien de retour de l'île. De nombreuses victimes seraient mortes de maladie (paludisme, tuberculose, lépre). La population de Bougainville s'élèverait à environ 150 000 personnes. — (AFP)

□ POLOGNE : manifestation contre le gel des salaires. — Plus de cinq mille ouvriers ont manifesté, vendredi 15 février, devant le siège du gouvernement à Varsovie, en réclamant l'abolition de la taxe qui pénalise les entreprises augmentant les salaires au-dessus du seuil fixé par le gouvernement. Les manifestants, affiliés au syndicat communiste OPZZ, ont exigé la démission du ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz, et n'ont pas épargné le président de la République, M. Lech Walesa. — (AFP, AP, UPI)

□ THAILANDE : 100 morts dans l'explosion d'un camion. — Au moins 100 personnes ont été tuées et 86 autres ont été blessées, vendredi 15 février dans la soirée, par

EUROPE

Réunies en sommet à Visegrad

La Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie veulent coordonner leurs efforts en vue de s'intégrer à la CEE

Les dirigeants polonais, tchécoslovaque et hongrois, MM. Lech Walesa, Vaclav Havel et Jozsef Antall, ont manifesté, vendredi 15 février à Visegrad (nord de Budapest), leur volonté commune de tirer un trait sur les structures héritées du socialisme et d'entrer d'un même pas dans les instances européennes. Cette coopération a été concrétisée par la signature de deux déclarations communes lors d'une cérémonie solennelle dans les ruines du palais médiéval du roi Matias Corvin de Hongrie sur les bords du Danube, où en 1335 les rois de Bohême, de Hongrie et de Pologne signèrent un accord de coopération régionale.

« Nous ne voulons pas ouvrir un bureau de l'après-visegrad », ont déclaré M. Vaclav Havel à l'issue de ce sommet.

Les trois pays, qui ont engagé des négociations pour bénéficier du statut de membre associé à la CEE, souhaitent devenir, à terme, membres à part entière de la Communauté et ne

veulent pas que s'instaure entre eux une rivalité en vue de l'entrée dans le Marché commun. Le premier ministre hongrois a par ailleurs confirmé la réunion, le 25 février à Budapest, du comité politique consultatif du pacte de Varsovie qui devra décider de la liquidation de la structure militaire de cette instance avant le 1^{er} avril prochain.

Divergences

Des notes discordantes sont toutefois apparues lors de l'évocation de la crise dans les pays baltes. Si M. Vaclav Havel a annoncé que la Tchécoslovaquie allait ouvrir un « bureau de représentation » à Vilnius (voir ci-contre), MM. Jozsef Antall et Lech Walesa se sont montrés plus réservés sur cette question, qui n'est pas mentionnée dans les documents signés vendredi. Des différences d'appréciation se sont manifestées également sur les questions économiques. Alors que la Hongrie aurait souhaité la création d'une zone de libre-échange entre les trois pays, le document final reste très vague sur cette perspective, se bornant à noter que « le développement

de la coopération entre des économies de marché contribuera à promouvoir la libre circulation de l'argent et du travail ». Le président Walesa a cependant reconnu que des différences existaient entre les trois dirigeants sur la forme de la future coopération économique entre les pays ex-socialistes. Le premier ministre tchécoslovaque, M. Marian Calfa, a souligné pour sa part que les pays d'Europe de l'Est devraient privilégier la conclusion d'accords bilatéraux. Les trois dirigeants ont souligné leur volonté de liquider le Comecon, l'ancienne alliance économique des pays de l'Est, lors de la dernière réunion de cette instance les 27 et 28 février à Budapest. — (AFP)

URSS

Critiques contre un décret de M. Gorbatchev sur l'utilisation de l'armée

La commission constitutionnelle soviétique a fait état vendredi 15 février « d'insuffisances substantielles » dans le décret controversé de M. Gorbatchev sur le recours à l'armée à l'intérieur de l'Union. Selon l'agence Tass, la commission a aussi exprimé des réserves sur le règlementation autorisant la mise en œuvre du décret qui permet à l'armée d'organiser des patrouilles conjointes avec la police.

Pour la commission, citée par Tass, « il manque une procédure juridique claire pour la justification et les conditions de l'utilisation des forces armées à l'intérieur de l'URSS sans déclaration de l'état d'urgence ».

Le décret présidentiel a été promulgué fin janvier, après un accord entre le ministre de la Défense, Dmitry Yazov, et le ministre de l'Intérieur, Boris Pugo, pour la constitution de patrouilles conjointes. Celles-ci comprennent désormais 12 000 hommes en action dans 450 villes. Le décret a été soumis à la Commission constitutionnelle par la Fédération de Russie, dirigée par l'ultra-libéral Boris Eltsine, dont le gouvernement s'oppose à ces patrouilles. — (Reuters)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Prague va ouvrir un bureau de représentation en Lituanie

Le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a annoncé vendredi 15 février à Visegrad (Hongrie), à l'issue de sa rencontre avec ses homologues hongrois et polonais, que son pays avait décidé d'intensifier ses relations avec la Lituanie en ouvrant à Vilnius un « bureau d'information et d'intérêts ». Ce bureau n'aura pas, à proprement parler, de statut diplomatique ni de fonction consulaire mais dépendra toutefois du ministère tchécoslovaque des affaires étrangères et sera indépendant de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Moscou.

Cette ouverture était envisagée depuis la visite, en mai dernier, en Tchécoslovaquie du président lituanien, M. Vytautas Landsbergis. Toutefois, afin de ménager ses intérêts en URSS et les susceptibilités de Moscou, Prague avait ajourné sa décision. Celle-ci a été accélérée par les événements de Vilnius et l'usage de

la force que le président Havel a sévèrement condamné. Le chef d'Etat tchécoslovaque a manifesté à plusieurs reprises ces dernières semaines son inquiétude à l'égard de la situation en URSS. Il a même critiqué le président Gorbatchev qui « ne s'est pas débarrassé de ses illusions communistes ».

La Tchécoslovaquie n'a cependant pas l'intention d'établir des relations diplomatiques avec la Lituanie comme compte le faire l'Islande. « Notre position n'a pas changé », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères à Prague. Le gouvernement tchécoslovaque reconnaît le droit légitime des Républiques baltes à la souveraineté, il reconnaît les autorités lituaniennes, mais, conformément au droit international, la Tchécoslovaquie reconnaît l'URSS et pas la Lituanie en tant qu'Etat indépendant. — (AP, AFP, Reuters)

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Dix-sept morts lors d'un affrontement entre combattants palestiniens

BEYROUTH

de notre correspondant

Ayant refusé de céder sa position à l'armée libanaise aux environs de Saida, un bataillon du Fatah, principale composante de l'OPLP, a été attaqué à l'arme lourde, vendredi 15 février, par d'autres unités du Fatah. Les combats, selon la police libanaise, ont fait 17 morts et 45 blessés. Le chef des mutins, le commandant Abou Mohamed Zaouara, a été capturé et exécuté, après avoir été condamné à mort par un « tribunal révolutionnaire d'urgence », constitué sur-le-champ par un ordre de l'OPLP venu de Tunis. Le commandant Zaouara avait concrétisé sa rébellion en enlevant, et en séquestrant durant quelques heures, le colonel Alaa, chef militaire du Fatah au Liban.

L'extrême fermeté de M. Yasser Arafat dans cette affaire vise à raffermir son autorité à l'intérieur de la centrale palestinienne, plus spé-

cialement au sein du Fatah, déjà miné par plusieurs scissions. Elle vise aussi à préciser ses relations avec l'Etat libanais, qui a tenté et réussi, un retour, encore très partiel, au Liban du Sud.

Ce faisant, M. Arafat confirme spectaculairement son intention de ne croiser le fer, pour l'instant, ni avec l'Etat libanais, soutenu par la Syrie, ni avec Israël, qui pourrait prendre prétexte d'une recrudescence des activités palestiniennes au Liban du Sud pour entrer en scène. Les Palestiniens se sont engagés à ne pas tirer, notamment des katyouchas, sur l'Etat hébreu à partir de la bande de territoire désormais tenue par l'armée libanaise. Or, le chef des mutins avait justement refusé d'évacuer sa position et de la céder aux Libanais sans avoir obtenu des « garanties sur la possibilité de poursuivre le combat contre Israël ».

LUCIEN GEORGE

Beyrouth s'engage à trouver une « issue acceptable » à l'affaire Aoun

Les discussions, jeudi 14 février à Paris, entre M. Faris Boueiz, ministre libanais des affaires étrangères, et MM. François Mitterrand et Roland Dumas ont porté notamment sur le sort du général Michel Aoun, réfugié à l'ambassade de France à Beyrouth depuis le 13 octobre dernier. M. Boueiz a affirmé que toute solution au problème du départ du général Aoun devait tenir compte de « la sécurité de l'Etat et des problèmes fiscaux ». « Il est un peu tôt pour considérer que l'affaire est terminée, mais nous ferons notre possible pour qu'une issue acceptable soit trouvée », a ajouté le ministre libanais.

Ces déclarations mettent fin aux rumeurs selon lesquelles le général Aoun allait incessamment quitter le Liban pour la France. Sur les problèmes du Oufé et du Proche-Orient, abordés également dans les discussions, M. Boueiz a fini par « d'une profonde et grande entente entre les positions libanaise et française ».

Appels en faveur des bibliothèques des universités francophones

A l'heure où la pax syriana, à la fois permet une certaine reprise de la vie universitaire libanaise et fait peser de graves menaces sur la liberté linguistique de ce pays, les deux principales universités francophones du Liban viennent de lancer des appels pour reconstituer ou enrichir leurs bibliothèques.

L'université Saint-Esprit de Kaslik, qui possède la seule faculté

pontificale de théologie du monde arabe, a demandé des fonds pour acheter des livres et France, par la voix de M. André Tuilier, bibliothécaire en chef honoraire de la Sorbonne, président de l'Association française des amis de Kaslik.

► L'université Saint-Joseph de Beyrouth a, pour sa part, souhaité recevoir, soit directement des livres, soit des fonds.

► Maison Saint-Chorbel, 60, rue de la République, 92150 Suresnes, chèques à libeller au nom de l'Association des amis de Kaslik.

► Renseignements auprès du Comité libanais pour la promotion de la francophonie, 42, rue de Grenelle, 75007-Paris, tél : (1) 45 49-12-11. Chèques à libeller au nom de l'université Saint-Joseph.

هنا من الأصل

150 120 150

POLITIQUE

Au cours d'un colloque sur la conscription

M. Renon se prononce pour le maintien d'une armée associant cadres de métier et appelés

Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Renon, s'est prononcé pour le maintien - quitte à le modifier - du système actuel de recrutement des armées françaises, qui associe des cadres de métier à des appelés du contingent. « Ce système de recrutement mixte a déjà fait la preuve de son adaptabilité et il permet de bénéficier des avantages de chacune de ses composantes », a-t-il expliqué, jeudi 14 février à Paris, lors d'un colloque sur la conscription organisé par la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN).

A la lumière de ce qui se passe aujourd'hui dans le monde, en Europe comme au Proche-Orient, M. Renon a annoncé que le gouvernement présenterait au Parlement « un modèle de loi sur la conscription dans des proportions qui conviendra de préciser », notamment pour l'armée de terre.

En 1991, l'armée de terre com-

prend 110 000 personnels d'active et 185 000 appelés; la marine, respectivement 46 000 et 19 000; l'armée de l'air, 58 000 pour 36 000 recrutés.

« La marine et l'armée de l'air, a déclaré le secrétaire d'Etat, ne seront pas fondamentalement différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. » En revanche, c'est l'armée de terre qui sera sans doute réduite par rapport à ses effectifs actuels.

« L'armée de terre, a expliqué M. Renon, représente un cas très différent, non seulement parce qu'elle est la seule à compter davantage d'appelés que de personnels d'active dans ses rangs, mais surtout parce que ses effectifs assurent des fonctions spécialisées sur des matériels de combat (...). » A titre d'exemple, poursuit le secrétaire d'Etat à la défense, si l'on conserve un volume de forces aériennes et navales comparables à ce qu'elles sont, c'est-à-dire loin d'être abondantes, il faudrait réduire l'armée de terre de plus de 150 000 hommes

si l'on maintenait le budget à son niveau actuel. » Evoquant la difficulté du recrutement qualitatif et quantitatif des engagés, il faudrait, selon le ministre, multiplier par quatre le nombre des engagés de l'armée de terre (32 000 hommes actuellement) pour maintenir une armée réduite à 200 000 hommes. A ce chiffre, a affirmé M. Renon, il faudrait ajouter les 53 000 engagés nécessaires pour la marine et l'armée de l'air.

« L'articulation des moyens opérationnels de l'armée de terre devra être revue. (...) Il faudra bien entendu des moyens blindés et mécanisés. Il faudra des moyens légers projetables et il faudra également des forces de territoire. Il faut donc penser l'organisation de notre défense en unités à base d'appelés et en unités professionnalisées sur la base de critères géographiques et d'emploi », a conclu le secrétaire d'Etat.

Quand le « sapeur Camember » s'amuse...

M. Dominique Strauss-Kahn, président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a été, dit-il, « fort amusé » de découvrir, dans le Monde du 18 février, que M. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet du premier ministre, avait qualifié de solution à la « sapeur Camember » son idée d'emprunt national pour financer les dépenses supplémentaires entraînées par la guerre du Golfe.

M. Strauss-Kahn a souhaité préciser que, chez Christophe (1), l'auteur du célèbre « sapeur », le livre qu'il préfère est les Malices de Plick et Plock. « La devise de Plick et Plock, précise M. Strauss-Kahn, est : « réfléchir avant d'agir », ce qui est une bonne idée, mais les socialistes s'en inspirent... »

(1) Christophe est le pseudonyme d'un auteur de la fin du dix-neuvième siècle, Georges Colomb, considéré comme un pionnier de la bande dessinée. Il fit paraître dans la presse de l'époque, parfois simultanément, cinq séries : la Famille Fenouillard (1885-1893), le Sapeur Camember (1890-1895), le Sapeur Camember (1890-1895), le Sapeur Camember (1890-1895) et le Sapeur Camember (1890-1895).

COMMUNICATION

Précipitant la reconstitution du capital de la chaîne

M. Maxwell vend 10 % de TF 1 à Goldman Sachs

M. Robert Maxwell a vendu hors Bourse 10 % du capital de TF 1 - sur les 12 % qu'il détenait depuis la privatisation de la chaîne en 1987 - à la banque américaine Goldman Sachs. Cette vente conclue en début de semaine permet au milliardaire britannique de récupérer sa mise, alors qu'il est lourdement endetté dans d'autres affaires. Mais ses conditions posent une série de problèmes juridiques qui pourraient entraîner des contestations, voire une demande de mise sous séquestre du bloc d'actions.

M. Maxwell n'a en effet pas respecté le délai de trois mois pendant lequel tout vendeur faisant partie du groupe de repreneurs doit accorder un droit de préemption aux autres membres de ce groupe, mené par Bouygues. M. Maxwell n'avait notifié officiellement ses intentions à ses partenaires que le 25 janvier. De plus, la loi précise que toute modification substantielle du capital de la chaîne doit être notifiée par cette dernière « dans un délai qui permet au CSA d'exercer ses responsabilités ».

Les 2 % que conserve la filiale française de M. Maxwell seraient nantis auprès d'une autre banque, et donc plus difficiles à céder. Ils ne permettraient de toute façon l'exercice du droit de préemption qu'à certains petits actionnaires de la chaîne.

Goldman Sachs, qui va vraisemblablement remplacer ces actions auprès d'autres investisseurs encore inconnus, a déclaré vouloir respecter la loi française. Mais, en ignorant superbement ses ex-partenaires et le CSA, M. Maxwell donne un coup de pied dans la fourmilière.

Est-ce le signe d'un assaut sur TF 1, dont le cours en Bourse a progressé ces derniers jours avec de gros volumes échangés ? Toute attaque frontale contre le pouvoir du groupe Bouygues semble difficile. Certes, le groupe de BTP est limité à 25 % du capital de la chaîne, et n'a guère de chances d'obtenir dans l'immédiat l'assouplissement de cette règle, qui nécessiterait un projet de loi. Mais il peut compter sur ses alliés récents, entrés au capital Fidelity Funds (4 %) et Rizzoli (4 %). D'autres membres du groupe de repreneurs, comme Suez et le Crédit lyonnais,

sont banquiers ou actionnaires de Bouygues, qui est opérateur de la chaîne en titre.

Mais les mouvements sur le capital - la GMP cherche également à vendre ses 5,9 % - amèneront le CSA à examiner le dossier TF 1. Comme les pouvoirs publics, le CSA s'inquiète de la position dominante de TF 1, c'est d'ailleurs pourquoi il encourage vivement la constitution d'un second pôle privé autour de la 5 et de M6.

Ce contexte peut favoriser certains investisseurs désireux d'ébranler le contrôle de Bouygues - parmi lesquels on cite le groupe Chaussons de M. Jérôme Seydoux, dont un porte-parole déclare « n'avoir rien à dire ». C'est en tout cas une alarme sérieuse pour la direction de TF 1, même si elle se prévaut de résultats en hausse pour 1990 (270 millions de francs contre 220 millions en 1989).

M. C. I.

Le Twentieth Century Project

Une coproduction télévisée de 300 millions de dollars

La chaîne américaine ABC, la télévision publique japonaise NHK et le puissant Gosteleradio soviétique viennent de créer une filiale commune, le Twentieth Century Project, pour coproduire ensemble deux cents heures de programmes.

Consacrée à l'histoire du vingtième siècle, cette coproduction - l'une des plus importantes jamais réalisées - nécessitera 300 millions de dollars (1,5 milliard de francs) d'investissements. La production durera sept ans. Aussi les trois partenaires viennent-ils de charger la banque Worms, très active dans la production audiovisuelle, de constituer un consortium d'investisseurs et de partenaires européens susceptibles non seulement de participer au financement du projet, mais aussi d'apporter au Twentieth Century Project, des archives cinématographiques et audiovisuelles.

PARIS EN VISITES

LUNDI 18 FÉVRIER

« L'Opéra de la C. Garnier », 14 heures, dans l'entrée (Christine Morle).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 15, 4, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Les salons de réception de l'hôtel de la Seine », (limité à trente personnes - carte d'invitation), 14 h 20, métro Assemblée-Nationale (M. Carrez).

« L'Opéra de la Bastille : de l'ancienne forteresse au nouvel Opéra », (places limitées), 12 h 30, à l'extérieur, sur le pied de l'escalier.

« Le Louvre, du donjon à la Pyramide, et les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Les fêtes de l'Opéra Garnier. Son histoire, ses salons, son faubourg », 14 h 30, dans le hall, statue de Lully (Arts et culture).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

« L'Hôtel-Dieu et la médecine auvernaise », 14 h 40, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris Autrement).

« La cathédrale russe. Histoire de la religion orthodoxe », 15 heures, 12, rue Daru (P.-Y. Jestin).

« Les appartements d'Anna d'Autriche au Louvre. L'enfance de Louis XIV. Le cabinet de travail du roi. La galerie des peints et miniatures. Les salles du trône et du grand bal », 14 h 30, sortie métro Louvre/Rivoli (J. Huet).

« Les fouilles archéologiques de l'ancien Louvre de Philippe-Auguste », 15 heures, métro Palais-Royal, sortie place Collette (Paris et son histoire).

« Du grotesque au tragique : Dubouff, Grosz et Rouault », 19 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

CONFÉRENCES

23 qui du Conti, 14 h 45 : « Les progrès techniques du monde rural et les contradictions entre l'économie et le social » (Académie des sciences morales et politiques).

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Études des diverses énergies vibratoires du corps humain », par M. Gordil (Uspies).

35, rue des Francs-Bourgeois, 19 h 30 : « L'Europe monétaire et les incidences économiques de l'unification allemande », avec R. Tiliemon, A. Froto, K. Meyer (sous réserve) et A. Thierry (Maison de l'Europe).

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

Au service de moins d'Etat

Comme toute crise, celle de la fonction publique a du bon si elle permet de réévaluer les États de service au service de l'Etat. L'enquête menée par Jean-Luc Bodiguel et Luc Rouban ouvre de larges horizons à ce réexamen, précisément parce qu'elle étudie la fonction « fonctionnaire » non comme une force politique mais comme un champ social soumis à des attentes, des mutations et des tensions qui lui sont propres. Nos deux chercheurs s'interrogent aussi sur la politique de modernisation de l'Etat au moment où celui-ci se déconstruit. Signalons que Jean-Luc Bodiguel publie également une étude sur la grande mutation qui a connu en quelques décennies le corps des magistrats, qui n'est pas moins confronté, lui aussi, à la nécessité de se moderniser.

Moins d'Etat, c'est, pour le fonctionnaire qui le sert et qui est censé détenir une parcelle de son pouvoir, voir son rôle social se réduire. Bien d'autres facteurs contribuent à cette déstabilisation : la décentralisation, la multiplication des acteurs qui mettent en œuvre les politiques publiques, les exigences des administrés, l'ouverture européenne, qui ne se traduit pas seulement par de nouvelles réglementations mais, aussi, par la comparaison avec d'autres modèles de gestion administrative. Loin des clichés que la fonction publique génère encore, dans un pays plus attaché aux structures étatiques qu'il ne le prétend, il est certain que l'image du fonctionnaire a changé : elle n'est plus ce symbole de la réussite sociale au service de la République qu'elle a été; elle n'est plus synonyme de la permanence de l'Etat, dans un régime en proie à l'instabilité politique comme sous la IV^e, ni associée à la reconstruction du pouvoir d'Etat, comme elle le fut au début de la V^e. C'est par référence à cette déperdition que Jean-Luc Bodiguel et Luc Rouban intitulent leur ouvrage *Le fonctionnaire déstabilisé*. Et, parce qu'ils ne s'en tiennent pas à ce constat qu'il restait sur le mode interrogatif.

En effet, malgré la pression de la critique néo-libérale et celle de la crise économique, qui a pesé sur les effectifs et le pouvoir d'achat des fonctionnaires, la notion de service public continue de se porter assez bien. L'op-

nion moyenne semble faire le part des choses dans l'opposition binaire entre les mérites du privé et du public. Les premiers sont loin d'être considérés comme une panacée, tandis que les seconds ne sont pas automatiquement liés à une augmentation quantitative des moyens : s'il y a développement de la pensée gestionnaire, à gauche comme à droite, c'est à la faveur de cette double appréciation. D'autres clichés vont ainsi s'estomper au fil de cette enquête, tels ceux de l'unité et de l'homogénéité de la fonction publique (malgré ses classifications juridiques) ou du clivage entre ses salariés et ceux du secteur privé. En fait, la frontière sociale qui sépare deux mondes passe entre les employés et les cadres, quels que soient leurs patrons.

Nos enquêteurs mettent à jour les diverses phases d'une politisation de la fonction publique qui a commencé sous la III^e République et s'est poursuivie avec le jeu de l'alternance, sans oublier la part abusive prise par les cabinets ministériels et la politisation croissante de la scène locale qui pèse sur les administrations les plus engagées dans « les stratégies d'urgence ». Jean-Luc Bodiguel et Luc Rouban observent que « la nomination des hauts fonctionnaires obéit de plus en plus à une logique politique » et soulignent parallèlement la fonctionnarisation du politique, laquelle, dérivant-elle, « indique surtout le surinvestissement social que les catégories favorisées effectuent en France dans la haute fonction publique suivant une logique directement héritée de l'Ancien Régime ».

Selon eux, la politisation a deux conséquences : la fonction publique est désormais chargée d'appliquer un programme gouvernemental et non plus un projet de société; et l'entrée en politique, dans la mesure où elle est payante, modifie les modèles sociaux de réussite dans le cor-

poration ou profit des spécialistes engagés et du développement du militantisme d'expertise.

La multiplication des agents spécialisés se manifeste à bien d'autres niveaux et contribue à dévaloriser le mythe unitaire. En témoignant la part croissante de la technicité et le rôle de la contractualité de plus en plus nombreux. La référence parisienne, du coup, perd son importance, au profit de la distinction entre des gestionnaires procédant d'une logique politique ou d'une logique technicienne. C'est notamment frappant dans les services locaux et les auteurs estiment que ces affrontements ont causé plus de problèmes que n'en ont provoqués les réformes de compétences de l'Etat vers les collectivités locales dus à la décentralisation.

A cette revanche de la périphérie s'ajoute la crise du recrutement, l'anachronisme du statut, les blocages internes et les ambiguïtés des tentatives de modernisation administrative. Des agents de plus en plus surqualifiés et surdiplômés ressentent l'absence de véritables responsabilités, la faiblesse de leurs rémunérations, la médiocrité des conditions de travail et l'insatisfaction des critères régissant leurs carrières. Sur tous ces plans, au-delà des constats qu'ils dressent, les auteurs sont conduits à envisager les réformes souhaitables, les innovations espérées, qui, en gros, tendent à prendre en compte deux évolutions majeures : la première est qu'il s'agit moins pour les fonctionnaires de participer à l'« arbitraire du prince » que de mobiliser des moyens et des ressources pour faire avancer des négociations et des projets, d'appliquer le règlement que de promouvoir des arrangements; la seconde, qu'il faut développer les fonctions d'état-major et d'expertise, l'obligation de moyens n'étant pas, à un certain niveau, moins nécessaire que l'obligation de résultats, si chère au secteur privé.

« Le fonctionnaire déstabilisé », de Jean-Luc Bodiguel et Luc Rouban. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 258 pages, 120 F (jusqu'au 30 juin 1991), puis 150 F.

« Les magistrats, un corps sans âme », de Jean-Luc Bodiguel. PUF, 294 pages, 148 F.

BIBLIOGRAPHIE

Au crible de l'opinion

Pour la huitième année consécutive, le SOFRES publie *l'Etat de l'opinion*, qui rassemble les grandes enquêtes effectuées en 1990, « analysées et commentées pour comprendre l'opinion publique ». Au menu figurent notamment la crise du Golfe et l'ambivalence des premières réactions françaises; soulignée par Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré. « Plus ultra » que le gouvernement pour les objectifs, l'opinion serait en effet « plus pacifiste » quant aux

moyens à mettre en œuvre. Le livre contient également une analyse de l'unification allemande telle qu'elle a été vécue de part et d'autre du Rhin. Cette étude, qui montre la versatilité des opinions publiques allemandes, souligne aussi les limites de l'utilisation des enquêtes d'opinion, puisque « rien ne vieillit aussi vite qu'un sondage de la veille ».

A lire aussi la « canonisation historique » de de Gaulle par les Français, que constate Raymond Barre,

l'analyse de Jérôme Jaffré sur le « gouvernement des instruits » - qui fait apparaître nettement l'appui dont bénéficie actuellement Michel Rocard auprès des élites culturelles -, sans oublier « l'abécédaire », où l'amour, la fatigue, et « les champions sportifs d'aujourd'hui et d'hier » sont passés au crible de l'opinion.

« L'Etat de l'opinion », présenté par Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré. Seuil, 295 p., 155 F.

SOCIÉTÉ

La police toulonnaise découvre les vertus de l'autocritique

Une nouvelle organisation et de meilleurs rapports avec le public ont permis de faire baisser la délinquance dans la préfecture du Var

La direction générale de la police nationale a lancé une vingtaine de «projets de service» sous l'égide de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI). Une démarche qui est appelée à s'étendre dans le cadre de la modernisation et de la rénovation du service public policier. L'un des sites choisis, depuis plus d'un an, pour cette expérience est la ville de Toulon, qui a réussi à enrayer en 1990 la progression des crimes et délits (-3 %) alors qu'ils augmentaient fortement dans l'ensemble du département du Var.

TOULON
de notre envoyé spécial

Toulon, sous la lune, appartenait aux délinquants. Des bonbons à mariner du port aux coquets pavillons du Faron, ces notables s'en donnaient à cœur joie. Entre minuit et le petit matin, ils avaient cinq mille forfaits à leur actif. Au grand jour, à l'inverse, quand plus de cinq cents policiers veillaient sur la ville, seulement trois mille infractions étaient enregistrées. C'était en 1989. Avant que le «projet de service» n'entraîne un *aggiornamento* à l'hôtel de police de Toulon.

«Bien sûr, le service tournait, analyse rétrospectivement M. Pierre Cohet, directeur des polices urbaines du Var, en poste depuis quatre ans. Mais avec quelle efficacité? Pendant toute une année, les fonctionnaires de l'hôtel de police de Toulon ont passé au crible leur organisation et leur fonctionnement. Il est bien fallu reconnaître la rigidité des horaires et l'adaptation aux réalités du terrain. «Le créneau horaire des infractions correspondait à un moment où les effectifs présents sur le terrain étaient réduits à leur niveau d'été», reconnaît M. Cohet. Adopté à l'unanimité des cinq cent quatre-vingts policiers, le projet a fixé une priorité : lutter contre la délinquance. Du coup, c'est toute l'organisation de la police toulonnaise qui a fallu repenser.

Les patrouilles de la brigade de surveillance nocturne ont été doublées. Ses cinquante autres gardiens, plus seulement les vedettes borbennes d'une basse-ville que les vieux Toulonnais ont baptisée «Chicago». Les couche-tard les repèrent désormais



dans les quartiers résidentiels de la périphérie qui, du Claret au Faron, concentrent une large part des cambriolages et des vols liés à l'automobile. Autre innovation : les personnes interpellées sont aussitôt présentées à l'officier de police judiciaire qui assure la permanence de nuit au commissariat et pour qui un studio, avec cuisine et salle de bains, a été aménagé au dernier étage de l'hôtel de police.

Cartes de visite
personnalisées

De nombreux policiers ont été réaffectés aux missions de voie publique. Il en va ainsi de ceux de la section chargée du maintien de l'ordre, en chômage technique depuis la fin des conflits sociaux liés aux chantiers navals, qui se consacrent aujourd'hui à la recherche du «flagrant délit» ou au sein d'une unité spécialisée dont les effectifs ont triplé. Une cinquantaine d'autres gardiens, qui avaient été «détachés» dans des bureaux ou des activités annexes, ont été remis sur le bitume. A la grande joie des automobilistes, une

tâche traditionnelle est devenue moins «prioritaire» (sauf pour les infractions les plus graves) : le nombre des contraventions a chuté de vingt-trois mille, en 1989, à quatorze mille l'année suivante.

L'information a fait le reste. La ville a été divisée en neuf cent quatre-vingts secteurs et, heure par heure, l'ordinateur suit l'évolution du nombre d'agressions dans tel parking ou la progression des vols dans tel centre commercial. Semaine après semaine, la carte de cette délinquance locale est placardée dans les bureaux. «L'ensemble permet d'adapter notre dispositif en permanence», dit M. Cohet. Nous avons réussi à faire baisser la délinquance de 3 % en 1990, après une hausse moyenne de 10 % par an, depuis 1984, et une pointe à 14 % en 1989.

Les gardiens de la paix croyaient-ils bien connaître leur circonscription? Plus d'un a été surpris par le diagnostic qui a été dressé. Ils ont découvert que la moitié de la population maghrébine de Toulon est concentrée dans les vieux quartiers du centre, et non pas en périphérie, comme ils le pensaient. Et appris que la première des préoccupations

du public va à la lutte contre le bruit. Chacun, ensuite, pu critiquer l'organisation et le fonctionnement du service au sein de groupes de réflexion. «Le projet naît de la concertation locale, et non pas des directives venues de Paris», commente le commissaire Jean-Marc Berlioz, qui suit les «projets de service» à l'IHESI. Chaque fonctionnaire devrait se reconnaître d'avantage dans un projet à l'élaboration duquel il a participé. D'où, espère-t-on, une plus grande motivation des policiers. Le taux d'absentéisme ne s'élève-t-il pas à dix-huit jours de congé-maladie par an et par policier, en moyenne, à Toulon?

Après la phase de concertation, un «comité de pilotage» a arrêté une kyrielle de mesures surgies de l'auto-critique. Afin d'améliorer l'aide aux victimes, des cartes de visite personnelles sont désormais remises aux plaignants qui pourront joindre plus facilement le policier chargé de leur dossier. Les équipages ont été limités à deux policiers par voiture (contre trois ou quatre avant), ce qui a permis de multiplier les patrouilles. Une brigade chargée de lutter contre les nuisances sonores a vu le jour. L'examen médical des ivrognes, qui nécessitait jusqu'alors un transport à l'hôpital, est pratiqué à l'hôtel de police. Quant à l'accueil des blessés, il s'effectue dans un poste de police créé en milieu hospitalier, ce qui évite d'innombrables nouvelles. Moins originales, mais jusqu'alors peu répandues, les associations d'immigrés et les travailleurs sociaux ont été organisées.

La résistance
des élus locaux

Si l'hôtel de police était ultra-moderne, la réception du public laissait à désirer. Les visiteurs sont à présent accueillis par deux bottes avec, en bruit de fond, la musique d'une radio locale privée. Ils profitent d'une cabine téléphonique installée en plein décor d'édifices tentés, aux murs décorés d'affiches fournies par le conseil du Maroc, a été ouverte pour les étrangers venant régulariser leur situation.

Initialement sceptique de ne pas cautionner un «projet de patron», les syndicats ont finalement joué le jeu du dialogue. Sans aller, toutefois, jusqu'à accepter une remise en cause des horaires liés au fonctionnement des services de roulement. Et tout en regrettant qu'une création d'effectifs s'ait accompagnée de la réforme. Si des commissaires et des membres de la hiérarchie intermédiaire ont pu craindre, dans un premier temps, que la constitution de «soviets» ne porte atteinte à leur autorité, tous ont fini par accepter de discuter l'organisation des services avec des sous-brigadiers.

En fait, la résistance la plus vive est venue de certains élus locaux. Ceux-ci ont vivement protesté quand a été supprimé le poste de police du quartier de la Serinette qui, avec trois fonctionnaires, enregistrerait guère plus de deux plaintes par semaine. Mais la Serinette a été par conséquent acceptée : elle ne peut pas s'imposer quel quartier ; elle est le fruit de son existence géographique, dit-on, de domicilier une haute personnalité ou un amiral à la retraite.

ERICH INCIVAN

Danièle Gilbert devant le tribunal de Grasse

La Grande Duduche et les gogos

Sept inculpés, dont l'ex-vedette de la télévision Danièle Gilbert, ont comparu, vendredi 15 février, devant le tribunal correctionnel de Grasse, présidé par M. Jean-Noël Acquaviva, dans l'affaire de publicité mensongère et d'escroquerie de la «bague de Ré». Le substitut du procureur de la République, M. Bernard Farret, a requis contre Danièle Gilbert, quarante-huit ans, qui avait vanté, dans des publicités, les pouvoirs surnaturels de cette bague de pacotille, une peine de deux ans de prison avec sursis et 800 000 francs d'amende. Il a demandé contre quatre de ses coaccusés des peines allant de dix-huit mois à trois ans de prison avec sursis et de 1 à 1,2 millions de francs d'amende. Le jugement a été mis en délibéré au 22 mars.

GRASSE

de notre correspondant régional

A la barre, en redingote courte et bas noirs, Danièle Gilbert n'en démord pas. La bague de Ré, elle y croit. Si elle ne l'avait pas achetée en septembre 1987, elle n'aurait pas échappé d'un terrible accident, un mois plus tard, sur le périphérique, à Paris. «On aurait dû me ramasser en miettes». Rien, vraiment, ne saurait entamer sa croyance. Même pas l'infirmité de ce procès dont ladite bague, «un talisman vieux de six mille ans», «reproduction exacte d'un bijou de l'ancienne Egypte...» que portaient les pharaons, ne l'a pas préservée.

A l'origine de l'affaire, un éditeur parisien, M. Marc Tripler, gérant de la SARL Edition et publications réunies (EPR), qui commercialisait sur une petite échelle, depuis plusieurs années, un modèle approchant de la «bague de Ré», vendue sous le nom de «bague Atlantide» - un simple anneau en laiton, guilloché et orné de deux triangles. Pour passer à un stade supérieur, il signe deux contrats, en septembre et en décembre 1987, avec une SARL, le Centre d'information et de prévention (CIP), et la société mère de celle-ci, l'Office général publicitaire (OGP), après avoir également essoré de la distribution de la vente par correspondance, dont MM. Guy Allard et Gilbert Delbergue sont, respectivement, PDG et directeur général. Quatre autres sociétés appartenant à la même sphère participent à la conception, à la promotion et à la distribution du produit. Un contrat de licence de notoriété sera conclu, le 1^{er} février 1988, entre EPR et Danièle Gilbert.

Matraque
publicitaire

En fait, selon l'accusation, toute l'affaire aurait été orchestrée, dès le départ, autour de l'ex-présentatrice, qui prétend, au contraire, avec ses coaccusés, qu'elle a été sollicitée fortuitement après deux reportages qui lui ont été consacrés dans *Paris-Match* (où elle était photographiée la «bague d'Atlantide») ou *doigt* et *Lui* (où elle

avait posé nue). Quoi qu'il en soit, dès le début de mars 1988, une campagne de grande envergure commençait - respectant, au demeurant, les recommandations du Bureau de vérification de la publicité - avec, au total, en dix-huit mois, cent-cinq parutions dans trente-sept magazines.

Dans ces publicités ou dans une lettre manuscrite, à son en-tête, largement distribuée à partir du fichier d'OGP et accompagnée de sa photo dédicacée, la «Grande Duduche» affirmait qu'elle avait «fait une enquête» et qu'elle avait appris que «des quantités d'hommes et de femmes» portant la «bague de Ré» «gagnaient aux courses et au loto - souvent de grosses sommes - ou bien recevaient un héritage inattendu». «C'est une arme, soutenait-elle encore, qui peut vaincre le mauvais sort ou l'envoûtement».

Résultat de ce matraquage publicitaire : 325 000 bagues vendues en France et 100 000 (chiffre partiel) à l'étranger, en 1988, pour un chiffre d'affaires de 80 millions de francs. Une opération juteuse puisque la «bague de Ré», vendue 3,50 F par le fabricant, revendue 6 francs à Marc Tripler était cédée par celui-ci à 45 francs aux sociétés OGP et CIP, qui commercialisaient à 189 francs... Danièle Gilbert percevait, pour sa part, 5 % du prix de vente au public (1). Une fois le remboursement était déduit, elle percevait 45 francs de la bague de Ré dans un délai de trente jours. Quelque seize mille d'entre eux seraient ainsi rentrés dans leur argent (certains, plusieurs fois!).

Dans un réquisitoire mordant, le substitut Bernard Farret a dénoncé «un modèle d'escroquerie fondé sur une publicité obsédante, une mise en scène et de fausses attestations». Il a réclamé le maximum, trois ans de prison avec sursis et 1,2 millions de francs d'amende, contre MM. Marc Tripler et Gilbert Delbergue, deux ans avec sursis et 1 million de francs d'amende contre M. Guy Allard - bien que celui-ci, malade, ait donné une délégation de pouvoir pénale et civile à son directeur général en matière de communication et de publicité - et dix-huit mois de prison, également essorés de francs d'amende contre M. Raymond Jemmens, le concepteur de la publicité. Les avocats de la défense ont eu se montrer unis et solidaires en plaidant, unanimement, le relâche de leurs clients.

Danièle Gilbert, on l'a dit, s'était elle-même veillée à disculper, au «bonna foi» lui tenant lieu de credo. «Ce qui a emporté mon adhésion, a-t-elle souligné, c'est qu'il existait une garantie de remboursement». On lui avait dit que son «image allait en prendre un coup». Mais elle avait «envie de faire plaisir à son public auquel elle doit tout».

GUY PORTE

(1) Les promoteurs de l'affaire ne lui auraient cependant versé qu'une partie des 4 millions de francs qui auraient dû lui revenir.

EDUCATION

Selon les services du premier ministre

La guerre du Golfe n'est pas responsable de la réduction du nombre de postes offerts au CAPES

Les services du premier ministre, M. Michel Rocard, ont contesté, vendredi 15 février, les chiffres donnés la veille par le SNES (Syndicat national des enseignants de second degré) et confirmés par le ministère de l'Éducation nationale. Par rapport aux prévisions établies en novembre (notamment dans la brochure du ministère, *Profession professeur*, destinée aux étudiants), le syndicat faisait état d'une réduction de 4 700 postes aux concours de recrutement d'enseignants, CAPES et CAPET, pour la session 1991 (*Le Monde* du 16 février).

Le nombre de postes offerts sera de 23 000, indique-t-on à Matignon, soit une progression de 3 400 postes par rapport à 1990. Ce calcul correspond en fait à ce qu'a annoncé le SNES si l'on prend en compte les 1 330 postes offerts au CAPES (éducation physique). Mais il englobe les postes réservés aux candidats étudiants - qui sont les seuls à permettre un apport de «sang frais» dans le système - et ceux du concours interne qui concernent les enseignants déjà en poste.

Or, suite aux restrictions budgétaires annoncées jeudi 14 février par le ministère de l'Éducation nationale, les premiers sont bien en régression de 13 % par rapport à 1990 (alors qu'ils devaient initialement augmenter de 7 %), tandis que les seconds augmentent de 54 % (au lieu du doublement prévu). D'où un solde global positif de 3 400 postes (+17 %) par rapport à 1990.

«L'évolution du nombre de postes offerts n'a rien à voir avec les économies budgétaires liées à la guerre du Golfe, précise-t-on dans l'entourage du premier ministre. Les chiffres annoncés par le ministère de l'Éducation nationale n'avaient pas fait l'objet d'un arbitrage. La mise en application, pour

la première fois, des accords Durafour qui prévoient une égalité du nombre de postes offerts aux concours internes et externes a simplement obligé à diminuer légèrement le nombre de postes offerts aux étudiants, qui, de toutes façons, ne seront pas tous pourvus en raison de l'insuffisance du vivier.»

A l'initiative de l'Unesco

Lancement d'une campagne de solidarité entre écoliers de France et du tiers-monde

En collaboration avec Antenne 2, le ministère de l'Éducation nationale et les éditions Nathan, l'Unesco a lancé, mercredi 13 février, une campagne de solidarité entre les enfants de France et ceux du tiers-monde intitulée «Lettres de vie». Chaque écolier français est invité à envoyer 10 F à d'autres écoliers qui ne peuvent pas apprendre à lire et à écrire. Plus de cent millions d'enfants dans le monde, entre six et onze ans, sont privés d'école.

Le ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports a sensibilisé les responsables d'établissements scolaires aux objectifs de cette campagne. Quant à la maison Nathan, elle a édité un album de photos de Dominique Roger qui sera diffusé, à la mi-février, dans les librairies : 10 % du produit de cette vente seront versés sur un compte

spécial de l'Unesco pour l'alphabetisation. Le directeur général de l'Unesco, M. Federico Mayor, s'engage à ce que tout l'argent recueilli contribue à l'achat de fournitures scolaires pour des pays du tiers-monde. Trois pays ont été déjà retenus : le Vietnam, les Philippines et le Niger, mais d'autres pourraient se joindre à cette liste, si les dons sont suffisamment abondants.

Deux compagnies aériennes, Air France et UTA, ont décidé d'accorder des billets à des élèves et à des professeurs qui iraient sur place vérifier la remise des colis.

Ch. Ch.

Les chèques doivent être libellés à l'ordre d'Unesco-Alpha et doivent être envoyés à l'Unesco, service d'alphabetisation, 7, place de Fontenay, 75700 Paris.

RELIGIONS

Les prédications du carême 1991

Temps de réflexion et de prière pour les chrétiens, le carême 1991 a commencé le 13 février (mercredi des cendres) et s'achèvera le 30 mars prochain (samedi saint), veille de Pâques.

● Conférences à Notre-Dame de Paris : Mgr Gérard Defois, archevêque de Sens-Auxerre, donnera une série de conférences chaque dimanche de carême à 16 h 45, sur le thème «L'enfant, promesse de Dieu». Ces conférences seront retransmises le même jour à 17 h 45 sur France-Culture et sont d'ores et déjà disponibles aux éditions du Centurion (108 pages, 62 F).

● A la télévision : le Père Jean Rogues, curé de Notre-Dame des Champs à Paris, assurera la présentation de la messe du «Jour du Seigneur» chaque dimanche sur Antenne 2 à 11 heures. De même, «Présence protestante», animée par le pasteur Claude-Marquet, diffu-

sera chaque dimanche à 10 h une prédication de Carême.

● Carême protestant : France-Culture retransmettra les six prédications du «Carême protestant», sur le thème «Saint Esprit, Esprit de Dieu», tous les samedis à 18 heures du 16 au 23 mars. «L'écriture inspirée», par Michel Lepay, pasteur de l'Eglise réformée (16 février); «Rencontrer Jésus-Christ», par Henri Frantz, pasteur de l'Eglise évangélique baptiste (23 février); «Communauté des disciples», par Michel Cambe, aumônier biblique de l'Eglise réformée (2 mars); «Les signes de la grâce», par Bruncau Joosselin, pasteur de l'Eglise évangélique luthérienne (9 mars); «Les serviteurs du Christ», par André Honegger, pasteur de l'Eglise réformée (16 mars); «Envoyés en mission», par Jacques Terme, pasteur de l'Eglise réformée (23 mars).

● Philippe Zitronne condamné dans une affaire de fausses factures. - La onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné, vendredi 16 février, le journaliste Philippe Zitronne, trente-sept ans, à une amende de 150 000 F pour avoir participé en 1988 à l'établissement de fausses factures au bénéfice d'une société de publicité, Publumed. Le fils de Léon Zitronne prélevait une commission pour son rôle d'intermédiaire (*Le Monde* du 10 février 1990). Deux dirigeants de Publumed, M^{me} Nicole Leturc, et son fils Christian, ont été condamnés, chacun, à une amende de 500 000 F. Enfin, M. Jean-Marie Cacchiarella, quarante ans, directeur d'une société, FC Production, s'est vu infliger une amende de 150 000 F.

● TENNIS : Guy Forget en demi-finale du tournoi de Bruxelles. - Le Français Guy Forget, tête de série numéro 4, s'est qualifié, vendredi 15 février, pour les demi-finales du tournoi de tennis en salle de Bruxelles, en battant le Suisse Marc Rosset. Il devait rencontrer, samedi, le Suédois Stefan Edberg.

du Nord (San-Luis-Potosi, Zacate-

ou lui communiquer un com-

هذا من الاصل

CULTURE

ARTS

Juan Gris après le cubisme

Ses dessins traduisent, à partir de la première guerre mondiale la recherche d'un art épris d'ordre

« La guerre sera plus longue qu'on ne pense et il nous faudra nous tenir jusqu'à la reprise des affaires, sans avoir besoin de vendre, soit d'offrir des tableaux aux gens. Le cubisme pour triompher doit faire figure d'organisation puissante et indépendante. » C'était un fait : en 1916, la peinture se vendait mal, en particulier celle des jeunes casseurs nummés cubistes qui ne répondaient guère au besoin compensateur d'art classique et sécurisant en train de naître de la déstabilisation de l'ordre mondial. Et pictural. Or Léonce Rosenberg, antiquaire de renom, collectionneur d'objets de fouilles, amateur aussi de Picasso, Herbin et Gris, et nouveau marchand des cubistes (Daniel-Henry Kahnweiler, de nationalité allemande, était réfugié en Suisse), avait le projet de conserver au mouvement sa flamme, et avec lui de subvertir Paris au moment de la paix.

Ce n'était pas facile. Il avait des ennemis, tous les ennemis de « l'art des boches » et des « métèques », et en particulier le critique Louis Vauxcelles qui, sous le pseudonyme de Pinturicchio, fera de lui le prêtre d'une nouvelle religion écoulée, ce qui n'était d'ailleurs pas faux, en 1918 et même avant. De plus il était mobilisé, et ses artistes éparpillés, qui au front, qui cherchaient le calme loin de la capitale, comme l'Espagnol Juan Gris, installé en 1916, puis en 1918, à Beaulieu-Les-Loches, en Indre-et-Loire. Où Léonce Rosenberg lui écrit et lui fait part de sa stratégie. Jusque-là inédite, cette correspondance avec Gris est publiée à l'occasion de l'exposition des dessins 1915-1921 de l'artiste (1).

Un musée de maîtres en cartes postales

L'exposition, que le cabinet d'art graphique du Musée national d'art moderne accueille après le Musée de Valence (Espagne), n'est pas colossale : une trentaine de dessins de Gris, mais elle est pointue et traite d'un aspect occulté des recherches du peintre (dont le centenaire de la naissance, en 1987, est plutôt passé inaperçu en France) (2). Cela, à la lumière d'un contexte qui lui aussi est mal connu. Des cartes postales, des documents portant principalement sur les séjours de Gris à Beaulieu, quelques œuvres des amis comme Metzinger, Maria Blanebard ou Lipchitz, qui l'y ont rejoint, ainsi que le poète Huidobro ou le critique Maurice Raynal, enfin des publications rappelant les expositions et les publications, à partir de 1918, de la galerie de Léonce Rosenberg, L'Effort moderne, entourant la salle des dessins.

Gris, qui avait rallié tardivement le cubisme, en 1911-1912 (et sur lequel Kahnweiler avait aussitôt misé : il l'avait pris sous contrat dès 1913, le reprendra dans son écurie de la galerie Simon et écrit après sa mort - en 1927, à quatre ans - un livre qui passe pour définitif), n'a pas fini, en 1914, de le raisonner. Et produit, pendant les années de guerre, qui correspondent à sa maturité, le meilleur

de son œuvre peint et dessiné. En fait il est alors pratiquement le seul, avec Laurens (Braque est gravement blessé et Picasso commence à avoir d'autres ébats à fouetter), à ne pas donner signe d'essoufflement, à ne pas tomber dans les formules géométriques et décoratives. A penser le cubisme comme un classicisme, bien avant qu'Ozenfant et Jeanneret (Le Corbusier) n'inventent le purisme.

Les dessins de Gris, plus clairement que ses tableaux, rendent compte de cette recherche parfaitement lucide dans son cas, d'un art équilibré, épris d'ordre, de pureté, susceptible de s'inscrire dans la tradition. Ce sont souvent de très beaux dessins de natures mortes tournant au cubisme minimum, où, très certainement conforté par l'exemple de Picasso se mesurant de temps à autre avec Ingres, l'artiste travaille le contour des objets, par exemple une bouteille, un verre et un compotier (1918), qu'il relie entre eux pour marier les courbes, et tenir les déformations qui lui permettent d'explorer l'espace du papier. Où il lui arrive de s'abstenir de tout modelé, de tout dégradé, confiant au seul trait plus appuyé par endroit le soin de souli-

gner la teneur des formes comme du blanc (aujourd'hui jauni) des feuilles. Où enfin, dans les portraits, le sien, celui de Kahnweiler (1921), il double les contours comme pour obtenir un effet de calque, de transparence.

La leçon des maîtres : Le Nain, Chardin, Corot, Ingres et Cézanne, qui circulent en cartes postales, et constituent pendant la guerre, le musée de fortune de Gris, où il s'exerce à la mise au carré, aura porté ses fruits, en ce domaine du dessin mieux qu'en celui de la peinture. Quand Hervé Guibert ne s'inspire pas de moins en moins cubain, à travers les pierrots et les arlequins des années 20, qu'il procède au non d'une sévère « activation de la surface plane », de leur poids dans l'aventure du cubisme.

GENEVIEVE BREERETTE

(1) In catalogue de l'exposition : Juan Gris, correspondance, dessins 1915-1921. Texte établi et annoté par Christian Derouet.

(2) Madrid avait organisé, en 1985, une grande rétrospective Gris.

► Centre Georges Pompidou, cabinet d'art graphique (salle musée, 4^e niveau). Jusqu'au 1^{er} avril.

La mort du sculpteur Arno Breker

L'artiste officiel du III^e Reich

Le sculpteur allemand Arno Breker est décédé à Nörvenich, près de Düsseldorf, jeudi 14 février (nos dernières éditions du 16 février). Il était âgé de quatre-vingt dix ans.

Arno Breker était né le 19 juillet 1900 à Elberfeld, en Rhénanie. Fils de sculpteur, il fut initié par son père aux techniques de l'art avant la première guerre mondiale puis poursuivit sa formation à l'école des beaux-arts de Düsseldorf de 1919 à 1924 et à Paris entre 1925 et 1934. Il fut alors l'élève de Despiau et l'un des principaux représentants du néoclassicisme monumental tel qu'il s'élaborait alors à partir de l'œuvre de Maillo, lequel Maillo fit de lui l'un des héritiers préférés.

Son goût pour les musculation athlétiques et les héros guerriers lui valut l'attention des dirigeants du III^e Reich et, particulièrement, l'admiration d'Adolf Hitler. Aussi sa carrière se développa-t-elle à partir de 1933, carrière de propagandiste officiel du régime et de ses « valeurs », incarnées dans des figures inspirées de la Grèce antique, Prométhée, Icare, la Force. Professeur puis directeur de l'Académie des beaux-arts de Berlin de 1937 à 1945, collaborant d'abord Speer dans ses projets d'édification du « Gross Berlin », pour lequel il conçut un arc de triomphe colossal, il fut associé à la plupart des manifestations du Reich. Il passa alors en Allemagne pour le nouveau Michel-Ange.

C'est lui qui accompagna Hitler en juin 1940 dans sa visite de Paris;

lui qui dirigeait, dans les années 1941-1942, à Jacksbruch, près de Berlin, un atelier de plusieurs dizaines de praticiens et d'ouvriers pour fournir la Chancellerie du Reich en allégories nationales et guerrières; lui enfin dont l'exposition en 1942 au Musée de l'Orangeie à Paris, présentée par Jean Cocteau, fut le point culminant de la politique « artistique » de l'occupant.

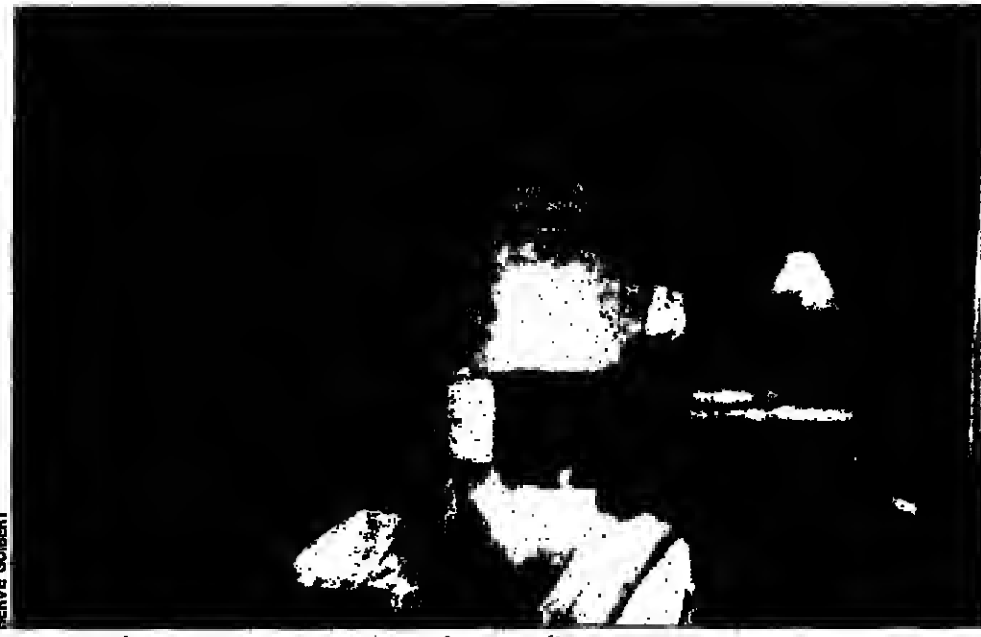
Après la guerre, en dépit de ses fonctions officielles et des liens qu'il avait entretenus avec Hitler, Arno Breker fut condamné qu'à une amende de 100 DM et reprit ses travaux dès la fin des années 40.

Au régime nazi succédèrent d'autres régimes, groupes industriels, tel Siemens, et personnalités soucieuses de voir leur traits coulés dans le bronze : Konrad Adenauer, Marcel Pagnol, Jean Cocteau - dont il réalisa l'effigie funéraire à Milly-la-Forêt - Mohammed V, Léopold Senghor ou Anouar El-Sadate.

Son œuvre et son passé concurrent au regain d'intérêt en France en 1981 lorsqu'il fut question d'inscrire trois bronzes de Breker dans l'exposition « Paris-Paris, 1937-1957 ». Nombre d'artistes s'élevèrent alors contre cette décision et avaient annoncé qu'ils refuseraient d'exposer en compagnie du sculpteur officiel d'Hitler. Lui-même défendait alors « le caractère intemporel et non engagé de son œuvre ». Il est peu probable que la postérité se range à son sentiment et se souvienne de Breker autrement que comme l'artiste officiel d'Hitler.

PHILIPPE DAGEN

PHOTO



Autoportrait

Une autobiographie sentimentale

Chez Hervé Guibert, les parcours de l'écrivain et du photographe sont intimement mêlés

Un livre ouvert, un stylo, une montre. Des pages écrites, d'autres blanches. Une correspondance, une lampe, une pouspée. Quand Hervé Guibert n'est pas dans le champ, il y est toujours, envahissant le cadre d'objets aimés, d'impressions fugitives, de désirs éphémères, de souvenirs tendres. Le plaisir de regarder la lumière envahir un smoking abandonné sur une table; de surprendre un livre jeté à même le sol; de découvrir une faille dans un plancher impeccable. Et Guibert de réaliser, à travers quelques fragments en noir et blanc dérivés au compte-gouttes, un autoportrait bouleversant.

L'univers d'Hervé Guibert est une longue autobiographie sentimentale, avec des photos, surtout avec des mots, parfois avec les deux, tant les parcours de l'écrivain et du photographe sont intimement mêlés, les livres succédant aux images dans une continuité fluide, au point d'avoir écrit : « Un livre avec des figures et des lieux, n'est-ce pas un roman ? » (1).

La séduisante question date de 1984, il y a sept ans déjà, quand Guibert dévoilait, lors de sa première exposition à la galerie Agathe Gaillard, les prénoms et les visages de ses personnages, dont certains nous étaient anonymes, d'autres familiers (Michel Foucault, Isabelle Adjani, Patrice Chéreau), des personnages qu'il ommait dans ses livres seulement par des initiales mais dont les traits devaient fatalement être déconvertis tant l'écrivain affectionne la nuance de nu de ceux qui l'entourent. Suzanne et Louise, par exemple, ses grandes-tantes, qui ont donné le titre d'un roman-photo paru en 1980 : l'auteur, alors âgé de vingt-cinq ans et critique photographique au Monde, entrait dans l'inti-

mité de ses parentes en jouant sur l'imaginaire et le réel (2). Aujourd'hui, Hervé Guibert ne présente pas la suite de l'exposition antérieure, mais celle des livres publiés entre-temps et notamment A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie (1990), dans lequel il révèle être atteint du sida (3). Les photos exposées ont été prises pour la plupart l'été dernier, d'autres sont bien plus anciennes, donnant à l'ensemble une dimension narrative saisissante. Guibert ne s'interdit plus au rapport entre photographie et écriture comme le fait Denis Roche. Il s'éloigne également des Depardon, Plossu, Mori, Nori, dont les images, plus que les mots, sont au service de l'autobiographie. Les images de Guibert découlent simplement de son œuvre d'écrivain. Là où il y avait narcissisme, il y a état du corps, surtout du visage. Il le montre, l'expose, lui donne une autre dimension et finit par intégrer la maladie à son histoire.

Une beauté stupéfiante

Des « corps nimbés » qu'il photographiait seulement en voyage, « comme un amateur », il se restait aujourd'hui que le sien. Les visages des amis et des proches ont disparu, laissant la place à une série d'autopourraits étalés sur plusieurs années. Le visage de Guibert est juste rythmé par des images d'objets auxquels il tient, dont on se sent proche (une bibliothèque où l'on repère le New-York de Weegee), et par des mises en scène de personnages mimant leur suicide, images réalisées à Rome du temps de son séjour à la villa Médicis et qui tranchent avec l'intimité toute retenue de l'ensemble.

L'exposition est un imperceptible état des lieux, des choses et du visage de Guibert en ses lieux. L'opposition entre un espace immobile, reconfortant, et la figure malade. Entre un rêve d'enfant - le désir de cinéma matérialisé par un minuscule portrait de Marlon Brando au fond d'un divan recouvert d'un drap blanc - et le corps superbe et meurtri à la fois. Les longues boucles de l'adolescent ont disparu, les traits sont plus accentués, mais le regard est toujours aussi tourmenté et le visage d'une beauté stupéfiante. Les photos mentent, comme ces draps blancs qui envahissent trop souvent le cadre. Mais ça, on le savait déjà.

Dépourvues à l'extrême, lavées de toute anecdote, toujours intelligentes, jamais morbides, les images d'Hervé Guibert suggèrent un excès d'imagination. Celle qui justement permet de saisir ce qu'il écrit sur son travail : « Visages apparaissent et disparaissent, par les rehauts des ombres, pour ne plus laisser que les lieux par lesquels ils sont passés, les objets qu'ils ont touchés. Et quand les lieux mêmes s'évanouissent, et que les objets s'effacent, il reste de lumière, ses simples manifestations, pleines de mystère, proches du reconfort le plus intense. A la fin, le photographe n'envisage d'aller les chercher dans la nuit. »

MICHEL GUERRIN

(1) Le seul visage, Minuit, 1984.
(2) Suzanne et Louise (roman-photo), Editions L'Imaginaire, 1980.
(3) Dans le catalogue du Monde des livres du 22 février, Michel Brandauc traitera du prochain livre d'Hervé Guibert, Le protocole compassionnel (Gallimard).

► Hervé Guibert. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, 75001, Paris. Jusqu'au 16 mars.

MUSIQUES

Des Russes dans la neige du Midi

L'orchestre de chambre de Yuri Bashmet s'est installé à Montpellier pour cinq ans

MONTPELLIER de notre correspondant

En se forçant un peu, les solistes soviétiques de l'orchestre de chambre de Yuri Bashmet pouvaient se croire chez eux. Le froid glaçait la piste de l'aéroport de Montpellier et il neigeait. De retour d'une tournée à Mexico en fin de semaine dernière, les vingt-trois musiciens qui composent l'ensemble des Solistes de Moscou avaient qu'ils n'étaient plus de simples visiteurs, mais désormais des « immigrés », attendus pour au moins cinq ans. Après eux, sont arrivés les femmes, les enfants, les parents et grands-parents : au total quatre-vingt-cinq personnes et leurs bagages.

« L'orchestre tout entier souhaitait partir et me l'a demandé, précise l'artiste Yuri Bashmet. Un ensemble comme le nôtre, qui passe son temps dans les avions et les hôtels, qui sillonne constamment le monde, a besoin d'une base en Europe plus proche de ses lieux de concert. C'est une simple question de fatigue. Nous avions aussi besoin de ne plus perdre de temps avec des demandes de visas comme c'est le cas en URSS, où tout

doit être planifié. » Et il ajoute : « Tout le monde connaît aujourd'hui la situation difficile dans laquelle se trouve l'Union soviétique. Pour moi, musique et politique ne doivent pas être liées. Si nous étions restés à Moscou, nous aurions sans doute fini par disparaître. En partant, nous n'avons pas pris position pour ou contre la perestroïka, nous sentions simplement qu'il fallait sauver cette formation ». Deux personnes ont été chargées par la direction de l'Orchestre philharmonique de Montpellier de trouver des logements pour les musiciens. Chaque soir, un bus les ramène par les Soviétiques figure sur une liste.

Tous habiteront des appartements neufs au centre ville, de préférence près de la gare ou dans le nouveau quartier Antigone. Plusieurs familles ont été installées dans les mêmes immeubles pour qu'elles puissent se retrouver. « Nous essayons de faciliter leur adaptation », explique Dominique Stobinsky, administrateur général de l'Orchestre de Montpellier, en organisant des rencontres avec des russophones. »

Mais le rêve français prend l'allure d'un « blues des déracinés ».

« Pas facile de repartir à zéro », confesse Victor Demovski, un violoniste de vingt-huit ans. « Notre choix n'est pas si simple qu'on veut bien le dire. A Moscou, nous avions un très bon niveau de vie. Il nous faut tout réapprendre, connaître de nouvelles lois, changer de comportement. » Le déracinement pourtant reste relatif : « De toute façon, nous passons notre vie à l'étranger et gardons des contacts, voire des appartements à Moscou », déclare un musicien. L'apprentissage de la vie française sera surtout le lot des femmes et des enfants, qui seront bientôt scolarisés à Montpellier. René Koenig, directeur de l'Orchestre de la ville, à qui l'on doit la venue de Bashmet, envisage d'organiser avec la plupart de ces jeunes, déjà souvent très bons musiciens, un concert pour les écoles.

Les Solistes de Moscou-Montpellier ont activement préparé leur première soirée à l'Opéra Berlioz au Cornu, qui a en lieu le 12 février. Puis ils partiront pour une tournée en Australie après quatre jours de repos, juste le temps d'acheter des vêtements, machines à laver et télévisions.

JACQUES MONIN

THÉÂTRE

Les silences de l'oiseau

Jacques Weber, une voix et des poèmes

C'est quelque chose de très étrange. Vous voyez Jacques Weber sortir du noir, il porte un complet banal qui ne lui tombe pas trop bien, il va tout de suite boire un peu d'eau sur une table trop petite, il a vraiment l'air pas du tout à l'aise, pas du tout à son affaire - l'air du bonhomme auquel on intime l'ordre de dire une histoire, un couplet, à la fin d'un repas de noces. Et voilà que, faute de mieux, cette grande brigue sombre indécise de Weber se met à défilier des souvenirs vagues d'école, des choses plutôt défilées, et ce qui est incroyable c'est que, de toute évidence, il ne nous joue pas la comédie, ne trèque pas.

C'est cela qu'il a préféré pour se mettre, nous mettre, dans le bain : commencer, chaque soir, à tâtons, comme l'athlète fait des extensions, comme l'orchestre fait des notes, et il boit verre d'eau sur verre d'eau, et il est parti vers le fond à droite, sans raison, il ne sait pas ce qu'il veut, et voici que de cette pénombre, de ces gestes incertains, arrive tout à coup un éclair de voix : c'est Baudelaire. Et vous êtes en suspens, tant

cette voix est proche, immédiate. L'ombre maladroitement de tout à l'heure s'est métamorphosée en une présence légère, en une entrée en scène transparente, et il va en être de même quand Weber va relayer la voix, chaque fois singulière, de Rimbaud, de Godard, de Mafkouski, de Marguerite Duras, surtout la voix d'Antonin Artaud dont le corps à la torture ne vu nous apparaître que dans une fracture de l'espace, entre éblouissement et souffrance.

Une sorte de mélancolie brute

L'auditoire est ébloui, il y a là une emprise, ténacité, et ce n'est pas saisissable parce que Weber, ce faisant, ne quitte pas son apparence gauche, sincère, et il va boire de l'eau, et voici un autre poète, Claudel, Molère, leurs voix s'élèvent avec une vérité, une intensité, incroyables, et cependant ces si belles pages de ces écrivains sont toutes, ici, comme reposant sous une même ombre portée, ombre très particulière, une sorte de mélancolie brute - la marque de

la conscience de l'acteur, Jacques Weber, qui se déplace plutôt en aveugle. Il est comme une bante banquise noire.

Et, après chaque appel de voix, Artaud encore, et Eluard, c'est un silence poignant, et rien n'a jailli autant fait penser à la si belle phrase de Marcel Proust sur l'oiseau invisible qui chante puis qui se tait quand la nuit tombe, rien ne pourrait plus exactement rendre compte de cette apparition si forte et mystérieuse de Jacques Weber « seul en scène » : « Divisant la hauteur d'un arbre incertain, un invisible oiseau s'ingéniait à faire trouver la journée courte, explorait d'une note prolongée la solitude environnante, mais il recevait une réplique si unanime, un choc en retour si redoublé de silence et d'immobilité, qu'on aurait dit qu'il venait d'arrêter pour toujours l'instinct qu'il avait cherché à faire passer plus vite. »

MICHEL COURNOT

► Théâtre Renaud-Barrauld. Du mardi au samedi à 20 h 30, matinales dimanche 15 heures. Tél. : 42-58-60-70.

HEURES LOCALES

L'illusion démocratique de la télématique municipale

La Minitel aurait dû favoriser le dialogue direct, et donc la démocratie locale
Une ambition qui se révèle aujourd'hui illusoire

CONSÉQUENCE logique du succès populaire rencontré par le Minitel, la télématique s'est révélée, voici quelques années, aux responsables locaux de communication comme le nouveau média de proximité. On ne tarissait alors pas d'éloges sur l'outil, moderne en diable, facilement programmable, présent dans un tiers des foyers français et qui permettrait à la fois, peccat-nun, d'informer, de rendre service, de distraire et, surtout, de faire progresser la démocratie locale. Le dialogue devenait direct entre le citoyen et l'institution par clavier interposé. Les maires de grandes villes ont vu là l'occasion d'instaurer un zeste de technocratie dans une pratique institutionnelle de la communication.

Las ! Une récente étude réalisée par la société Conjuguer (1), pour le compte de la direction générale des collectivités locales, révèle « la stagnation, voire la baisse d'audience » de ces services télématiques municipaux. De même, pratiques et experts s'attendent plus aujourd'hui beaucoup d'un instrument dont la place, la vocation et l'utilisation dans la vie locale ne paraissent pas avoir jamais été bien définies.

Pourtant, l'idée de base est simple : chaque possesseur d'un Minitel peut, de chez lui, accéder aux services publics municipaux, faire part de ses observations, se renseigner sur tel ou tel projet, le discuter ou encore examiner dans le détail le budget municipal. Parfois, le citoyen pourra même poser des questions, auxquelles, bien vite, les maires ont décidé de répondre... ultérieurement (en différé, par écrit, par téléphone ou encore en

laissant un message sur le Minitel de l'usager). Le Minitel peut encore permettre d'effectuer de rapides sondages sur tel ou tel aspect de la vie locale. Les villes d'Amiens, Echirrolles, Epinay-sur-Seine ou Villeurbanne l'ont fréquemment pratiqué.

A Lorient, on donne des informations précises sur des sujets précis (sports, culture, etc.) pour fidéliser le public, tandis qu'à Boulogne-Billancourt, offres d'emploi et de stages occupent l'espace télématique municipal. Ailleurs, à Besançon ou Chambéry, un service d'information sur le sida a été mis en place ; à Laon, on présente chaque jour les « une » de la presse locale, etc. Ces quelques exemples témoignent à la fois des possibilités offertes par le Minitel et des usages variés qui en sont faits.

« Aller au bout de la logique »

Dans ces conditions, pourquoi parler d'échec de la télématique municipale ? « D'abord, explique Fabienne Leleux, spécialiste des nouvelles technologies de communication et initiatrice du projet télématique d'Epinay-sur-Seine, il faut examiner en amont ce que l'on veut réellement apporter comme services, et aller au bout de la logique : ce qui revient à exiger simplicité, rapidité et efficacité dans les rapports avec la population. Ensuite, il faut créer une dynamique de participation de tous les services et de la population, sinon cela n'a aucun intérêt ». Or cette démarche, peu de communes l'ont eue. Selon l'étude de Conjuguer, 239 services municipaux existent,



mais 45 % des communes ne répondent pas en direct. « L'imagination, la création d'un lien social dynamique, la transparence sur les choix et la justification en direct, sans langue de bois, c'est ce que permet la télématique, poursuit Fabienne Leleux. Or c'est

exactement ce qui pose problème aux institutions, puisqu'il s'agit de traiter des demandes et des sujets spontanés, ponctuels, volatils, éphémères. » Mais, l'étude le souligne, c'est la qualité du projet éditorial, le large éventail des possibilités et « les ser-

vices qui rendent service » qui attirent et satisfont les usagers. La réduction de ces vertus semble difficile. Toujours Fabienne Leleux : « Les municipalités ont du mal à soutenir dans le temps leur désir de télématique. » Sur le plan fonctionnel, il faut que le service tourne sans panne, ce qui oblige une maintenance constante et rapide. Sur le plan du style, il faut trouver une expression contemporaine qui ne soit pas en décalage avec le ton de l'interlocuteur.

Concrètement, cela représente des investissements en matériel et en hommes. De 23 000 à 350 000 francs pour un micro-ordinateur nu, pour des systèmes plus importants, de 240 000 à plus de 2 millions de francs. Dans ce domaine, la « surcoiffation » (en jargon informatique : le suréquipement) est très répandue. Côté personnels, les collectivités testées avaient un à deux salariés, ce qui est beaucoup pour un mauvais service, mais insuffisant pour le rendre attrayant et performant.

Une réalité contrastée

S'agissant enfin de l'efficacité - difficilement mesurable, sauf en termes d'audience - seulement 20 % des communes mènent une politique d'évaluation. Quand elle existe, celle-ci révèle une forte démodé dans les données culturelles (33 %) et de l'emploi (16 %) ; les « téléprévisions » - qui existent guère qu'à Brest, Metz et Paris, pour des réservations diverses notamment - restent rares. Au total, les quelques données récoltées révèlent une

audience à la baisse, avec un nombre d'appels de 2 500 par mois en moyenne pour une ville de moins de 20 000 habitants et de 8 500 pour les métropoles de plus de 100 000. Ces chiffres cachent toutefois une réalité contrastée puisque le service de Bercy enregistre 6 000 appels mensuels contre 8 000 à Toulouse, non citées dans l'étude, ce concède moins de 1 000.

Mais l'échec n'est pas seulement technique. C'est l'absence de « rentabilité sociale » qui donne le sentiment d'un échec de la pratique démocratique par le Minitel. « En vérité, la télématique librement mise en œuvre interrompt l'imprimatur politique. Il faut répondre vite, travailler dans l'urgence, ce qui a le double effet de perturber le confort des responsables locaux de la communication et de déprécier la politique du discours institutionnel », conclut Fabienne Leleux.

Seul le partenariat, déjà en place dans 33 % des services communaux, autorise de nouveaux souffles, des moyens promotionnels et de la logistique qui servent la commune éditrice. De la presse locale aux établissements scolaires, culturels ou aux commerces, différentes énergies peuvent converger pour utiliser efficacement la télématique.

RICHARD FERRAND

(1) Etude réalisée auprès des services télématiques municipaux existant au 1^{er} juin 1989 et approfondie sur un échantillon de quatre-vingts services.

La Bretagne réhabilite ses caps

Grâce à la prise de conscience des élus locaux, l'herbe va repousser à la pointe du Raz, à la pointe Saint-Mathieu et au cap Fréhel

FLOGOFF
de notre envoyé spécial

C'EST une première sur le littoral français. Des bâteaux, un centre commercial et un immense parking vont être détruits, pour laisser place à la laide et être reconstruits à l'intérieur des terres. Le tout à la demande même des élus locaux et avec leur participation financière. Cette opération spectaculaire et jusqu'ici inimaginable aura lieu à la pointe du Raz, le site le plus visité du Finistère.

Elle illustre les mouvements contradictoires qui agitent en ce moment la Bretagne maritime. D'un côté, on continue à bétonner les anses en ports de plaisance qui seront dotés de parkings ; à bateaux (pas moins de cinq projets en Finistère), de l'autre, on commence à nettoyer les promontoires et l'on fait refluer la marée automobile. Dans les deux cas, même motif : mieux exploiter le formidable capital touristique des rives armoricaines.

Constructions déplacées

Il faut se risquer sur les rocs de la pointe du Raz battus par la grande houle et rabotés par le souffle du l'Atlantique pour voir ce que l'on a osé faire de ce lieu magique. Des bâtisses incongrues, suintent l'humidité et plantées n'importe comment au milieu d'une sorte de terrain vague où volent les papiers gras, abritent histrotes, auberges, musée kitch et boutiques de souvenirs. A l'arrière, une aire asphaltée ressemblant à une piste de Boeing ne parvient plus, chaque été, malgré ses 400 places payantes, à endiguer le flot des cars et des voitures montant à l'assaut de la pointe. Les visiteurs (500 000 par an) restent dix minutes et font demi-tour. Bico entendu, l'Etat a depuis longtemps classé la pointe et ses

« annexes », la baie des Trépassés et la pointe du Van. Puis il a rangé l'ensemble dans la liste des grands sites nationaux à reconquérir. Peine perdue. Le premier plan de réaménagement avait été présenté aux communes (Flogoff et Clédén) l'année même où les ingénieurs de l'EDF préparaient installer une loi de la zone méga-centrale onctueuse. De même que les Bretonnes indignées avaient bastonné les CRS à coups de parapluie, les élus avaient décidé de repousser désormais tout ce qui viendrait de Paris. Pendant dix ans, le préfet lui-même n'osa plus s'aventurer sur leur territoire.

Les esprits se sont apaisés, et le nouveau maire de Flogoff, élu en 1989, Nicolas Perleux, ancien officier de la marine nationale, amoureux de ses terres, est convaincu que la situation à la pointe était devenue insupportable. Mieux avisé qu'autrefois, le ministère de l'environnement a envoyé sur place une chargée de mission dont la famille est de Douarnenez, M^{me} Anne Vourc'h. Elle a fait merveille, et tous les intéressés - préfet, conseil général, municipalités, hôteliers et commerçants - sont aujourd'hui d'accord.

Dans les deux ans qui viennent, les constructions déparant la pointe (hormis le phare et la statue Notre-Dame des naufrages) seront passées au bulldozer, puis reconstruites convenablement à 800 mètres en arrière, dans une combe. Place aux ajoncs, aux moquettes... et aux promeneurs, dont les moins courageux seront amenés sur place par une navette. Devis approximatif : 30 millions de francs, dont l'Etat et le Conservatoire du littoral prendront 60 % à leur charge.

« Flogoff vivra ! » clameur encore sur les murs du village les inscriptions de la bataille contre le nucléaire. En effet, elle sera en état d'accueillir convenablement deux fois plus de visiteurs qu'au-

jourd'hui. Ceux-ci pourront profiter de la réserve ornithologique du cap Sizun, propriété du département, ainsi que de la pointe du Raz et de la baie des Trépassés, également réhabilitées. La pointe, elle, aura retrouvé sa majesté naturelle.

Un encombrement choquant

Un autre projet, 600 mètres exemplaire, concerne la pointe Saint-Mathieu, dont le devise, « Usque finis terras », a l'honneur d'avoir donné son nom au département du Finistère. La commune - Plougonvelin - est, depuis no siècle, un lieu de villégiature que les Bretons atteignent jadis en tramway. A la pointe se dresse une très vieille abbaye dont les ruines ouvrent sur le ciel et la haute mer. Autour, une redoute Second Empire et le monument national des marins péris en mer en 1914-1918 renforcent l'attrait de ce lieu chargé d'histoire. Mais des casernes, des bâtiments abritant un musée et les gardiens du phare, un transformateur et un parking en ont fléchiement altéré la pureté. Cet encombrement choque les 350 000 touristes qui viennent ici chaque année.

Le maire, Louis Caradez, cinquante-cinq ans, ancien de l'agriculture et ex-directeur au Crédit agricole, s'en désolait depuis son élection, en 1983. Après avoir lancé dans son houry une opération fort originale de murs peints, puis avoir acheté à la défense nationale un fort Vanhan et ses 12 hectares de glacières pour les ouvrir aux visiteurs, il a décidé de s'attaquer à la pointe Saint-Mathieu. Il a convaincu le conseil général de « nettoyer » le site. Deux bâtiments sont déjà tombés, d'autres verront connaître le même sort, le parking sera reculé et caché derrière le haut mur d'un ancien potager.

MARC AMBROISE-RENDU
Lire la suite page 17

CRÉDIT FONCIER
DE FRANCE
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

REPÈRES

AQUITAINE

Une nouvelle cité judiciaire à Bordeaux

Bordeaux devrait disposer, en 1996, d'une nouvelle cité judiciaire à proximité de l'École nationale de la magistrature. L'architecte bordelais Jacques Hondelatte, officiellement désigné le 16 novembre 1990 par le garde des sceaux, travaille, depuis le début de l'année, avec les services techniques de la chancellerie et les utilisateurs locaux pour affiner ses plans et revoir les coûts (initialement 150 millions de francs). Les lots d'adjudication devraient être prêts à l'automne prochain.

La nouvelle cité, d'architecture résolument moderne, accueillera le tribunal de grande instance de Bordeaux - qui partage actuellement avec la cour d'appel les locaux du palais de justice. Le tribunal d'instance, le conseil des prud'hommes et le tribunal de police, pour l'instant éparpillés dans divers bâtiments du centre de Bordeaux, seront regroupés dans l'ancien palais, dont la rénovation devra également être engagée. Les travaux de la nouvelle cité judiciaire pourraient débiter à l'automne 1992, mais, ajoute-t-on avec prudence à la cour de Bordeaux, « la cité judiciaire de Lyon est prioritaire. La véritable volonté du ministre se manifestera au budget 1992 ». Les collectivités locales seront également sollicitées. D'ores et déjà, le conseil général de la Gironde a proposé de contribuer à la réfection du plafond de la salle des pas perdus du palais de justice, évaluée à 500 000 francs.

CENTRE

65 000 premières pierres à Tours

Chaque famille de la ville de Tours a reçu dans sa boîte aux lettres un carton d'invitation pour participer à la pose de la première pierre du futur Palais des congrès. A ce carton et à la brochure d'informations détaillées sur ce projet, était jointe l'une des 65 000 pierres de tuffeau - de la taille de trois sucres - découpées pour l'occasion. Les Tourangeaux étaient invités à apporter les 16 et 17 février ces « premières pierres », revêtues de leur signature, sur l'emplacement du futur Centre Vinci au cœur de la Cité, en face de la gare.

Ces pierres seront montées en pyramide sur un grand socle qui sera ensuite exposé dans le hall du bâtiment futuriste dessiné par Jean Nouvel. Cette opération symbolique vise évidemment à impliquer la population tourangeonne dans un projet qui ne fait pas l'unanimité.

MIDI-PYRÉNÉES

Le parking de la discorde

Depuis plusieurs mois, les élus du conseil municipal de Tarbes se déchirent à propos d'un parking. Ce dossier a provoqué une scission détonnante entre les communistes, dont le maire, M. Raymond Erracaret, et la majorité présidentielle (PS-MRG), d'une part, et un curieux renversement d'alliance entre les communistes et l'opposition (RPR-CDS), d'autre part. Les deux camps n'étaient pas d'accord sur le lieu d'installation du parking souterrain. La majorité présidentielle souhaitait cette création, place du Marcadieu, sous les Halles. Les communistes ont dû bénéficier de l'appui de leurs opposants de droite pour faire adopter le projet de construction, place de Verdun, dans le secteur piétonnier et commerçant.

Premières incidences de cette discorde : l'équipement en feux tricolores des principaux carrefours desservant la place où doit être implanté le parking vient d'être voté en conseil municipal par les seuls communistes. La construction de ce parking de 320 places débutera en avril prochain.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Christophe de Chenay et de nos correspondants : Robert Belleret (Lyon), Gisèle de Matha (Bordeaux), Edouard Bazzat (Rouen), Jean-Jacques Ruffat (Tarbes), Michel Lévêque (Poitiers).

du Nord (San-Luis-Potosi), L'Amazone

DEBAT

L'Ecureuil menacé de recentralisation

par Arthur Paecht

LES Français, à juste titre, demeurent très attachés à leur Caisse d'épargne qui n'est pas, et ne doit pas devenir, une banque comme les autres. Cette noble institution, qui remonte à La Rochefoucauld et à Benjamin Delessert, connaît actuellement une profonde transformation, nécessaire sans doute, mais susceptible de mettre en péril son éthique si nous n'y prenons pas garde.

La richesse de notre réseau Ecureuil repose sur une décentralisation des pouvoirs de décision voulue par le législateur en 1983. Celui-ci a confié à un conseil d'orientation et de surveillance, démocratiquement élu, des responsabilités fondamentales concernant l'orientation de la caisse, la nomination de sa direction, le budget et aussi les projets de regroupements éventuels que l'évolution du tissu socio-économique local et la conjoncture générale imposent dans les meilleurs délais.

Mais si ces regroupements sont inductibles et souhaités par tous les acteurs du réseau pour faire face au défi informatique et à l'ouverture du marché européen, la loi et l'éthique de notre réseau, avec sa vocation sociale particulière, doivent être respectés.

Or, par une directive du 8 janvier 1991, méprisant les décisions des conseils d'orientation de certaines caisses et bafouant la loi en vigueur, l'organe central, le CENCEP, a la prétention d'imposer des regroupements qui relèvent davantage de groupes de pression, voire de copinages, que des pouvoirs conférés à cet organe central par la loi. Mieux encore - et c'est une première - ayant conscience de l'illégalité de ses pseudo-décisions, il essaie de les justifier en arguant d'une loi future que les parlementaires n'ont pas encore examinée et qui lui attribuerait, le jour venu, le pouvoir absolu de décision qu'il n'a pas et qu'il ne faut surtout pas lui donner.

Mépris de la loi, mais également des hommes, car un réseau ne peut se construire que sur la volonté et la solidarité des hommes qui le composent.

J'ai pu constater moi-même, dans ma région, le dynamisme qui peut résulter d'une volonté de travailler ensemble. C'était jusqu'à ce jour la richesse de notre réseau qui a toujours su favoriser et encourager les initiatives locales.

La loi de 1983 n'a pas été abrogée, au contraire les pouvoirs des conseils d'orientation et de surveillance ont été prolongés d'un an par un vote du Parlement et il faut que dans un Etat de droit la loi soit respectée dans son texte et dans son esprit.

La dimension européenne

Il est normal qu'il en soit ainsi à l'heure de la décentralisation. Ce pouvoir et cette force de proposition doivent rester entre les mains des déposants. C'est dans cet esprit que j'ai déposé, le 19 décembre 1989, une proposition de loi sur le bureau de l'Assemblée nationale pour que le vote des élus ne puisse plus être bafoué et que les responsabilités de chacune des parties soient enfin clairement définies.

Il nous faut des caisses d'épargne de dimension européenne, animées par un chef de réseau fort et respecté qui, pour cela, doit être une véritable émanation des caisses d'épargne, et donc de ses clients.

Il appartient aux parlementaires de défendre cette institution et sa vocation de proximité des épargnants, de même que son rôle de partenaire privilégié des collectivités dans le cadre en particulier de financements publics concernant le logement social.

Avec son partenaire essentiel, la Caisse des dépôts et consignations, l'Ecureuil pourra aborder sereinement sa mutation si on pense d'abord aux clients et aux hommes de qualité qui composent ce réseau. Ni les uns ni les autres ne doivent être les victimes de ceux qui, ébrièvement, s'en estiment propriétaires.

► Arthur Paecht est député du Var (UDF-PR), président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'épargne de Toulon et de Brignoles.

BLOC-NOTES

AGENDA

► Rencontre des petites villes de la région Bretagne. - L'Association des petites villes de France organise le 21 février à Liffre (Ille-et-Vilaine) la première rencontre pour la région Bretagne. Elle verra une intervention de Georges Sarre, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé des transports routiers et fluviaux, sur « transport et sécurité routière dans les villes », ainsi qu'une présentation par des représentants de Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, de la coopération intercommunale et du « statut de l' élu ». Un exposé sera fait sur l'analyse et le diagnostic financier appliqués aux petites villes de Bretagne.

► APVF, 5-7, rue Paul-Louis Courier, 75007 Paris.

► Les « Entretiens des Minguettes ». - Un colloque sur la vie dans les grands ensembles, baptisé « Entretiens des Minguettes », aura lieu les 21 et 22 février à la mairie de Vénissieux (Rhône). Il est organisé par la revue Urbanismes et architecture, l'Etat, la communauté urbaine de Lyon et la commune de Vénissieux. Des experts analyseront des exemples étrangers (URSS, Washington, Chicago, Suède...) et M. Claude Neuschwander, président de l'équipe Demosten, chargée de rénover le quartier Démocratie de Vénissieux, présentera l'état de ses travaux.

► Renseignements au (1) 42-38-57-86.

PUBLICATIONS

► La dérive des régions. - Bordeaux ici, Lille ailleurs, le Loiret « contre » la Mairie-at-Moselle pour attirer des investissements étrangers : chacun joue sa carte. Les territoires sont livrés à eux-mêmes. La France a un handicap. Elle est décentralisée trop tard, sous la pression de l'urgence. Le nombre de ses communes est pléthorique, ses départements trop petits, les régions encore très jeunes et mal dimensionnées face aux Länder allemands et aux Généralités espagnoles. Ce sont ces défis que rétrace dans son livre Gilles Savary, titulaire d'un DEA en analyse régionale urbaine, actuellement directeur de cabinet du président du conseil général de la Gironde.

► La Dérive des régions, par Gilles Savary, Editions Vivisques, 1223 p., 120 F.

CONTACTS

► La « qualité » des pays d'accueil touristique. - Michel Colinet, président de la Fédération nationale des pays d'accueil touristique (FNPA), a signé le 8 février avec treize organisations des consommateurs le premier « contrat pour l'amélioration de la qualité ». Le FNPA est ainsi le premier opérateur touristique à bénéficier de la marque « approuvé » du secrétariat d'Etat à la consommation. A cette occasion a été présenté le catalogue de 46 produits touristiques en espace rural qui ont répondu aux impératifs de contrôle de qualité réalisés par « Qualité-France ».

► Fédération nationale des pays d'accueil touristique, BP 558, 35305 Fougères Cedex.

► « Télécommunications dans la ville ». - Un observatoire pour les télécommunications dans la ville chargé de « rapprocher le monde des collectivités locales et celui des télécommunications » a été créé le 1^{er} janvier à l'initiative de Paul Quilès, ministre des postes, télécommunications et de l'espace. Cet observatoire appelé « Les télécommunications dans la ville » est présidé par Bernard Schneider, député des Yvelines. Il a pour mission d'évaluer les besoins, d'analyser les tendances, d'identifier les besoins en outils de télécommunications et en formation, d'informer les élus... et de proposer des actions pour France Télécom. Son conseil d'orientation composé pour un tiers de représentants des collectivités locales se réunira pour la première fois début mars.

► 87, rue La Boétie, 75008 Paris.

► Une commission sur l'Île-de-France. - L'Association nationale des administrateurs territoriaux, l'Association des ingénieurs des villes de France, la Conférence des secrétaires généraux de la région parisienne et l'Association des directeurs d'offices HLM de la région parisienne viennent de constituer une commission de réflexion sur l'aménagement de l'Île-de-France, animée par Jacques Marsaud, secrétaire général de Saint-Denis. Un premier rendez-vous devrait avoir lieu fin mars, à propos du projet de SDAU, autour du préfet de région. La commission essaiera aussi d'attirer les fonctionnaires de la Ville de Paris, curieusement absents de la plupart des associations territoriales.

► Renseignements au (1) 49-33-62-17.

Chennevières s'affiche en braille

A la fin du mois de février, les aveugles et les malvoyants auront gagné un peu d'autonomie à Chennevières-sur-Marne. Tous les bâtiments administratifs de cette ville du Val-de-Marne seront équipés de plaques en braille : la mairie, la trésorerie principale, les services de la Sécurité sociale, l'Espace de Gaulle (un bâtiment qui abrite un conservatoire de musique, salle de mariages et salle du conseil), le bureau de poste et son annexe, un grand ensemble à cheval sur la commune de Champigny-sur-Marne, etc.

Ce dispositif sera complété par des plaquettes apposées aux arrêts d'autobus traduisant le numéro de la ligne, le nom de l'arrêt et les horaires ; dans les cabines téléphoniques pour indiquer leur numéro d'appel ; sur les boîtes aux lettres des PTT pour permettre d'identifier les catégories et les destinations du courrier. Au total, une soixantaine de plaquettes (1) seront apposées dans la ville.

Cette initiative originale vient confirmer l'intérêt que la municipalité porte aux personnes handicapées. En effet, une partie du balayage des rues et de l'entretien des écoles est assurée par des handicapés mentaux moyens ou profonds. Depuis 1987, la ville a passé une convention avec l'Association des familles des centres de rééducation pour déficients mentaux (AFA-ACR) (2) pour l'entretien de cantons de voirie. La facture de sa prestation est identique à ce qui serait versé à

des cantonniers communaux, charges patronales comprises, effectuées la même travail. Il n'est pas question, pour Gérard Zribi, psychologue, éducateur et directeur de l'AFA-ACR, de brader les marchés. Mais il prend soin d'ajouter : « Si les travailleurs sont handicapés, il n'est pas question que le travail, lui, le soit ». C'est pourquoi, sur certains cantons, le travail est assuré par une seule personne huit heures par jour et que, sur d'autres, il l'est par deux ou trois qui se relaient.

Cette activité permet souvent de nouer des relations avec le voisinage, et se prolonge fréquemment par la réalisation de petits travaux de jardinage chez des particuliers. Les travailleurs handicapés bénéficient de soutien psychologique et d'une scolarisation. Neuf personnes travaillent ainsi à Chennevières, cinq à Champigny (depuis 1978) et une à Créteil (depuis 1988) pour un coût annuel de 700 000 francs. Le prix d'une réelle intégration.

FRANCIS GOUGE

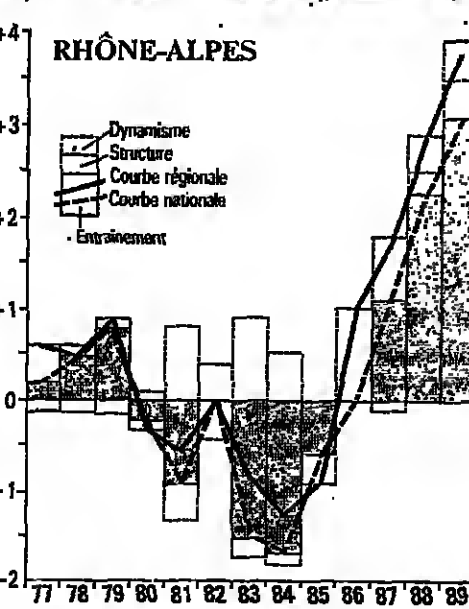
(1) Les plaquettes - 40 francs l'unité - sont réalisées par l'ASATAP (Association des standardistes et agents techniques aveugles de France), 16, rue de la Folie-Regnault, 75011 Paris. Tél. 43-79-34-35.

(2) AFA-ACR, 1, avenue Mante-Hotellier, 94500 Champigny-sur-Marne. Tél. 48-80-71-47.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/EMPLOI/UNEDIC

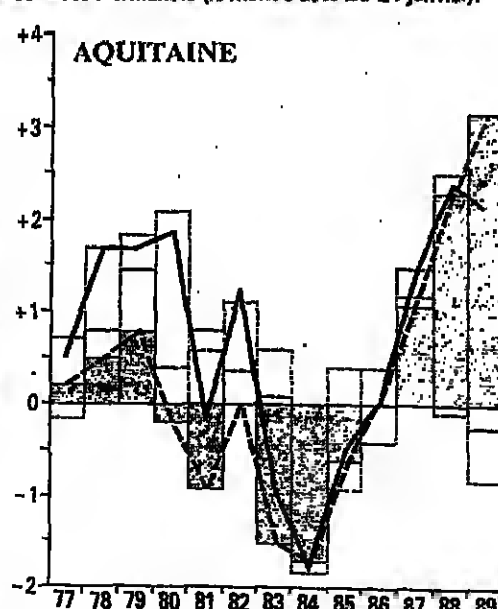
Comment mesurer l'évolution de l'emploi dans une région par rapport à l'évolution nationale ? L'UNEDIC a créé un indicateur qui tient compte de la structure des emplois et du dynamisme régional. La courbe régionale (trait noir plein) exprime le point d'équilibre par rapport à la tendance nationale. Nous avons déjà publié Nord-Pas-de-Calais et Ile-de-France (le Monde daté 18-19 novembre), Bretagne et Languedoc-Roussillon (le Monde daté 16-17 décembre), Basse-Normandie et Haute-Normandie (le Monde daté 20-21 janvier).



Fausse réputation

LES mythes ont la vie dure. Souvent citée en exemple, la région Rhône-Alpes n'obtient pas des résultats à la hauteur de sa réputation. Certes, elle ne cesse de faire preuve de dynamisme, mais cette qualité industrielle, évidente et confirmée, ne lui a pas toujours permis de se détacher de la moyenne nationale, loin s'en faut. Contrairement à ce que l'on pouvait penser, il faut en rechercher l'explication dans la structure des activités qui est restée, de 1980 à 1986, orientée de façon négative, après avoir été neutre pendant longtemps. Ce n'est que depuis la reprise générale que la composition enfin adaptée des industries et des services, allée aux performances, a permis à la région de dépasser la croissance française.

Favorable malgré tout, cette évolution renvoie à une réalité que l'image de Rhône-Alpes avait fait oublier. Derrière les nouvelles technologies, le rôle avant-gardiste de Grenoble et la mutation de Lyon, il y a aussi une région de vieille industrialisation qui souffrait autant que les autres. Même si la crise a laissé moins de traces.



Dynamisme perdu

A la fin des années 70, l'Aquitaine revenait de loin et faisait preuve d'un esprit de conquête. Dans le prolongement de l'implantation de l'usine Ford à Bordeaux, elle s'envolait au point de surclasser sans vergogne les tendances nationales de l'époque. Les restructurations de 1984 ont marqué la fin de cette phase heureuse. Brusquement, le dynamisme a été perdu et, comble de malchance, voilà que les effets de structure d'emplois semblent jouer négativement depuis 1988.

Est-ce le début d'un cycle de déclin, la signe d'un vieillissement de la région ? Toujours est-il que, partie prenante du Grand Sud-Ouest, l'Aquitaine ne paraît pas en mesure de sauvegarder son leadership. En état de faiblesse relative, elle risque de ne pouvoir jouer le rôle de locomotive qu'on attendait d'elle. La composition même de ses activités pèse sur ce ralentissement. Ce qui apporte un démenti à ceux qui attribuent du poids à l'héliotropisme ou croient que les régions du Sud ont mécaniquement plus de chances de se développer avec les nouvelles technologies.

L'HIERMES Editeur

Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur
TECHNIQUES
QUANTITATIVES
DE GESTIONpar André BRIGAND
et Jacques OBADIA
Diffusion MEDILIS SA
9 rue Séguier 75006 PARIS

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS • EMPLOI

L'AVENIR EST A CEUX
QUI LE LISENT DÈS AUJOURD'HUI

CHAQUE MARDI (numéro daté mercredi)

هكذا من الأصل

HEURES LOCALES

Wickerschwihr, village parasismique

Cette commune du Haut-Rhin sur le « fossé rhénan » s'est dotée d'un plan en prévision d'un tremblement de terre

COLMAR
de notre correspondante

PARTAGÉE entre son ancienne vocation agricole et un habitat résidentiel qui s'est fortement développé au cours des vingt dernières années, Wickerschwihr, un village de 508 habitants près de Colmar, coule des jours paisibles d'où la banquette d'un séisme est absente. Son maire, Bernard Sacquépée, ne s'en est pas moins senti concerné par les récents tremblements de terre en Arménie et au Mexique, et par les menaces, même diffuses, causées par la situation du village en zone de sismicité moyenne, selon le zonage régional de la France effectué en 1986. « Nous avons eu des spécialistes à annoncer que le fossé rhénan risquait, dans les cinquante prochaines années, de subir une secousse tellurique », dit-il.

Scénario catastrophe

A l'initiative de son maire, la commune mène donc depuis septembre 1989 une expérience de sensibilisation au risque sismique et de prise en compte de ses conséquences tant sur les plans humain qu'économique. Un groupe de travail s'est constitué, formé de douze habitants du village d'horizons et d'âges les plus divers, sans compétence sismologique particulière. La population a été tenue informée pas à pas par l'intermédiaire du bulletin municipal. « Nous avons été parfois accueillis par des sourires, mais tout le monde joue le jeu », note avec satisfaction le maire.

Si les autorités préfectorales ont été averties, le seul intervenant exté-

rieur à prendre part à l'opération est Bruno Royet, du Centre strasbourgeois d'études techniques de l'équipement de l'Est. Son rôle : animer le groupe de travail et servir de conseiller technique pour le risque sismique. L'étude et la réalisation du plan sont totalement prises en charge par les habitants. Bruno Royet est le premier à louer cette dimension de l'expérience. « C'est un bel exemple de démocratie locale », souligne-t-il.

« Pour que l'étude soit la plus complète possible nous avons choisi l'hypothèse la plus pessimiste », indique Bernard Sacquépée. C'est par une nuit sans lune, par moins de 15 degrés, sous la neige, au début d'un week-end, qu'un séisme dévasterait Wickerschwihr. Dans ce scénario catastrophique, neuf habitants décèderaient et 272 seraient blessés dont 71 grièvement. Sur les 170 bâtiments du village, 144 seraient endommagés à des degrés divers. Le clocher de l'église s'effondrerait par exemple sur le poste d'incendie voisin. Le coût des dysfonctionnements provoqués par le séisme s'élèverait à 112 millions de francs, toutes fonctions comprises, dont près de 11 % seraient supportés par la collectivité locale, mais 85 % seraient à la charge des particuliers.

Plus grave, la commune à laquelle on accède d'où qu'on vienne par un pont, se retrouverait coupée du monde pendant au moins quarante-huit heures. Or on sait que plus de 80 % des blessés graves ensevelis doivent être secourus dans les toutes premières heures pour conserver des chances de survie, note le maire de Wickerschwihr. Le village ne pourrait donc compter dans un premier temps que sur ses propres ressources et sur sa capacité à se mobiliser

pour sauver de nombreuses vies humaines.

Voilà, largement démontrée, l'utilité du plan d'entretien général et d'assistance aux secours (PEGAS), ultime et concrète étape de l'expérience menée à Wickerschwihr pour une parade efficace aux risques sismiques. Les habitants du village consacreront cette année à sa réalisation et les prochaines à sa maintenance et à son amélioration.

Itinéraires sûrs et points refuges

Le plan comporte une phase de prévention qui se décompose en trente-huit tâches élémentaires définies, programmées et chiffrées individuellement, telles que la reconnaissance d'un « itinéraire d'évacuation sûr », l'identification de « points refuges », la maîtrise du système d'assainissement ou l'amélioration des réseaux d'alimentation électrique, d'éclairage public et de lignes téléphoniques. Des recommandations d'urbanisme parasismiques seront délivrées aux nouveaux constructeurs. Le plan d'occupation des sols de la commune sera révisé. Des fiches par maison et par habitant seront mises en place dans chaque quartier. Ces inventaires, réalisés tous les six mois, contiendront les tâches des responsables déjà désignés.

Dans le domaine éducatif enfin, les jeunes du village suivront une formation de secouriste. Les enfants étudieront le phénomène sismique et feront des exercices pratiques à l'école. Les sapeurs-pompiers locaux seront formés spécifiquement pour le secours post-sismique.

Quant au plan de secours proprement dit, il définit les tâches de chacun. On compte, ici, sur la « respon-



sabilisation des habitants » et les réflexes acquis lors des actions de prévention pour réduire l'aspect meurtrier du séisme. Partout où il a été présenté, PEGAS a suscité l'intérêt. Il a remporté le concours de la Fondation nationale pour la prévention des risques naturels, coiffant sur le poteau une soixantaine d'autres projets de collectivités locales. Il a séduit le jury pour son « originalité » et parce qu'il est « facilement transposable dans d'autres communes ».

Ce n'est pas son coût qui pourrait dissuader d'autres communes de marcher sur les traces de Wickerschwihr : pour l'instant, le village n'a déboursé que 3 000 francs. Le projet a été subventionné par la sécurité civile. Des entreprises privées apporteront leur aide pour l'acquisition des divers matériels. La collaboration du seul spécialiste de l'opération a été prise en charge par le ministère de l'environnement et la délégation aux risques majeurs du conseil général haut-rhinois. Tous les autres participants ont travaillé bénévolement. Et le premier prix de la Fondation pour la prévention des risques naturels s'est accompagné d'un chèque de 250 000 francs. Une somme qui représente le quart du budget communal et qui sera exclusivement consacrée à améliorer la sécurité dans le village.

ANNE SCHOEFF

Nuages sur la colline éternelle

Vézelay vendu à des sponsors ?
Les habitants refusent le projet de la région

AUXERRE
de notre correspondant

ALORS que le conseil général de l'Yonne vient de cautionner l'implantation d'une nouvelle unité du Club Méditerranée au cœur de la Puisaye chère à Colette, à l'extrémité du département, à Vézelay, on s'interroge sur les projets de la région.

En ce qui concerne le Club Méd qui va s'installer à Champcervais et qui va coûter 28 millions de francs au département et 6,5 à la région, ce sont les élus qui ont conclu. En revanche, sur la colline éternelle où reposent Maurice Clavel, Max-Pol Fouchet, Bataille et le « pèché » de Paul Claudel, Rosalia Scibor de Ryska, et que bantent encore les ombres de Théodore de Bèze, Romain Rolland et Luguelbrocht, la décision appartient, semble-t-il, à la population.

Une bonne partie des Vézéliens ont signé une pétition rédigée et diffusée par la fille de Max-Pol Fouchet, Marianne, que soutient vigoureusement Jules Roy, contre un projet commandé par la région Bourgogne. Ils ont fait savoir à son président, Raymond Janot, leur détermination à faire échouer ce qui les considèrent comme une véritable OPA. Leur colère est d'autant plus vive qu'ils n'ont pris connaissance du dossier (une soixantaine de pages) que grâce à une fuite.

Contestation autour d'un « Médiéval-land »

Que concluent ces recommandations pour la mise en valeur culturelle et la maîtrise touristique de Vézelay ? Qu'il faut déboiser la butte, réaménager l'entrée du village en supprimant la station-service qui s'y trouve, paver certaines artères, restaurer les recoins et réaffecter les maisons inhabitées (42 %). Le projet préconise de limiter la circulation routière à l'intérieur de la bourgade, dans laquelle on ne pourrait plus pénétrer qu'à l'aide d'une carte magnétique.

Un système de sociologie interphone serait mis en service à l'intention « des personnes qui souhaitent, pour des raisons valables, pénétrer en voiture (clients des médecins, des dentistes) ». On construirait un parking de 1 500 m² et on installerait sur le site une librairie « haut de gamme » et une « boutique culturelle spécialisée dans le musée Zervos ». On précise que cette boutique culturelle pourrait vendre des sacs

en papier glacé avec la reproduction de la basilique et... de la vaisselle. Bien sûr, des contacts seront établis régulièrement avec les sous-opérateurs et autocaristes, et on fera appel au mécénat et au sponsoring d'entreprise. On échange d'un doo ponctuel de l'ordre de 2 à 3 millions de francs ou de dons annuels de 200 000 à 300 000 francs, mécènes et sponsors seraient autorisés à utiliser la ville (image et espaces) pour leur communication et leurs relations publiques.

On organisera des visites aux flambeaux et, le dimanche matin, le petit déjeuner sera servi, « au soleil levant », dans le jardin du doyenné. Trente-neuf personnes seraient salariées à temps complet, alors que toutes ces activités ne concernent que la saison estivale (de Pâques à la Toussaint). Avec les investissements liés aux achats de terrains,

l'auto-guidage dans la basilique, l'acquisition de navettes automobiles et l'aménagement du parking, la note s'élèverait à plus de 8 milliards de francs.

Le maire, André Giolsty, ne monnaie pas ce qu'il appelle aujourd'hui un « Médiéval-land », un « souk », a entendu les contestataires qui ne cessent de faire pression sur le conseil municipal depuis un mois. Un supermarché de la culture, ce n'est pas ce que demandent les gens, précise-t-il, en ajoutant qu'il conduit lui-même une autre étude.

Cette querelle, en tous cas, a permis de mettre le doigt sur le désert qu'est devenu, sur le plan de l'animation, Vézelay, qui n'a accueilli qu'un concert en 1990, et pour lequel il faudra faire quelque chose de concret si on ne le vend pas aux nouveaux marchands du temple.

JEAN-CLAUDE CHARLET

La Bretagne réhabilite ses caps

Suite de la page 15

Aiguilloné par une telle ardeur, le ministère de la culture consolide et restaure partiellement l'abbaye. Dans les cinq ans à venir, la mise sous terre des lignes électriques, l'ouverture d'une maison de site et le reverdissement des espaces naturels sont programmés. La facture se monterait à 15 millions de francs, dont une faible partie seulement à la charge de la commune. Ancien banquier, M. Caradec n'a pas son pareil pour signifier un dossier de demande de subvention.

Gilles Larondelle, quarante ans, maire de Fréhel, dans les Côtes-d'Armor, devrait bien lui demander conseil. Là aussi, il s'agit d'une commune littorale qui vit du tourisme. Son capital est sans pareil : le Fort-La-Latte, impressionnant château féodal si bien conservé par son propriétaire qu'on y tourne le film « Les Vikings » ; quatre plages de sable fin ; 300 hectares de landes classées ; le cap Fréhel avec son phare.

Mais ce capital est victime de son succès : les centaines de milliers de visiteurs qui veulent en profiter chaque été menacent l'in-

tégrité des sites. Pourtant, depuis dix-sept ans, la commune, qui veut exploiter seule son « magot », est en guérilla permanente avec les autorités. Une route, un camping, deux parkings ont été construits sans autorisation... et, bien entendu, sans aucune aide. Le dernier coup de force - un parking supplémentaire ouvert sur le cap - a provoqué la colère et une visite éclair du ministre de l'environnement, Brice Lalonde (le Monde du 27 juin 1990).

Revenant à la raison, le maire du Fréhel a tout de même réparé les dégâts. Il vient de présenter à la commission des sites ou plan d'aménagement plus acceptable et fait reboiser par l'ONF le terrain de camping communal installé dans les dunes. Mais le conseil municipal ne se résout pas à proposer au département et à l'Etat un programme global et à long terme de mise en valeur et de préservation des trésors naturels du cap Fréhel. Les idées du Finistère cesseraient-elles d'être bonnes dès qu'on franchit la frontière des Côtes-d'Armor ?

MARC AMBROISE-RENDU

Les villes face aux risques du développement

Le colloque AMF-« le Monde » a souligné les difficultés du partenariat et de la coopération intercommunale

CAMBRAI

de notre envoyé spécial

LES maires sont de plus en plus fréquemment et fortement sollicités pour intervenir dans la promotion, et parfois dans la gestion, de la vie économique de leur cité. Ils ne peuvent agir seuls, et on les presse de se rapprocher des entreprises privées, des entreprises publiques, des autres collectivités publiques - département, région, Etat - et, surtout, de leurs voisins immédiats. Les maires sont donc, dans ce domaine, « partenaires » et « intercommunitaires ». Ils correspondent à des démarches nécessaires mais qui comportent des risques non négligeables. Ces questions ont nourri les débats du colloque organisé à Cambrai les 6 et 7 février par l'Association des maires de France (1), avec le patronage du Monde (le Monde du 3-4 février).

Il est souhaitable que les municipalités se rapprochent des entreprises, comprennent leurs besoins, créent autour d'elles l'environnement favorable à leur développement. En se gardant de pousser trop loin cette convenance. En effet, la logique de l'entreprise est tout autre que celle de la collectivité, fondée sur l'analyse du marché, le souci de la rentabilité, l'obsession de la concurrence. La logique d'une équipe municipale doit rester politique, préoccupée de satisfaire le bien commun dans le respect des différences individuelles.

Financements croisés

Comment éviter que les préoccupations économiques conduisent à oublier les exigences politiques ? Joël Bateau, maire de Saint-Nazaire, a, par exemple, cette réponse : il faut que les municipalités définissent un projet global dans lequel le développement économique n'est qu'un élément, pas forcément prioritaire. Le partenariat avec les entreprises publiques ? Il est indispensable sans être trop facile. Des critères assez vives ont été formulés, au cours du colloque, à l'égard d'EDF, de la SNCF... partenaires très puissants - dans le cas de la SNCF, gros propriétaire foncier - et avec lesquels

il est souvent difficile d'établir des relations d'égal à égal. Pour Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, il est parfois plus malaisé de traiter avec elles qu'avec un entrepreneur privé.

Impossible aujourd'hui pour une commune de travailler en solitaire, isolée de ses voisins immédiats ou plus lointains. C'est dans le cadre d'une agglomération ou d'un réseau de villes que doit aujourd'hui s'organiser le développement économique. A condition que chacun des partenaires communaux accepte de sacrifier une partie de ses prérogatives, notamment fiscales. Les résistances, ou s'en doute, sont fortes, même si - comme dans la communauté urbaine de Lille - on parvient parfois à répartir une partie de la taxe professionnelle.

Le débat est encore plus ardu lorsqu'il s'agit de préciser les termes du partenariat entre la ville, c'est-à-dire la commune, le département, la région et l'Etat. La plupart des projets économiques de quelque importance impliquent l'intervention en cascade de plusieurs collectivités avec un jeu de financements croisés qui brouillent et diluent les responsabilités. Légèrement d'ailleurs, c'est ce pas aux seules régions qui devrait revenir la tâche de favoriser le développement économique ?

Reste enfin la grande question de l'harmonisation au niveau national des multiples projets urbains rarement complémentaires, souvent concurrents. Comment éviter que l'émulation entre les villes n'aboutisse à renforcer l'inégalité qui existe déjà entre les plus riches et les moins favorisées ? C'est sur ce problème que devraient se pencher les responsables de l'aménagement du territoire, qui, comme l'indiquait Jacques Chérèque, ministre délégué, au cours du colloque, ont d'abord à résoudre ce véritable casse-tête : ce pas entraver le développement de l'Île-de-France, seule région de taille européenne, tout en évitant que celui-ci n'entraîne un appauvrissement définitif du reste du territoire.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON

(1) 41, quai d'Orsay, 75007 Paris, tél. : (1) 47-05-39-65.

REPÈRES

POITOU-CHARENTES

Fromage et BD en Andalousie

Le Poitou-Charentes sera présent, en 1992, à l'Exposition universelle de Séville. Le président du conseil régional, Jean-Pierre Raffarin, a déjà pris contact à cet effet avec son homologue andalou. Il suggère la présence du Centre national de la BD d'Angoulême, d'artistes et de créateurs comme la chorégraphe Régine Chopinot, de la Chapelle royale de Sévilles, du Futuroscope... Sans oublier quelques chefs régionaux de réputation nationale. En retour, des jeunes de Poitou-Charentes pourraient être accueillis gratuitement en Andalousie.

D'autre part, la coopérative fromagère Poitou-Charente, qui a son siège à Dissey (Vienne), vient d'implanter une unité de production de fromage de chèvre à Grazalema (Andalousie). Cette opération, pilotée par la région, entre dans la recherche de partenariat sur l'axe atlantique et répond à une volonté d'action concrète sur le plan économique. L'Andalousie produit 200 millions de litres de lait de chèvre par an. La technologie poitevine va permettre aux Andalous de valoriser un élevage pratiqué jusqu'à présent de façon archaïque.

HAUTE-NORMANDIE

La desserte aérienne progresse

Les trafics des deux aéroports commerciaux de Haute-Normandie, Le Havre et Rouen, ont progressé respectivement de 17,8 % et de 7,2 % en 1990 par rapport à 1989. Au Havre, la fréquentation des lignes régulières a fait un bond de 24 %, passant de 23 486 à 28 983 passagers. Le trafic charter a lui progressé de 5 %, passant de 9 782 à 10 226 passagers. Sur les sept lignes desservant Le Havre (Lyon, Londres, Nantes, Bruxelles, Reims, Caen et Bordeaux), ce sont celles de Lyon et Londres qui sont les plus performantes, avec 9 802 et 8 945 passagers. Le 21 janvier dernier une nouvelle ligne a été ouverte vers Paris Orly (matinée et soirée) et Roissy (milieu de journée).

A Rouen, le trafic des lignes régulières à destination de Londres, Lyon, Nantes, Lille, Amsterdam est passé de 30 874 à 33 113 passagers, le trafic charter stagnant à 3 300 passagers. Les collectivités de Haute-Normandie apporteront, en 1991, 7,4 millions de francs pour combler le déficit d'exploitation de ces lignes.

RHÔNE-ALPES

La région se lance dans le cinéma

Après deux ans d'une course d'obstacles juridiques, agrémentée d'un détour par le Conseil d'Etat, la région Rhône-Alpes vient de créer le Centre européen du cinéma (CEC), un organisme visant à favoriser la création cinématographique décentralisée, initiée par Roger Planchon, codirecteur du Théâtre national populaire (TNP), et qui, sous la forme d'avances sur recettes, participera à la production de longs métrages.

Aux termes de la convention cosignée par Charles Millon, président (UDF-PR) du conseil régional, et Roger Planchon, ce dernier est nommé PDG de la société anonyme CEC dont la région possède 15 % des actions. Avec les 20 millions de francs que la région s'engage à lui fournir actuellement, pendant cinq ans, le CEC devra produire ou coproduire chaque année au moins trois films de long métrage ou programmes audiovisuels dont le tournage se déroulera « de manière significative sur le territoire de la région », développer des projets de films, notamment par des conventions d'écriture de scénarios et organiser la diffusion dans la région des films coproduits par le centre.

La région qui, de son côté, apportera « son appui et son assistance » pour faciliter le tournage et la diffusion des films entend se comporter en producteur plus qu'en mécène puisqu'il est stipulé que le CEC devra porter son attention, en priorité, sur des « films susceptibles de diffuser l'image de la région et de dégager des recettes ».

REPÈRES

COMMERCE
EXTERIEUR

Le déficit commercial
des Etats-Unis
s'est réduit en 1990

Loin du record de 180 milliards de dollars atteint en 1987, ce qui correspondait alors à 980 milliards de francs, le déficit commercial des Etats-Unis a continué à se réduire en 1990. Selon les statistiques provisoires, publiées vendredi 15 février par le département du commerce, le déficit de la balance commerciale s'est établi à 6,2 milliard de dollars en décembre (contre 9,9 milliards en novembre) et à 101 milliards sur l'ensemble de l'année 1990 (505 milliards de francs). Ce résultat marque une diminution de 7,7 % du déficit net par rapport à l'année précédente (109,4 milliards).

Il y a encore deux ans, la publication mensuelle des statistiques commerciales américaines suscitait le plus vif intérêt des économistes et des opérateurs sur les marchés financiers ; le passage d'un déficit important, causé par la chute des dépenses publiques, était perçu comme l'un des principaux déséquilibres de l'économie mondiale. Depuis, notamment grâce à la baisse du dollar, le solde de la balance commerciale s'est amélioré.

Mais à la progression des exportations liée au regain de compétitivité s'est ajoutée la contraction des importations, sous l'effet de l'arrêt de la croissance économique. Ainsi, en décembre, les achats des Etats-Unis à l'étranger (39,7 milliards de dollars) ont diminué de 8 % par rapport au mois précédent, tandis que les exportations baissaient de 2 % (à 33,5 milliards).

INFLATION

La hausse des prix
à la consommation
se ralentit
en Grande-Bretagne

La hausse des prix à la consommation de la Grande-Bretagne a atteint 9 % en rythme annuel en janvier, contre 9,3 % en décembre, selon les statistiques gouvernementales publiées vendredi 15 février. En octobre dernier, l'inflation avait atteint un pic de 10,9 % en rythme annuel.

Cette amélioration de l'indice des prix depuis plusieurs mois a permis à la Banque d'Angleterre, il y a quelques jours, d'abaisser son taux de base, et de nombreux économistes estiment qu'un nouvel assouplissement du crédit interviendra prochainement.

PRIX DE GROS

Nouvelle diminution
aux Etats-Unis

Après avoir chuté de 0,6 % en décembre, les prix de gros ont diminué de 0,1 % aux Etats-Unis en janvier, et ont encaissé le département du travail vendredi 15 février. Ce résultat a été obtenu principalement grâce au recul du prix de l'énergie. En 1990, les prix de gros avaient augmenté de 5,6 %, leur plus forte hausse en neuf ans. Par ailleurs, en janvier, la production industrielle a subi son quatrième recul mensuel consécutif (-0,4 %).

■ M. Jean-Pierre Abnott nommé directeur général d'Air Inter. — Sur proposition de M. Jean-Cyril Spina, PDG d'Air Inter, M. Jean-Pierre Abnott, précédemment directeur général adjoint chargé du développement, a été nommé, le 14 février, directeur général de la compagnie intérieure par le conseil d'administration.

[Né le 6 novembre 1940, à Dax (Landes), M. Jean-Pierre Abnott est diplômé de l'Ecole nationale de l'aviation civile. Il a été ingénieur à la direction de la navigation aérienne (1967-1969), puis conseiller technique au cabinet du ministre des DOM-TOM (1969-1971). Au ministère des transports, il a occupé les fonctions de chef du bureau des études générales à la direction des transports aériens (1971-1975) et de sous-directeur des transports aériens (1975-1982). Il est entré à Air Inter en 1982.]

L'euphorie boursière est vite retombée

L'annonce, vendredi 15 février à 12 h 30, d'un retrait des troupes irakiennes du Koweït a déclenché une véritable explosion des cours sur toutes les grandes places financières internationales. Mais ce ne fut pas tout : un déjeuner de soleil. Dans le doute, le souffle avait déjà commencé à retomber en début d'après-midi. Il devait s'apaiser un peu plus encore dès que furent connues les conditions de Bagdad.

Mais ce feu d'artifice n'en a pas moins été spectaculaire. A Paris, l'indice CAC 40, en progrès de 0,39 % seulement, bondissait littéralement pour enregistrer en quelques minutes une hausse supérieure à 3 %. A la City de Londres, l'indice « FT » des 100 valeurs grimpait de 2 %. A Francfort, l'indice DAX s'élevait d'un seul coup de 3,55 %. Zurich, Madrid, Amsterdam, Bruxelles allaient réagir presque aussi violemment.

Mais, à mesure que les minutes

passaient, l'indécision grandissait sur les intentions réelles de Bagdad. Par précaution, les investisseurs commencèrent à prendre leurs bénéfices. Les effets de ce doute furent très nettement ressentis à Paris, avec la dégringolade rapide de l'indice CAC 40, qui à 15 heures n'enregistrait plus qu'une avance de 0,84 %. Londres et la plupart des autres places européennes prirent à leur tour rapidement du recul. Seul Francfort n'eut pas le temps matériel de corriger le tir, la fermeture du marché allemand intervenant très tôt (15 heures), conservant un important gain de 3,01 %. Partout ailleurs, l'avance des cours allait se révéler beaucoup plus modeste en fin d'après-midi, une fois démantée l'imposture de Bagdad : 1,07 % à Paris, 1,1 % à Madrid et à Milan, 1,2 % à Zurich.

Singulièrement toutefois, malgré le décalage hilaire qui lui donnait accès à une information plus

complète, la bourse de New-York s'est résolue à adapter avec 2 % de hausse. Autour du « Big Board », les spécialistes sont désormais persuadés que la guerre du Golfe est maintenant entrée dans sa dernière ligne droite. « Soit Saddam Hussein fait de nouvelles concessions, dont la teneur sera annoncée après la rencontre que son ministre des affaires étrangères doit avoir avec le chef du Kremlin, M. Mikhaïl Gorbatchev, et une solution pacifique sera ébauchée, soit le processus militaire s'accélère avec, au bout, la défaite inévitable des troupes de Bagdad. »

Aucune réaction n'a été enregistrée à Tokyo, qui avait déjà fermé depuis longtemps ses portes pour le week-end, quand les agences de presse lancèrent la nouvelle sur les fils.

A. D.

Les prix du pétrole rechutent

Le marché pétrolier a, comme prévu, vivement réagi à l'annonce des propositions irakiennes. Dès l'ouverture du marché londonien, vendredi matin, les cours ont chuté de 2,5 dollars par baril (-13 %), les opérateurs ayant interprété cette démarche comme une reddition préparant la fin de la guerre.

Dans l'après-midi, lorsqu'il est apparu que la proposition de Bagdad était massivement rejetée par les pays de la coalition, les cours se sont redressés pour finalement s'établir à 17,75 dollars par baril à Londres, soit 1,25 dollar de moins que la veille, et à 20,88 dollars par baril à New-York (-1,44 dollar).

Ces réactions sont un avant-goût de ce qui risque de se passer si la guerre se termine rapidement à l'avantage des forces alliées sans destructions notables des installations pétrolières saoudiennes. Jusqu'ici, le conflit n'a entraîné qu'une légère baisse de la production en provenance du Golfe, liée

aux difficultés d'acheminement du pétrole irakien et à la fermeture de quelques petits champs saoudiens. Globalement, l'offre de pétrole reste largement suffisante pour équilibrer le marché, et les stocks, gonflés depuis six mois en prévision de la guerre, pèsent sur les cours.

En cas de fin rapide du conflit, il y a donc toutes chances pour que les cours rechutent brutalement, au moins pour une semaine ou deux, avant que les pays producteurs ne réajustent en réduisant leur rythme d'extraction. L'Arabie saoudite, qui fournit actuellement plus du tiers (34 %) de la production de l'OPEP, garde en effet tous les moyens d'arrêter la chute en fermant ses vannes. Or le royaume éprouve quelques difficultés à financer le conflit et n'a donc aucun intérêt à laisser les prix du pétrole retomber durablement, réduisant ainsi ses revenus.

V. M.

ÉTRANGER

Sans qu'une augmentation des impôts soit écartée

Le projet de budget allemand pour 1991 prévoit
un endettement de 70 milliards de marks

Le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel (CSU), doit présenter mercredi 20 février au conseil des ministres son projet de budget pour 1991. C'est le premier budget qui s'applique à l'Allemagne unifiée, ce qui rend difficiles les comparaisons avec les exercices précédents. Le nouveau ministre de l'économie, M. Juergen Möllemann, a reproché à M. Waigel d'avoir rendu le projet public avant sa discussion en conseil des ministres. M. Waigel avait pour sa part critiqué le plan proposé par M. Möllemann pour accélérer la reconstruction de l'ex-RDA.

BONN

de notre correspondant
Sans établir de comparaisons avec les années antérieures, on peut mettre en regard les 400 milliards de marks (environ 1 360 milliards de francs) de dépenses prévues pour l'an prochain avec les 379,5 mil-

liards effectivement dépensés en 1990, soit une augmentation de 5,3 %. Cette augmentation peut sembler modérée si l'on considère les énormes charges résultant des bouleversements intervenus en Europe et dans le monde au cours de l'année 1990 et des premiers mois de 1991. Aux coûts engendrés par l'unification - 80 milliards de marks en année pleine, selon les experts du ministère des finances - s'ajoutent les engagements pris par Bonn envers l'URSS et les autres pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que la contribution allemande au financement de la guerre du Golfe, qui s'élève à 10 milliards de marks pour le premier trimestre de cette année.

En fait, le document soumis par M. Waigel à ses collègues ne prend en compte que l'addition des dépenses négociées avec les ministères « dépensiers », et ne préjuge pas des dépenses nouvelles qui pourraient être occasionnées par l'évolution de la situation intérieure ou internationale. Ce budget pourrait être comparé au prix de base d'une automobile auquel on est contraint d'ajouter une cascade de supplé-

ments pour des options en fait indispensables pour le confort de la conduite.

Ainsi, le ministre des finances a réservé les crédits nécessaires à l'amélioration du réseau routier de l'ex-RDA jusqu'à ce qu'une décision soit prise concernant le mode de financement de ces investissements, public ou privé. De même ne sont pas prévues les dépenses liées à la dramatique augmentation du nombre des chômeurs dans les nouveaux Länder. Le ministre du travail devra donc trouver de nouvelles recettes pour faire face à ces nouveaux besoins : on évoque une contribution de solidarité des fonctionnaires et des professions libérales.

Promesses
et économies

Mayennant ce tour de passe-passe, M. Theo Waigel peut présenter au pays un budget qui correspond aux promesses faites lors de la campagne électorale. L'argent nécessaire au financement de l'unité provient de deux sources : les économies et l'endettement public. Au chapitre économies, qui s'élèvent à 37 milliards de marks, c'est le bud-

get de la défense qui paie le plus lourd tribut avec une réduction de 7,6 milliards. Toute une série de subventions ne seront pas reconduites ; aide à la transition de la bulle en coke, à la marine marchande, à la recherche scientifique.

Le financement budgétaire par l'emprunt s'élèvera à 70 milliards de marks, un montant que le gouvernement estime compatible avec le maintien des équilibres sur le marché des capitaux. Pour les années à venir, le gouvernement allemand s'est fixé des objectifs ambitieux pour la réduction de l'endettement public. Celui-ci devrait être progressivement ramené à 30 milliards de deutschemarks en 1994.

Les contribuables allemands ne devraient pourtant pas échapper à l'augmentation de la pression fiscale, déjà annoncée par le chancelier Kohl, qui l'a justifiée par les dépenses liées à la guerre du Golfe. Le gouvernement s'est accordé un délai jusqu'à la mi-mars pour en déterminer l'ampleur et les modalités de sa mise en œuvre. Le ministre des finances a d'ailleurs jugé les ruptures faisant état d'une augmentation des taxes sur les carburants et de la TVA.

LUC ROSENZWEIG

SOCIAL

Un plan d'économies de 610 millions de francs

Air France réduit de 6 % les rémunérations de son personnel

Du plus jeune bagagiste jusqu'au commandant de bord le mieux rémunéré, en passant par le président d'Air France, tous les salariés de la compagnie nationale vont devoir abandonner 6 % de leurs rémunérations. Telle est la principale mesure du plan de redressement que la direction a détaillé, le 15 février, devant le comité central d'entreprise et qui est destiné à compenser le déficit inquiétant provoqué par la chute du trafic, notamment (nos dernières éditions du 16 février). La plupart des transporteurs aériens étrangers ont déjà pratiqué de telles réductions de leurs charges sociales.

Cette baisse des rémunérations prendra la forme d'un chômage partiel de dix heures par mois, soit 6 % du temps de travail, calculé pour s'aligner sur la diminution de 6 % de l'offre de transport - deux mille vols environ - au cours du premier trimestre de 1991. Il s'agit d'un minimum, et certaines catégories de personnel pourraient être appelées à un chômage partiel plus important, si leur fonction était plus affectée par le recul de l'activité. Les navigants étant assujettis à un régime de travail particulier, leur chômage technique ne sera pas décompté en heures, mais en journées. La perte de revenu dû au chômage est en par-

tie compensée par l'UNEDIC (lire ci-dessous).

D'autre part, le départ volontaire de deux cents cadres, d'un âge compris entre cinquante-trois ans et trois mois et cinquante-sept ans et six mois, est programmé. Il est mis fin aux contrats de travail en alternance de soixante-dix futurs mécaniciens. Air France rendra à la compagnie Alitalia les pilotes italiens que celle-ci lui avait prêtés. La formation de jeunes pilotes selon la formule ad-hoc est reportée. Les affectations d'étrangers appartenant à d'autres compagnies étrangères (MEA) ou à des compagnies régionales seront encore réduites. Le com-

plément à la prime uniforme annuelle de 6 000 francs sera limité à 500 francs, et il n'y aura aucune augmentation de salaires en 1991.

Ce plan de redressement, qui sera examiné en comité central d'entreprise le 18 février, permettrait d'économiser 610 millions de francs. La direction affirme que ces mesures sont destinées à adapter les moyens de la compagnie aux circonstances sans pour autant porter atteinte à l'outil de travail. Elle déclare aussi qu'il s'agit du dernier stade avant les licenciements, qui n'ont jamais été pratiqués à Air France.

ALAIN FAUJAS

L'indemnisation du chômage partiel

L'amélioration des procédures et du niveau d'indemnisation, en cas de chômage partiel, figure parmi les mesures envisagées par le comité des ministres du 13 février pour soutenir l'emploi. Le régime du chômage partiel permet en effet de maintenir le contrat de travail et de compenser la perte de salaire occasionnée soit par la fermeture temporaire d'un établissement, soit par la réduction, au-dessous des 39 heures hebdomadaires, de l'horaire de travail habituellement pratiqué.

Actuellement, le système d'indemnisation stipule que l'employeur verse une allocation conventionnelle égale à 50 % de la rémunération antérieure avec un minimum de 27 francs de l'heure. L'Etat, de son côté, rembourse à l'employeur, via l'UNEDIC, une allocation spécifique sur la base de 10,54 francs de l'heure. Mais, en cas de menace grave pour l'emploi, il peut majorer sa participation financière par le biais de conventions FNE (Fonds national de l'emploi) en prenant à sa charge une partie de

la différence - et jusqu'à 80 %, - comprise entre 27 francs et 10,54 francs. Enfin, cette allocation est accordée dans la limite d'un contingent annuel d'heures indemnifiables fixé à 500 heures, dans le cas général, et à 600 heures dans le textile et l'habillement.

Pour répondre à des situations telles que celle d'Air France, le gouvernement envisage de relever le niveau d'indemnisation à sa propre participation. Il lui faut, pour cela, l'accord des partenaires sociaux et les dispositions

pourraient être arrêtées en deux étapes, en quatre semaines.

Au plus fort de la crise, en 1984, on comptait 15 millions de journées indemnifiables au titre du chômage partiel et le coût pour l'Etat s'élevait à 732 millions de francs. Il y avait 1,8 million de journées indemnifiables en 1989, pour un coût de 130 millions de francs, et 339 000 journées en novembre 1990, contre 147 000 un an plus tôt, au plus bas. L'automobile, le bâtiment et le textile ont souvent recours à cette solution.

SERVICES

Quatre syndicats
de biologistes acceptent
un accord de maîtrise
des dépenses

« Cet accord est la première pierre d'une véritable réforme structurelle de la Sécurité sociale. Il marque la voie à d'autres accords, adaptés à chaque profession de santé », a affirmé M. Claude Evin, ministre de la solidarité, en présentant, le vendredi 15 février, le texte du protocole conclu avec les quatre syndicats représentatifs des biologistes (CNE, SPP, SNMB et UBF).

Cet accord, qui fera directement varier la rémunération des laboratoires selon le volume des remboursements effectués par l'assurance maladie (le 16 février) doit, selon lui, constituer une référence pour les autres professions (infirmières libérales, kinésithérapeutes, cliniciens privés, radiologistes) avec lesquelles des discussions sont en cours. Une loi officialisera prochainement l'institution d'une « lettre de la biologie », dont la valeur sera liée à des objectifs régionaux de maîtrise des dépenses.

Ce nouveau mécanisme, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1992 au plus tard, prévoit également la généralisation du ticket modérateur, qui permettra aux assurés sociaux de s'acquiescer désormais que 35 % des frais d'analyses médicales.

INDUSTRIE

Les difficultés du marché automobile

Peugeot SA ne prévoit
pas de licenciement

« Pour le moment nous ne prévoyons pas de licenciement », a déclaré samedi 16 février M. Jacques Calvet, invité de « Questions orales » sur Radio-Classic. Les mesures de suppression des emplois d'intérieur et des heures supplémentaires suffisent.

Le PDG de Peugeot SA ne peut pas se prononcer sur les conséquences d'une guerre prolongée. Mais il estime que, si elle ne dure pas, le marché automobile revendra à sa tendance économique qui est « une légère régression pendant six mois à un an ». L'effet de cette guerre aura alors été limité à un transfert de la demande vers le bas de gamme et vers le diesel.

M. Calvet maintiendra, pour l'instant, ses investissements prévus et sa stratégie. Le maintien des deux gammes complètes, Peugeot et Citroën, sera jugé « à la fin de 1992 ». Citroën, dotée désormais de la ZX, doit faire ses preuves d'ici là.

« D'ici à l'an 2000, chacun des six constructeurs européens actuels, PSA, Renault, Fiat, Volkswagen, Ford et General Motors, peut dégrader des profits et peut survivre », estime M. Calvet. Malgré la guerre des prix et malgré l'arrivée des Japonais, « Mais, ajoute-t-il, à condition de le vouloir. Certains seront tentés par une diversification dans d'autres domaines que l'automobile » (M. Calvet vise très probablement Fiat dans cette remarque).

PSA conserve son ambition de devenir le numéro un européen. Mais la réunification allemande « donne un avantage à Volkswagen que l'estime à un point de part du marché européen ». Aussi, Peugeot doit repousser « d'un an ou deux » la date de son arrivée en tête du palmarès européen, prévue, hier, pour 1992-1993.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 11 AU 15 FÉVRIER

PARIS

Tempête de ciel bleu

+ 2,92 %

Pour la cinquième semaine consécutive, la Bourse de Paris a manifesté des tendances très bonnes, si bien que les investisseurs ont pu profiter de la hausse des cours.

Tout avait commencé sur une note optimiste pour s'achever sur un air de fête. Dès lundi, sur la lancée précédente, le marché avait repris de la hauteur (+0,60 %) et il n'y avait pas eu de séance de mardi pour donner avec un retournement de tendance durant la journée de vendredi, les investisseurs ont pu profiter de la hausse des cours.

La semaine a été marquée par la hausse des cours, les investisseurs ont pu profiter de la hausse des cours. Les investisseurs ont pu profiter de la hausse des cours. Les investisseurs ont pu profiter de la hausse des cours.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	15-2-91	Diff.
AGF	509	+ 0,10
Bail Equipement	128	+ 4
Banque (C)	520	+ 10
Cetel	617	+ 73
CCF	165,50	+ 20
CFP	156	+ 60
CFP	366	+ 25
Chargers	787	+ 49
CPA	294	+ 15,50
Eurofinance	1.660	+ 85
GAN	1.680	+ 130
Hénin (La)	492	+ 52
Localfrance	431	+ 1
Localfrance	684	+ 29
AXA (Cie de Mid)	1.129	+ 23
Midland Bank	81	+ 1
DFP	1.480	+ 82
Paribas	452	+ 14,10
Schneider	704	+ 29
Société générale	410,50	+ 17,50
Sovac	580	+ 24
Suez (C) fin.	295,70	+ 4,10
UAP	555	+ 4

Mines, caoutchouc

	15-2-91	Diff.
Géophysique	598	+ 1
Imetal	265,20	+ 26,40
Métallurgie	83	+ 9
Michelin	81,45	+ 4,85
RTZ	48,50	+ 2,65
ZCT	1,65	+ 0,01

Valeurs diverses

	15-2-91	Diff.
Accor	709	+ 55
Air liquide	668	+ 14
Agomari	1.873	+ 117
Alcatel	620	+ 6
Alcatel	327	+ 33
CGIP	1.040	+ 70
Club Méditerranée	481	+ 21
Esso	388	+ 11
Euro-Disney	109,20	+ 0,70
Europe 1	1.145	+ 147
Eurotel	47,95	+ 0,15
Groupe Ciel	650	+ 20
Hachette	198,40	+ 2,60
Havas	465	+ 31,50
Marine Wogel	315	+ 18,90
Navigation maritime	1.298	+ 12
Nord-Est	131	+ 4,10
Olivier	507	+ 29
Saint-Gobain	392	+ 15,50
Sanofi	785	+ 5
Southern Chalcid	250	+ 11,20
Stis Rosagard	666	+ 23

Matériel électrique

	15-2-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	569	+ 36
CSEE (ex-Signaux)	168	+ 11
Générale des eaux	2.375	+ 8
Intersect	1.120	+ 45
Labinal	699	+ 61
Legrand	3.730	+ 211
Lyon des eaux	555	+ 24
Matra	169	+ 3
Meriel-Gerin	536	+ 43,10
Mouffres	92	+ 1,10
Radiorécepteur	315	+ 7
SEB	1.245	+ 38
Sextant-Avionique	435	+ 10
Thomson-CSF	128,70	+ 0,20
IBM	683	+ 38
ITT	287	+ 13,90
Schlumberger	387	+ 11,20
Siemens	2.075	+ 20

préciser de 2,9 % durant la semaine. Depuis l'engagement du mouvement le 14 janvier dernier, la Bourse de Paris a ainsi monté de 15,9 %.

La deuxième liquidation générale de l'année, qui aura lieu le mercredi 20 février, s'annonce ainsi superbe avec un gain dans l'immédiat fixé à 9,72 %, le premier en tout cas depuis le mois d'octobre dernier (+ 8 %).

Ce sera sans doute aussi le plus haut depuis celui d'avril 1990 (+11,24 %).

Optimisme presque sans faille

Une véritable tempête de ciel bleu pour les météorologues, un optimisme presque sans faille pour les boursiers. Depuis un long moment déjà, les grandes places financières jouent la fin rapide du conflit avec une reprise de la croissance économique à la clé.

Les investisseurs étaient sous le charme. Mais avaient-ils besoin de ce stimulus ? A vrai dire, malgré une certaine euphorie, la Bourse avait déjà reçu son lot de bonnes nouvelles. Les experts de l'UBS (Union de banques suisses) avaient déjà déclaré qu'« une guerre, même longue, n'entraînera pas de récession ». De l'autre côté de l'Atlantique, les milieux financiers appréciaient le rapport établi par les services de M. Michael Bos-

kin, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, selon lequel la récession sera temporaire et suivie de dix années de prospérité.

Crédible ou non, ce pronostic est un des éléments à l'origine de la fièvre, combien communicative, de Wall Street. Car la grande Bourse américaine et les autres sursautent à la nouvelle de l'espoir sans cesse renouvelé de la généralisation des conditions de crédit. Comme pour y répondre, la Banque d'Angleterre décide, le 13 février, d'abaisser son taux d'intervention. Quelques heures plus tard, les autorités monétaires espagnoles lui emboîtent le pas. De quoi réchauffer le cœur des boursiers les plus frileux.

Il en va des bonnes comme des mauvaises nouvelles : elles arrivent rarement seules. A la veille du week-end, on apprend, aux Etats-Unis, que les prix de gros avaient baissé en janvier (-0,1 %) et qu'en décembre, contrairement à ce qu'on attendait, le déficit commercial s'était accru de 1,2 milliard de dollars (contre 8,91 milliard le mois précédent). La réaction de New York ne pouvait qu'être favorable. Elle l'est.

D'une façon plus générale, la perspective d'un arrêt éventuel du conflit a relancé l'idée d'une reprise plus rapide que prévu de la croissance économique. Ainsi, la cotation du Club Méditerranée dut être suspendue un long moment vendredi avant d'être fixée à la hausse, dès que fut connue la nouvelle de la proposi-

tion irakienne de retrait sous condition du Koweït. Si la guerre s'arrête, le tourisme reprendra, le CQFD. Beaucoup raisonnent de la même manière pour les biens de consommation, arguant que les achats différés pourraient reprendre au détriment de l'épargne constituée sous l'effet de la peur. Ce n'est rien de dire que l'imaginaire des boursiers galopait en fin de semaine. « Pourvu que ce ne soit pas du bluff », disait un spécialiste. La déception cesserait des dégâts.

Au cours de cette semaine décidément fertile en événements, on devait apprendre le rachat du Club Aquarius par le Club Med ; le rachat par Suez des actions Générales de Belgique détenues par Carus (9,98 %), revendues pour alimenter le fardeau de la dette de ce holding du groupe Benetton, avec, à la clé, le départ de la vice-présidence de ce même holding de M. Alain Minc. Enfin, d'importants remous ont été observés autour du titre TF 1 en liaison avec l'intention manifestée par Maximal et GMP, deux importants actionnaires, de vendre leurs titres. Le groupe d'édition italienne Rizzoli pourrait, dit-on, aider Bouygues à consolider son pouvoir. A la veille du week-end, la firme de courtage américaine Goldman Sachs avait-t-elle la SBF qu'elle détenait maintenant 10 % des droits de vote de la chaîne de télévision. Pour le compte de qui ?

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

L'effet Golfe

+ 3,67 %

Et de cinq. Amorcé depuis le 14 janvier dernier, le mouvement de reprise s'est de nouveau poursuivi à bon rythme à New-York. C'est à peine si le marché a pris le temps de souffler. D'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones des industrielles a gagné 103,96 points (+3,67 %), repassant ainsi la barre des 2 900 points pour s'inscrire à la cote 2 934,65, son niveau le plus élevé depuis la fin du mois de juillet 1990. Il n'est plus désormais qu'à 65,10 de son record historique du 16 juillet dernier (2 999,75).

D'un bout à l'autre de la semaine, les investisseurs ont très largement tenu compte de l'évolution de la situation dans le Golfe persique, jugée autour du « Big Board » très favorable. Personne ne doutait plus désormais d'une victoire complète des forces alliées, même si l'appareil que les combats terrestres encore à mener seraient très durs. L'annonce par l'Irak d'un retrait de ses troupes du Koweït a, bien entendu, fait effet d'une bombe, même si elle est apparue très vite que le président Saddam Hussein usait d'un nouvel écran de fumée.

Reconnu, le bluff de Bagdad a produit, contrairement à ce que

l'on pouvait en attendre, une réaction très positive. A tort ou à raison, les boursiers sont maintenant persuadés que la guerre est entrée dans la dernière ligne droite, avec soit de nouvelles concessions débouchant sur un retrait inconditionnel du Koweït, soit une proche défaite des troupes du réels. A la veille d'un week-end de trois jours - Wall Street sera fermée lundi 18 février pour le Washington Birthday - les opérateurs étaient confiants. Et c'est à peine si l'annonce d'une réduction, pourtant inattendue, du déficit commercial pour décembre a réussi à détourner leur attention.

	Cours 8 fév.	Cours 15 fév.
Alcoa	65 1/4	68
ATT	33 7/8	34 3/4
Bocing	52 1/2	48 5/8
Chase Man. Bank	13 7/8	15
Du Pont de Nemours	37	38 7/8
Eastman Kodak	45 7/8	46 3/8
Exxon	53 1/8	53 3/8
Ford	31 1/8	31 3/8
General Electric	65 3/8	69 7/8
General Motors	37 3/8	37 1/4
Goodyear	68 7/8	69 7/8
IBM	129 5/8	137 1/2
ITT	55 1/4	58 1/8
Mobil Oil	60 3/8	59 1/2
Pfizer	96 5/8	104 7/8
Schlumberger	60 3/8	59 7/8
Texasco	59 1/2	60 1/2
UAL Corp. (ex-Allegis)	137 1/2	136 3/4
Union Carbide	19 3/8	20
USX	30 3/8	30 3/4
Westinghouse	27 1/4	30
Xerox Corp.	50 3/8	53 7/8

TOKYO

Au-dessus de la barre des 25 000 points

+ 4,13 %

Tokyo est restée résolument orientée à la hausse cette semaine encore. L'indice Nikkei a seulement reculé très légèrement vendredi (2 yen) après huit séances de hausse.

Ouvrant à 24 296 lundi pour clôturer à 25 343 vendredi, le Nikkei a gagné près de 9 % de sa valeur au cours de ces deux dernières semaines. Et, pour la première fois depuis trois mois, le thermomètre du marché est repassé au-dessus de la barre des 25 000 yens. Une progression d'autant plus encourageante qu'elle se produit dans un marché actif.

D'un côté, on vend beaucoup pour produire ses bénéfices. De l'autre, on achète encore plus. Notamment tous les titres susceptibles de profiter de l'après-guerre, tels les sociétés de travaux publics japonaises bien placées pour remporter des contrats de reconstruction au Koweït.

L'euphorie serait parfaite n'était-ce les esprits grincheux qui tirent la sonnette d'alarme.

Tokyo colle à Wall Street alors que la situation américaine n'a rien de réjouissant : la dépréciation du dollar enfonce la Réserve fédérale dans un dilemme redoutable : choisir la croissance et soutenir l'activité économique ou la politique de crédit monétaire ou privilégier le financement des déficits américains - et donc relever les taux pour attirer les capitaux étrangers.

Cette analyse, largement partagée, ne freine toutefois nullement les opérateurs. La Bourse est en train d'anticiper l'après-guerre et surtout le desserrement du crédit au Japon.

BRUNO BIROLLO

Indices du 15 février : Nikkei 25 343,74 (contre 24 296,08) ; Topix, 1 896,04 (contre 1 805,28).

	Cours 8 fév.	Cours 15 fév.
Alcatel	636	680
Bridgepoint	1 000	1 180
Canon	1 290	1 430
Fuji Bank	2 600	2 510
Honda Motor	1 200	1 400
Matsushita Electric	1 680	1 680
Mitsubishi Heavy	768	808
Sony Corp.	6 550	6 820
Toyo Motor	1 730	1 770

LONDRES

Fermeté : + 2,3 %

Pour la troisième semaine consécutive, la London Stock Exchange a fait preuve de fermeté. Vendredi soir, à la clôture, l'indice « FT » des 100 valeurs cotées a avancé de 2,3 %.

Cette hausse n'a pas dû grand chose à l'annonce du retrait des troupes irakiennes du Koweït. Durant quelques minutes, on crut que le marché allait partir à la hausse mais le souffle retombe aussitôt vite que la City comprit qu'il ne s'agissait là que d'un coup de bluff. En fait, la grande Bourse britannique a surtout réagi cette semaine à la décision de la Banque d'Angleterre de réduire son taux d'intervention. La situation économique de la Grande-Bretagne est mauvaise et cette bouffée d'oxygène a réveillé l'optimisme ambiant menacé de retomber avec l'aggravation du chômage.

Indices « FT » du 15 février : 100 valeurs, 2 296,9 (contre 2 245,2) ; 30 valeurs, 1 824,5 (contre 1 780,3) ; mines d'or, 135,5 (contre 138,1) ; Fonds d'Etat, 85,65 (contre 85,15).

	Cours 8 fév.	Cours 15 fév.
Bovater	4,80	5,14
BP	3,17	3,07
Charter	4,38	4,60
Courtauld	3,36	3,62
De Beers	10,47	10,51
Glaxo	9,15	9,55
GUS	14,25	14,35
ICI	9,72	9,97
Reuters	7,63	7,90
Unilever	4,52	4,57
Vickers	6,67	7,25
	1,97	2,06

FRANCFORT

Record : + 4,32 %

Excellente semaine pour les marchés allemands, qui, une nouvelle fois, ont battu tous leurs records d'altitude après avoir, en moyenne, progressé de 4,32 %, la plus forte hausse de l'année. Les très bonnes dispositions de Wall Street et du Koweït ont, la semaine dernière, entraîné une hausse des prises de positions. Les spécialistes notent également un reflux des liquidités en provenance du marché obligataire, un signal, dit-on, qui ne trompe pas quand une baisse des taux d'intérêt est dans l'air.

Cela étant, Francfort a réagi beaucoup plus fortement que l'ensemble des autres places à l'annonce d'un retrait éventuel des troupes irakiennes du Koweït. Il est vrai que la Bourse de Francfort (15 heures), de sorte que les opérateurs n'ont pas disposé du temps matériel nécessaire pour redéfinir leur stratégie.

Indices du 15 février : DAX, 1 531,19 (c. 1 467,82) ; Commerzbank, 1 818,50 (c. 1 761,30).

	Cours 8 fév.	Cours 15 fév.
ABG	185	196
BASF	218,40	228,50
Bayer	241,60	251
Commerzbank	250	266
Deutschebank	628,50	663,50
Hoechst	226	236,50
Karstadt	551	588
Mannesmann	284	277
Siemens	609,50	622
Volkswagen	330	355

du Nord (San-Luis-Potosi, Zolaco)

هنا من الأصل

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Réussite spectaculaire de l'emprunt britannique en écus

Le Trésor britannique a lancé mercredi 13 février, la plus grande opération obligataire à taux fixe jamais émise en une seule tranche sur l'Europe. C'était la première fois que l'Angleterre empruntait à long terme dans la devise européenne et sa transaction, d'un volume total de 2,75 milliards d'écus et d'une durée de dix ans, est une extraordinaire réussite.

Le débiteur et les établissements financiers qui l'ont conseillé ont fait preuve d'une maîtrise de la situation qui fait l'admiration de tous les spécialistes. Ils ont su profiter pleinement du climat d'euphorie qui règne sur le marché international des capitaux depuis trois semaines environ et auquel le gouvernement anglais a d'ailleurs contribué en abaissant ses taux d'intérêt de référence.

Dans cette opération que dirige l'eurobanque londonienne de la maison de titres américaine Morgan Stanley, rien n'est laissé au hasard. Tout a été pesé minutieusement, calculé, pour non seulement procurer à la Grande-Bretagne des fonds au coût le plus bas possible, mais également, par surcroît, pour assurer au pays et à la place financière de Londres un bénéfice supplémentaire. Pas plus que la France, l'Angleterre n'a l'emploi direct de ressources en écus. Mais en choisissant de s'endetter dans cette monnaie, un pays se procure en même temps une sorte de brevet européen qui, sur le plan politique, s'avère très utile.

En outre, un emprunt d'une telle dimension et d'une telle qualité peut contribuer à renforcer l'importance d'une capitale sur le plan financier. La publicité qui l'accompagne est si grande que d'autres débiteurs y sont attirés. Toute une activité annexée se développe. Deux banques américaines installées à Londres, Goldman Sachs International et Salomon Brothers International, ont déjà émis des warrants qui débouchent sur ces obligations britanniques en écus dont l'existence devrait également contribuer de façon déterminante à l'expansion sur place d'un marché à terme. Menacé récemment par Paris pour ce qui est des opérations en écus, Londres vient, grâce à ce grand emprunt, de reprendre l'initiative.

Sur les bords de la Tamise, nombreux sont ceux qui estiment même que, désormais, plus rien ne pourra faire ombre à la prépondérance de la City. La forme de l'emprunt qui, d'un point de vue technique, appartient à l'euro-marché et non au marché national des

titres britannique, leur permet d'affirmer l'importance internationale de leur capitale. Par définition, une euro-obligation échappe au corset des réglementations locales et, théoriquement, on peut envisager de lancer des euro-émissions dans tout pays qui connaît un régime libéral. En fait, c'est à Londres que se situe ce marché. Cela a son importance car, suivant l'exemple de l'Italie, la France et l'Espagne ont préféré, pour leurs emprunts en écus, utiliser les canaux de leurs marchés nationaux des capitaux, privant l'euro-marché et donc Londres d'importantes opérations. Le Danemark en fera probablement autant dans quelques mois. En revanche, l'emprunt d'un milliard d'écus que la Belgique prévoit d'émettre ces prochains jours devrait prendre la forme d'une euro-emission.

Il reste que de nombreux spécialistes se refusent d'affirmer que la partie est définitivement jouée. Le marché de l'écu est en plein développement et les cartes pourraient bien être redistribuées le jour où l'Allemagne se décidera à son tour d'emprunter en écus. Cela contribuerait à accroître le rôle de Francfort en tant que place financière et, par contre-coup, ramènerait vers l'Europe continentale dans son ensemble et vers Paris en particulier une partie des affaires qui auraient émigré outre-Manche.

La CEE et les prêts de la Communauté

Pour ce qui est des conditions de l'opération en écus du Trésor britannique, dont le taux de rémunération facial est de 9,125 %, elles ont été fixées de façon à procurer aux investisseurs un rendement inférieur de 4 points de base (ou centièmes de points de pourcentage) à celui des fonds d'Etat français de même durée. La différence s'explique par la rareté des emprunts internationaux du Royaume-Uni.

La taille d'une émission est un élément déterminant pour les investisseurs institutionnels qui sont prêts à accepter une rémunération inférieure en échange d'un surcroît de liquidités. Plus un emprunt est grand, plus les titres seront facilement négociables sur le marché secondaire. Aussi ceux des emprunteurs qui ne sont pas en mesure de solliciter le marché pour d'énormes montants à la fois, s'efforcent de constituer des lignes d'ont, en fonction de leurs besoins, ils augmentent l'encours. Normalement ils peuvent, lorsque leurs emprunts ont atteint une certaine

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'euphorie

Le marché de Paris, après une très brève consolidation en début de semaine, a repris son ascension, la hausse des cours et la baisse de rendement se poursuivant sur le long terme, avec des emprunts d'Etat à 10 ans ne valant plus que 9 %. Le rendement des ces emprunts d'Etat (OAT 10 ans) retrouve ainsi ses niveaux de la mi-décembre 1989, après avoir touché 8 % en août et 10,70 % en septembre 1990, juste après le déclenchement de la crise du Golfe.

Une fois de plus, c'est l'étranger qui a relancé le mouvement lundi, lorsque les cours du MATIF se mirent à fléchir, revenant de 104,70 à 104,10. Ils en profitèrent pour ramasser à la pelle des OAT et des BTAN (Bons du Trésor), les Anglo-Saxons et, maintenant, les Allemands se ruant sur les OAT à 30 ans. Le fait nouveau est que les investisseurs français, réticents jusqu'à présent mais se demandant s'ils ne ratent pas le train (un « dilemme », le Monde daté du 10-11 février 1991), se sont décidés, précisément, à prendre le train eux aussi. Le résultat est que les cours du MATIF ont augmenté de 104,70 à 105,05, et atteignant même, en pointe, 105,78 en milieu de journée, vendredi, à l'annonce des nouvelles propositions de l'Irak, avant de terminer la semaine à 105,04. Cela met le rendement de l'OAT 10 ans à 9,03 %, contre 9,20 % la semaine précédente, ce rendement étant même tombé, pendant quelques heures, au-dessous de 9 %.

Attitude conciliante de la Bundesbank

Les anticipations à la baisse des taux longs sont donc toujours très vives et s'étendent maintenant aux taux courts qui se maintiennent entre 9,50 % et 10 % ou davantage à Paris et sont revenues un peu au-dessus de 9 % à la veille du week-end. A l'origine de ces espoirs on trouve, maintenant comme auparavant, la certitude que le ralentissement des économies impose une baisse du loyer de l'argent, partout prohibatif. Si s'est ajoutée une détente des taux longs en Allemagne, où le rendement du Bund 10 ans a encore fléchi, revenant de 8,45 % à 8,10 %.

L'optimisme régnant à Francfort est nourri par l'attitude conciliante

de la Bundesbank qui, depuis le relèvement de son taux lombard, parti de 8,50 % à 9 % il y a quinze jours, continue à alimenter le marché à 8,50 %. Par ailleurs, on compte toujours sur un relèvement de TVA en RFA pour atténuer le déficit budgétaire. La bonne consolidation de la baisse des taux longs aux Etats-Unis, avec un emprunt du Trésor à 30 ans stabilisé un peu au-dessus de 8 % est également bien reçue. Enfin, l'abaissement des taux d'intervention des banques centrales en Grande-Bretagne (13,50 % contre 14 %) et en Espagne (14,70 % contre 14,90 %) faisait souffler un petit zéphyr supplémentaire sur les marchés.

Le mouvement de baisse du loyer de l'argent va-t-il se poursuivre à Paris, sans entraîner une correction technique ? On peut relever que cette correction technique, tout au moins la première, s'est déjà faite en début de semaine, et que du chemin reste à faire, d'autant que le meilleur comportement du franc à l'égard du mark tend un peu l'atmosphère. L'objectif à terme est un cours de 110 sur le MATIF, comme en août 1989, ce qui correspond à 8 % sur l'OAT 10 ans.

Sur le marché primaire des obligations, à l'émission, c'est la fête : tout part sans difficultés dans un optimisme retrouvé. Ainsi, l'Aérospatiale a pu, sous l'égide du Crédit lyonnais, lever aisément 1,5 milliard de francs à 10 ans, 9,60 % de taux nominal et 9,63 % de rendement actuariel. On sait que la Caisse des dépôts utilise tous les moyens pour parvenir à financer le logement social et commercial la chute des dépôts sur les livrets à des caisses d'épargne, sa grande ressource (plus de 50 milliards de francs de retraits nets en 1990). La CAR, son émanation, « titrise » indirectement, sous sa propre enseigne, une masse croissante de créances détenues par ladite Caisse des dépôts. Ce faisant, elle risque, comme le Crédit local de France, d'atteindre son plafond dans le portefeuille des investisseurs institutionnels, et de devoir créer un « faux nez », comme l'a fait le Crédit local avec Floral. Enfin, la Banque La Menn, assistée d'Indosuez, a levé avec grand succès, 500 millions de francs (une mière) à 10 ans, 9,75 % nominal et 9,68 % réel.

Sur le marché secondaire des obligations, l'événement a été le lan-

ment d'une vaste opération de restructuration de la dette par la Caisse nationale de télécommunications (CNT), menée conjointement par la Caisse des dépôts et I. P. Morgan et Cie. Elle porte sur 10,7 milliards de francs, en nominal, d'obligations CNT déjà émises (entre 1978 et 1989) dont la vie moyenne est courte, qui sont peu liquides ou qui comportent des options de remboursement autorisées. La CNT s'offre à les racheter partiellement ou à les échanger contre un nouveau « gisement » d'obligations CNT à échéance de mars 2001. En avril dernier, la CNT avait lancé une offre publique de rachat par adjudication, qui avait recueilli 1,5 milliard de titres sur 3,4 milliards de francs offerts à l'échange. Cette fois-ci, la CNT compte recueillir 4 à 5 milliards de francs de titres sur 10,7 milliards de francs offerts, avec trois volets : une offre publique de rachat limitée à 1,1 milliard de francs, une offre publique d'échange et une offre publique d'échange par adjudication, procédure nouvelle.

Europeformance a observé en janvier un net ralentissement des souscriptions en s'écou monétaires. Les souscriptions nettes en s'écou monétaires, c'est-à-dire l'excédent des achats sur les rachats, ont été faibles, s'élevant à 8,7 milliards de francs, contre 38,4 milliards de francs en janvier 1990. Certes, cette progression marque une reprise après le solde négatif, et traditionnel, de décembre 1990 (4 milliards de francs), époque à laquelle les entreprises cloient leurs bilans et rapatrient quelques fonds. La faible ampleur de cette reprise est attribuée aux retrais de capitaux qu'auraient effectués les entreprises dont la trésorerie commence à se resserrer en raison d'une conjoncture plus difficile.

Les particuliers, en revanche, continuent à souscrire. Selon la Banque de France, ces mêmes particuliers seraient détenteurs de 34 % de l'encours des s'écou monétaires, 46 % étant détenus par les entreprises et les investisseurs institutionnels. Globalement, l'encours de ces mêmes s'écou, comprenant les revenus capitalisés, a progressé de 14,7 milliards de francs en janvier 1991, atteignant 814,4 milliards de francs. Les s'écou long terme sont toujours délaissés.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Bataille de chiffres sur le cacao

Les cours du cacao se sont légèrement raffermis ces jours derniers à Londres, s'établissant au-dessus de 500 livres la tonne, sur un marché stimulé par un bon courant d'achat de l'industrie et par une certaine rétention de fèves par la Côte-d'Ivoire. Les perspectives du cacao sont aujourd'hui très mitigées. La guerre du Golfe a pour première conséquence de réduire les importations en provenance d'Extrême-Orient (Malaisie), le passage du canal de Suez étant incertain et, en tout état de cause, rend onéreux par l'augmentation des primes d'assurance. La déliquescence de l'économie soviétique et les bouleversements au sein du Comecon font pour l'instant s'envoler les espoirs de voir les pays de l'Est devenir de gros consommateurs de cacao, malgré la signature d'un contrat de cinq ans entre la centrale d'achat soviétique, le Prodnabot et la Côte-d'Ivoire portant sur 100 000 à 150 000 tonnes par an.

Cet accord conclu par l'intermédiaire du négociant français Sucres et Denrées (Le Monde du 16 février) s'efface pas toutes les inquiétudes quant aux capacités financières de

l'URSS, pour l'acquisition de denrées tropicales notamment. Peut-on sérieusement imaginer que Moscou acceptera de livrer du pétrole ou du sucre en échange de cacao ? Dans son rapport de marché du début de février, la firme de négociants Tardivat International, dont une grande partie de l'activité s'exerce en Afrique de l'Ouest, constate la baisse sensible des brayages de l'URSS et des pays d'Europe centrale. En 1988-1989, ils sont passés à 173 000 tonnes en 1989-1990. Pour la campagne en cours, ils pourraient diminuer à 128 000 tonnes.

Retour d'un récent voyage en brousse ivoirienne, le directeur général de Tardivat, M. Sam Mezrahi, se livre à quelques calculs intéressants sur la situation statistique du marché. Pour la septième année consécutive, l'offre de cacao sera supérieure à la demande et les excédents mondiaux pourraient atteindre 1,6 million de tonnes, soit plus de huit mois de consommation. « A ces niveaux-là, écrit dans son rapport M. Mezrahi, le moindre chiffre perd toute parcelle d'intérêt. On pourrait soutenir qu'il existe dix ans de consommation en stock, on se demande si les cours bougeraient encore d'un cheveu ».

Marge d'erreur

Mais d'après lui, en ce qui concerne la Côte-d'Ivoire, le premier producteur mondial de cacao, « la marge d'erreur sur les estimations de la récolte en 1990-1991 est importante. Il faut d'abord que la base de référence (la récolte de 1989-1990) soit clairement établie : or elle ne l'est pas du tout. Nous estimons que la récolte précédente a été surestimée de 80 000 tonnes ». Autrement dit, les statistiques étant faussées au départ, toutes les comparaisons ultérieures de production, d'arrivages de la brousse et de stocks sont ironiques, la tendance à la surestimation de la marchandise se répétant de campagne en campagne. Ces observations tendent à montrer à quel point les prix d'une matière première peuvent être victimes d'une certaine fiction, pour ne pas dire désinformation, quant aux masses statistiques globales concernant l'offre (récolte et stockage). Sur les

1,6 million de tonnes de fèves de surplus recensées, quelle est la part de cacao impropre à la consommation ?

Cette fiction existe aussi sur le marché du café, où, comme le précise le directeur général de Tardivat, « nous faisons comme si le Brésil était potentiellement producteur de 30 millions de sacs. Mais aucune de ses récoltes depuis 1987 n'a atteint ce volume. Nous sommes apparemment installés au niveau des 20-23 millions de sacs depuis plusieurs saisons. Le Brésil est peut-être potentiellement producteur de 30 millions de sacs, mais il ne les apporte pas ».

Le négociant britannique E. Dand F. Men estimait ainsi ces jours derniers que, pour la quatrième saison consécutive, la production brésilienne allait diminuer pour s'établir à 24,9 millions de sacs. Tous les professionnels s'accordent aussi pour admettre que le rendement des cafetiers chez le premier producteur mondial d'arabica a beaucoup décliné. D'une part, le nombre d'arbres a été réduit de 6 % l'an passé. Surtout, l'usage des fertilisants a été sérieusement réduit, au point que les rendements en café sont en chute libre. Au début de la décennie, le Brésil pouvait produire 7 500 sacs par million d'arbres. Aujourd'hui, il n'en produit plus que 4 500 pour un même capital.

ERIC FOTTORINO

Les enfants du Cyclope. - Maître d'œuvre depuis cinq ans du rapport Cyclope sur les marchés de matières premières, M. Philippe Chalmrin vient de lancer chez Economica une collection de petits ouvrages d'une centaine de pages consacrés chacun à un grand produit. Parmi les parutions récentes, on peut citer le pétrole, le blé, le cuivre, le café et le nickel, mais aussi les produits de la mer (des éponges aux baleines), les semi-conducteurs. Paraîtront prochainement l'aluminium, les bananes, le soja, le cacao, le minerai de fer, l'acier, le maïs et même le dollar. Très didactiques et vivants, ces ouvrages viennent de manière plaisante égarer la bibliothèque parfois austère des matières premières. Prix de vente à l'unité : 58 francs.

DEVICES ET OR

Reprise technique du dollar

Après avoir battu un nouveau record de baisse à Francfort, tombant à 1,4450 deutschemark, ce qui correspondait à 4,9250 francs à Paris, après que M. Helmut Schlesinger, vice-président de la Bundesbank, se fut déclaré hostile aux interventions des banques centrales, le dollar se redressait un peu, en milieu de semaine, grâce, précisément, aux interventions de ces mêmes banques centrales.

A la veille du week-end, le ballon d'essai lancé par l'Irak sur les conditions d'une cessation du conflit faisait monter le billet vert de 1,4650 deutschemark à près de 1,48 deutschemark, avant de retomber à 1,4720 deutschemark et de se raffermir à nouveau à

1,4820 deutschemark à la suite d'une diminution du déficit commercial des Etats-Unis, à 6,25 milliards de dollars en décembre 1990 contre 8,91 milliards de dollars en novembre. En fin de semaine, la devise américaine coûtait un peu plus de 1,47 deutschemark et un peu moins de 5,02 francs (après 5,048 en pointe).

Pour la semaine à venir, les opérations pronostiquent un nouveau raffermissement du dollar si la guerre du Golfe se termine rapidement. Ultérieurement, ils voient cette devise glisser à nouveau, les facteurs de baisse « fondamentaux » restant les mêmes : nouvelle baisse des taux américains à prévoir et poursuite de la récession.

En Europe, la hausse du mark, en début de semaine, a porté à près de 3,41 francs le cours de cette devise à Paris, avant qu'il ne refuse à 3,4060 francs, au grand soulagement de la Banque de France. La livre sterling n'a pratiquement pas réagi à l'abaissement d'un demi-point du taux directeur de la Banque d'Angleterre, qui a levé les doutes en ce domaine.

En Asie, le yen, qui s'était raffermi à 127,95 pour un dollar, a reperdu du terrain, aux environs de 130.

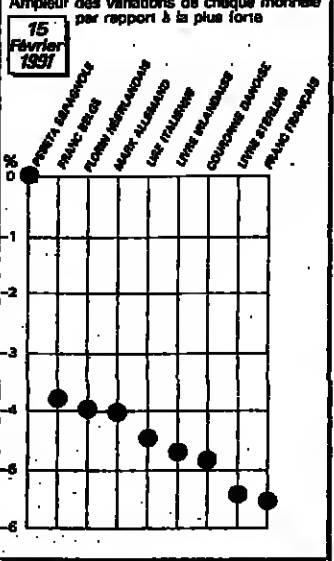
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 FÉVRIER AU 15 FÉVRIER 1991 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Franc	Lire italienne
New-York	1,9745	-	19,9322	79,1452	67,8032	3,2981	60,2772	0,09433
	1,9870	-	20,1511	80,3112	68,6106	3,3333	60,9384	0,09119
Paris	9,9009	5,0170	-	397,87	340,42	16,5408	302,41	4,5329
	9,8684	4,9625	-	398,59	340,48	16,5416	302,48	4,5257
Zurich	2,4947	1,2635	25,1843	-	25,7851	4,1672	76,1483	1,1413
	2,4738	1,2450	25,008	-	25,6282	4,1590	75,8083	1,1354
Francfort	2,5082	1,4729	23,3281	114,5738	-	4,8578	88,7823	1,3305
	2,4948	1,4575	23,3787	114,668	-	4,8583	88,8177	1,3292
Bonn	2,5135	1,4832	23,4343	114,6948	20,5852	-	18,7769	2,7389
	2,4961	1,4600	23,4053	114,6943	20,5831	-	18,7815	2,7359
Amsterdam	3,7757	1,6590	33,0675	1,3138	112,59	5,4716	-	1,4986
	3,7666	1,6410	33,0680	1,3130	112,59	5,4700	-	1,4965
Milan	21,8577	11,07	228,649	876,137	751,57	3,6185	467,269	-
	21,7874	10,9658	228,45	876,137	751,57	3,6185	467,269	-
Tokyo	254,58	125,95	25,9019	182,649	88,2273	4,2859	78,3383	0,1738
	254,23	127,95	25,7833	182,77	87,7873	4,2859	77,9791	0,1668

A Paris, 100 yens étaient cotés le vendredi 15 février : 3,8607 F, contre 3,8784 F le vendredi 8 février.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN : Amplitude des variations de chaque monnaie par rapport à la plus forte



PRODUITS	COURS DU 15-2
Café (p. g. (Londres) Trois mois	1 245 (+ 34) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 538 (+ 27) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 750 (+ 250) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars	287,50 (- 7,70) Francs/tonne
Café (Londres) Mars	520 (- 1) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	1 181 (+ 48) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Mars	256,30 (+ 4,50) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mars	239,50 (- 0,50) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Mars	168,40 (+ 5,80) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Grâce aux travaux d'une équipe française

Les retards mentaux d'origine génétique pourront être mieux dépistés

Une équipe de généticiens et de biologistes français, dirigée par le Pr Jean-Louis Mandel (INSERM, université de Strasbourg) annonce, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* (daté du 14 février), une découverte concernant les retards mentaux d'origine génétique dits « retardés mentaux avec X fragile » (1). Ces travaux devraient, à court terme,

déboucher sur la mise au point de méthodes diagnostiques anténatales de cette affection qui touche, pense-t-on, un garçon sur mille cinq cents. Elle soulève, du même coup, de nouvelles questions d'ordre éthique, puisqu'elle permettra l'identification des grossesses à risques et les avortements des fœtus dépistés comme étant porteurs de cette tare.

La découverte de l'équipe du Pr Jean-Louis Mandel marque une étape essentielle de l'histoire de cette entité pathologique, fréquente autant que mal connue, que les généticiens ont baptisée « syndrome de l'X fragile ». Mais, plus que « d'X fragile », il conviendrait de parler de « retard mental lié à la fragilité du chromosome X ». Ce syndrome associe un tableau clinique (retard mental plus ou moins profond, allant de l'intelligence presque normale à la débilité, dys-

morphie faciale avec faciès allongé, mâchoire proéminente, etc.) à certaines caractéristiques chromosomiques, au premier rang desquelles une « fragilité » anormale du chromosome X, mise en évidence de diverses manières par des techniques de laboratoire.

« Bien que nos connaissances aient considérablement progressé, il faut admettre que les travaux réalisés conduisent à poser beaucoup plus de questions qu'ils n'apportent de réponses », écrivent-ils, il y a peu, deux spécialistes de cette pathologie. Le retard mental lié à la fragilité du chromosome X demeure donc, aujourd'hui encore, un syndrome mystérieux. Il constitue pourtant, dans les domaines de la pédiatrie, de la génétique, de la biologie et de la santé publique un problème important, devenu même une préoccupation prioritaire dans certains pays, mais malheureusement pas toujours en France » (2). Les travaux les plus prometteurs portaient, dans ce domaine, sur la nouvelle approche permise par la génétique moléculaire.

L'équipe du Pr Mandel s'était, avec d'autres, engagée dans une intense compétition portant sur l'analyse détaillée de la région « fragile » du chromosome X. Au terme d'une longue et patiente recherche portant sur le décryptage moléculaire de cette région, il apparaît, en comparant les zones chromosomiques de sujets normaux et de patients avec X fragile, que la maladie correspond à une double anomalie (une mutation accompagnée d'une méthylation). A elle seule, la mutation peut permettre une transmission héréditaire de la maladie, mais n'entraîne pas son expression clinique. Les chercheurs supposent que c'est la méthylation qui influe sur le fonctionnement normal des gènes voisins, ce dysfonctionnement étant à l'origine des symptômes observés.

Un débat éthique

En toute hypothèse, cette découverte devrait permettre de diagnostiquer des méthodes actuelles de diagnostic postnatal de ce syndrome. Elle devrait aussi, dans le même ordre d'idées, permettre de diagnostiquer chez les enfants souffrant de différents formes de retards mentaux (au premier rang desquels l'autisme), ceux dont le trouble est d'origine organique. « En ce qui concerne le diagnostic prénatal, explique le Pr Mandel, ces nouvelles possibilités apporteront peut-être un éclairage nouveau à un problème éthique difficile. Il est en effet actuellement possible de savoir, grâce à une étude familiale utilisant certains marqueurs, si un fœtus mâle ou femelle a hérité de la mutation. Or, seuls 80 % des garçons et 30 % des filles porteurs de cette mutation ont un retard mental, d'ailleurs moins marqué chez les filles. Il n'existait jusqu'ici aucune possibilité de prédiction et, notamment pour les filles, se posait, de manière aiguë, le problème d'une éventuelle interruption de grossesse ».

En d'autres termes, cette découverte devrait permettre de contourner les impasses actuelles du dépistage en donnant la possibilité – grâce à un diagnostic prénatal efficace – de dire si, dans une famille connue pour être à risque, un futur

enfant est ou non porteur de la lésion. A plus long terme, cette découverte pourrait, comme dans le cas de la mucopolysaccharidose ou de la myopathie, permettre d'identifier la « cascade moléculaire » en aval de la lésion primaire, autorisant, du même coup, un véritable espoir thérapeutique. Il n'en reste pas moins que l'on devrait, grâce à ce travail, pouvoir rapidement disposer d'une méthode pour diagnostiquer, avant la naissance, la présence ou l'absence d'une double anomalie à l'origine d'un retard mental.

Dans quelles conditions antérieures à la mise en œuvre de ce dépistage ? Convient-il, dès aujourd'hui, de prévoir dans ce cas certaines limites – et lesquelles – pour prévenir ce qui pourrait rapidement apparaître comme une forme insupportable d'eugénisme ? L'hétérogénéité de ce syndrome et le fait qu'il touche non plus seulement à des symptômes organiques indiscutables (comme avec l'hémophilie, la myopathie et la mucopolysaccharidose), mais avant tout aux capacités intellectuelles des malades, font que, d'une manière ou d'une autre, ces questions devront bientôt être publiquement débattues.

JEAN-YVES NAU

(1) La publication de l'hebdomadaire *Nature* est signée Vincent A. Holtz, Pith C. Kretz, C. Oberlé et J. Mandel. L. L. Cette publication sera, par ailleurs, reprise dans le prochain numéro de la revue *Médecine Sciences*.

(2) « Retard mental lié à la fragilité du chromosome X : où en est-on en 1989 ? » de MM. Bertrand R. Jordan et Jean-François M. Miel (*Médecine Sciences* daté 3 septembre 1989).

Dans l'espoir de se protéger de l'épidémie de choléra

L'Equateur décide d'enfumer sa frontière avec le Pérou

L'Equateur a décidé, vendredi 15 février, d'enfumer sa frontière avec le Pérou de manière à se protéger contre l'épidémie de choléra qui sévit dans ce pays. La fumigation est un procédé généralement utilisé pour la désinfection de locaux par la vapeur de produits chimiques. Dans le cas du choléra, et sur toute la longueur d'une frontière, une telle parade paraît bien

illusoire et semble relever du symbolique.

Les cas de sida en France ont augmenté de 35,3 % en neuf mois

Le sida a progressé en France de 35,3 % entre le premier mars et le 31 décembre 1990, passant de 718 à 13 145 cas déclarés à la Direction générale de la santé (DGS). Selon le DGS, cette progression est conforme aux prévisions et ces chiffres montrent une augmentation de la part relative des toxicomanes, mais plus lente en ce qui concerne les hétérosexuels, et une diminution de la part relative des homosexuels et bisexuels ainsi que des transfusés. Les homosexuels et bisexuels représentent plus de la moitié des cas recensés avec 52,7 %, les toxicomanes 19,6 %, et les hétérosexuels 10,9 %.

D'autre part, en Ile-de-France, où l'on recense plus de la moitié des morts par sida en France, les hommes âgés de vingt-cinq à trente-neuf ans sont les plus frappés. La maladie est la cause d'un décès sur huit dans cette tranche d'âge, indique une étude démographique de la direction régionale de l'INSEE publiée dans *Regards*, le trimestriel d'information de cet institut pour l'Ile-de-France. Selon cette étude, 1 270 personnes, 1 130 hommes et 140 femmes, sont mortes de cette maladie en deux ans, du 1^{er} janvier 1987 au 31 décembre 1988.

Selon les chiffres fournis, vendredi 15 janvier, par le ministère des affaires étrangères péruviens, 90 personnes sont mortes du choléra au Pérou et 1 100 nouveaux cas ont été officiellement recensés, portant le nombre des malades à 13 768 depuis la fin janvier. Dès le 13 février, l'armée française avait annoncé l'envoi d'une mission médicale d'évaluation, composée d'un épidémiologiste et de deux sous-officiers laborantins.

L'ambassade du Pérou à Paris organise, en coordination avec plusieurs associations humanitaires, une collecte des médicaments suivants : antibiotiques (tétracycline, bactrim, fanclil), sédatifs, sérum physiologique. Un compte « Pour le Pérou » est ouvert à la Société générale, agence Kléber, Paris 16^e (n° 033 000 000 55 08-55-43). Dans un communiqué, l'ambassade péruvienne exprime sa profonde reconnaissance à tous ceux qui répondront à cet appel.

Décès du Dr Alice Vansteenberghe témoin à charge du procès Barbie

Le Dr Alice Vansteenberghe, résistante et témoin à charge dans le procès de Klaus Barbie en 1987, est décédée, samedi 9 février à Villedieu, à l'âge de quatre-vingt-deux ans et a été inhumée, mercredi 13 février, à Antibes.

Avec son mari, également médecin, décédé l'an dernier, Alice Vansteenberghe avait adhéré en 1941 au groupement Francs-Tireurs, y prenant progressivement d'importantes responsabilités. Le 5 août 1944, elle avait été arrêtée par la Gestapo et torturée à plusieurs reprises par Klaus Barbie.

Une escroquerie à l'aide humanitaire

Les Orphelins du monde, par pertes et profits

Une plainte déposée contre l'association humanitaire ACIAD-Orphelins du Monde et la COD, un groupe de promotion et de collecte de fonds, a entraîné sept inculpations, dont les présidents des deux organisations, MM. Arrick Delouya et Léo Amar (*le Monde* du 13 février). Ce nouveau scandale souligne l'absence de garde-fous dans le milieu associatif.

« Les pouvoirs publics doivent faire le ménage dans le monde associatif », M. André Laffargue, l'un des sept anciens donateurs et bénévoles auteurs de la plainte contre l'ACIAD (Association de coopération internationale d'aide au développement), ne décolère pas. Avec ses amis, il accuse cette organisation humanitaire d'avoir utilisé de la publicité mensongère à partir de « parrainages » fictifs, de ne pas avoir tenu de comptabilité digne de ce nom, d'avoir transmis directement au groupe COD des dons faits à l'association, sans même garder un relevé. On reproche notamment à M. Léo Amar, président de la COD, d'avoir personnellement endossé des chèques provenant de collectes de fonds.

C'est en 1983 que M. Arrick Delouya, sociologue, a fondé l'ACIAD, dont l'objet était de « venir en aide aux populations démunies des pays encore marqués par l'analphabétisme et tous les problèmes liés à l'extrême pauvreté », mais qui s'est spécialisée dans le parrainage d'enfants du tiers-monde. Partie en flèche les premières années, grâce à des insertions publicitaires gratuites dans la presse, l'association s'est trouvée proche du dépôt de bilan en 1987. Contact fut alors pris avec la société anonyme Data Bank et Systems DBS, qui appartenait au groupe COD et à laquelle M. Delouya décida de sa liser par un contrat d'exclusivité de cinq

ans pour faciliter les collectes de dons.

Une équipe se mit aussitôt au travail, conseillant à l'association de changer son « look ». C'est ainsi que l'ACIAD a ajouté à son nom l'appellation « Orphelins du Monde ». Des milliers de lettres et de prospectus montrant des enfants en pleurs furent envoyés à des donateurs potentiels. Avec la mention : « Sans vous, cet enfant sera mort ».

Seulement 10 % des dons affectés

Un prétendu comité de parrainage, composé de personnalités littéraires ou artistiques, fut mis en place. « Tous ces parrains étaient certainement de bonne foi et ignoraient qu'ils étaient en fait des appaux pour une escroquerie », affirme aujourd'hui M. Laffargue, l'auteur de la plainte. En réalité, il n'y avait pas de programme ACIAD-Orphelins du Monde au Maroc, comme le disait la prospectus diffusé en 1989. Il n'y avait pas davantage en 1990. Ni pour le Zaïre ou pour Haiti.

Ainsi conçue, la campagne de collecte de fonds aurait atteint plus de 4,5 millions de francs en 1989. A peine un dixième aurait été attribué aux deux seuls programmes existants, en Inde et au Costa-Rica.

M. Laffargue n'a découvert que progressivement la pot aux roses. D'abord dans les pays concernés en y cherchant, en vain, certains orphelins dont parlait l'ACIAD. A Paris, ensuite, quand il demanda des explications à M. Delouya. Dans une lettre du 18 mars 1988, ce dernier affirmait : « Le COD m'a promis 100 % des recettes de 1988 pour l'investissement de la campagne. Pour 1989, ils estiment que sur 3 200 parrains actuels, nous ne pouvons envoyer que 32 000 francs sur le terrain chaque mois. La reste : des clous pour nous ».

La COD va certainement abriter derrière les termes du contrat salon lequel l'ACIAD aurait

renoncé à tout ou partie des dons les deux premières années. La pratique, bien qu'immorale, n'est pas illégale, explique un spécialiste. Dans ce « marché », la société qui organise la collecte prend en charge tous les frais de la campagne, quel que soit le résultat de celle-ci. En cas de faïco, l'association humanitaire s'en sort sans cassa, mais évidemment elle ne tire pas non plus de bénéfice, à court terme, s'il y a succès. La COD, défendue par M. Victor Chevrit, a déjà fait l'objet d'une plainte en 1989, mais alla à l'invoqué le contrat signé par les plaignants et gagné la procès.

Un projet de loi en préparation

Cette affaire, qui s'ajoute à un certain nombre de scandales financiers dans des associations para-étatiques, des clubs sportifs ou des organisations liées à la recherche, devrait inciter l'Etat à prendre rapidement des mesures pour assainir la vie associative. « Il faut dissuader certaines vocations d'escroc », souligne M. Laffargue.

Dix-huit associations, parmi lesquelles la Fondation de France et l'UNICEF, soucieuses de leur image et de leur crédibilité, ont adopté en janvier 1990 une charta de déontologie, dans laquelle elles s'imposent une discipline stricte pour que tout donateur puisse facilement vérifier la gestion et l'affectation des sommes collectées (*le Monde* du 26 janvier). Mais cette charte n'est pas une panacée. Les responsables de ces associations attendent le projet de loi, promis pour la printemps, qui devrait assurer un contrôle du monde associatif par le Cour des comptes.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Dans l'industrie de la chaussure de sport

L'allemand Puma est racheté par un groupe suédois

Deux marques de chaussures de sport changeant de propriétaire : Puma est repassé des mains d'Artemos et Kastle par Nordica, qui est italienne comme son nom ne l'indique pas.

Artemos, groupe diversifié qui contrôle notamment les balles de tennis Tretor, avait acquis 49 % du capital de Puma début 1990, assortis d'une option pour 23 % supplémentaires. Il vient de faire jouer cette option et possède donc 72 % de l'entreprise allemande spécialisée dans les articles de sport.

Puma a vu son chiffre d'affaires s'écrouler en 1989 (520 millions de marks contre 798 millions en 1988) et a perdu 2,6 millions de marks. Le déficit était encore de 3,6 millions au premier semestre de l'an passé, selon la direction. Puma devait retrouver un profit sur 1990 tout entier. Puma avait été créé par Rudolf Dassler dont le frère Adolf avait fondé Adidas. Avec la vente de ce dernier à M. Tapie, les deux marques allemandes viennent de passer en des mains étrangères. D'autre part, le fabricant de chaussures de ski Nor-

dica a racheté à l'autrichien Fischer sa filiale Kastle spécialisée dans le même article. Fondé en 1924, Kastle a fabriqué l'an dernier 280 000 paires de chaussures avec 350 employés et un chiffre d'affaires de 180 millions de francs. Nordica, racheté par l'italien Benetton en mars 1989, contrôle environ 30 % du marché mondial des chaussures de ski.

La LCR interdite de réunion publique à Bordeaux

BORDEAUX

de notre correspondant

Le Cercle d'études sociales, émanation de la Ligue communiste révolutionnaire à Bordeaux, a dû annuler un meeting avec M. Alain Krivine. Cette réunion, prévue pour le 7 février, devait être consacrée aux événements du Golfe. Une salle, l'Athénée municipal, avait été retenue, mais la mairie, invoquant les « raisons de sécurité », a interdit l'utilisation des locaux. Des mesures identiques ont été prises pour les organisations réunies sous le sigle « Pour la paix dans le Golfe ».

Estimant qu'il s'agissait d'une atteinte à la liberté fondamentale de réunion, la LCR a introduit un recours auprès du tribunal de grande instance de Bordeaux. Le juge des référés s'est déclaré incompétent, tout en soulignant : « Il peut être soutenu, avec l'apparence de la vraisemblance, que, dans le climat actuel, la tenue d'une telle réunion publique, au cœur d'une ville siège de tensions militaires, dont relèvent des personnes qui sont engagées dans le conflit du Golfe, est de nature à troubler le bon ordre ».

La LCR avait déplacé son meeting au 14 février, toujours avec M. Alain Krivine, mais, cette fois, dans une salle privée.

GINETTE DE MATHA

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a cinquante ans : Pétain rencontra Franco à Montpellier... 2

ÉTRANGER

La guerre du Golfe... 3 à 9

Affrontements au Liban

Dix-sept morts après des combats armés palestiniens... 10

Les Tchecoslovaques et la Lituanie

Prague « ouvre » une « représentation » à Vilnius... 10

POLITIQUE

Conscription

Le secrétaire d'Etat à la défense a prononcé pour la maintien d'une armée associée cadres de métier et appelés... 11

Livres politiques

« Au service de moins d'Etat », par André Laurens... 11

CULTURE

Juan Gris au Centre Georges-Pompidou

Un ensemble de dessins qui témoignent de l'évolution de l'artiste après le cubisme... 13

Hervé Guibert

à la Galerie Agathe Gaillard

Les parcours mêlés de l'écrivain et du photographe... 13

La mort d'Arno Breker

Le sculpteur allemand avait été l'artiste officiel du III^e Reich... 13

HEURES LOCALES

« L'illusion démocratique » de la diététique municipale • Le Bretagne réhabilitée ses caps • Wickeschwint, village parassismique • Nusages sur la Colonne éternelle... 15 à 17

ÉCONOMIE

Plan de rigueur

à Air France

Une réduction de 6 % des rémunérations... 19

Diminution du déficit commercial américain

Les conséquences de la baisse du dollar et du ralentissement de l'économie... 19

Budget allemand

Le premier exercice après l'unification... 19

Revue des valeurs

Changements, Crédits

Grands Marchés... 21

Services

Abonnements... 2

Carnet... 18

Météorologie... 19

Mots croisés... 18

Télévision... 19

Spectacles... 14

La télématique du Monde : 3815 LEMDND

3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 16 février 1991 a été tiré à 618 699 exemplaires.

du Nord (San-Louis-Petersbourg, ...)